

GLISSEZ DANS L'IRRÉEL
AVEC YŌKO OGAWA

IVAN PHILIPPON
L'ÉCRIVAIN QUI TUE POUTINE

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES



Les prisons sous la pression du crime organisé

► Depuis une dizaine de jours, des établissements pénitentiaires et leur personnel sont la cible d'actions violentes en différents points du territoire

► Le gouvernement a tenté, mercredi 23 avril, de rassurer les agents, et estime que « ces attaques montrent que l'action de l'Etat touche juste »

► La piste d'opérations menées par des groupes de narcotrafiquants réagissant au durcissement des conditions de détention semble privilégiée

► Intimidations, agressions physiques, dégradations : les constatations laissent entrevoir des méthodes en essor ces dernières années

► Dans ce contexte, les agressions de surveillants hors les murs, parfois à leur domicile, tendent à se multiplier

PAGES 6-7

Pesticides Alerte sur les effets de produits encore autorisés

Les experts de l'Agence nationale de sécurité sanitaire attirent l'attention sur une multitude de maladies liées à ces substances

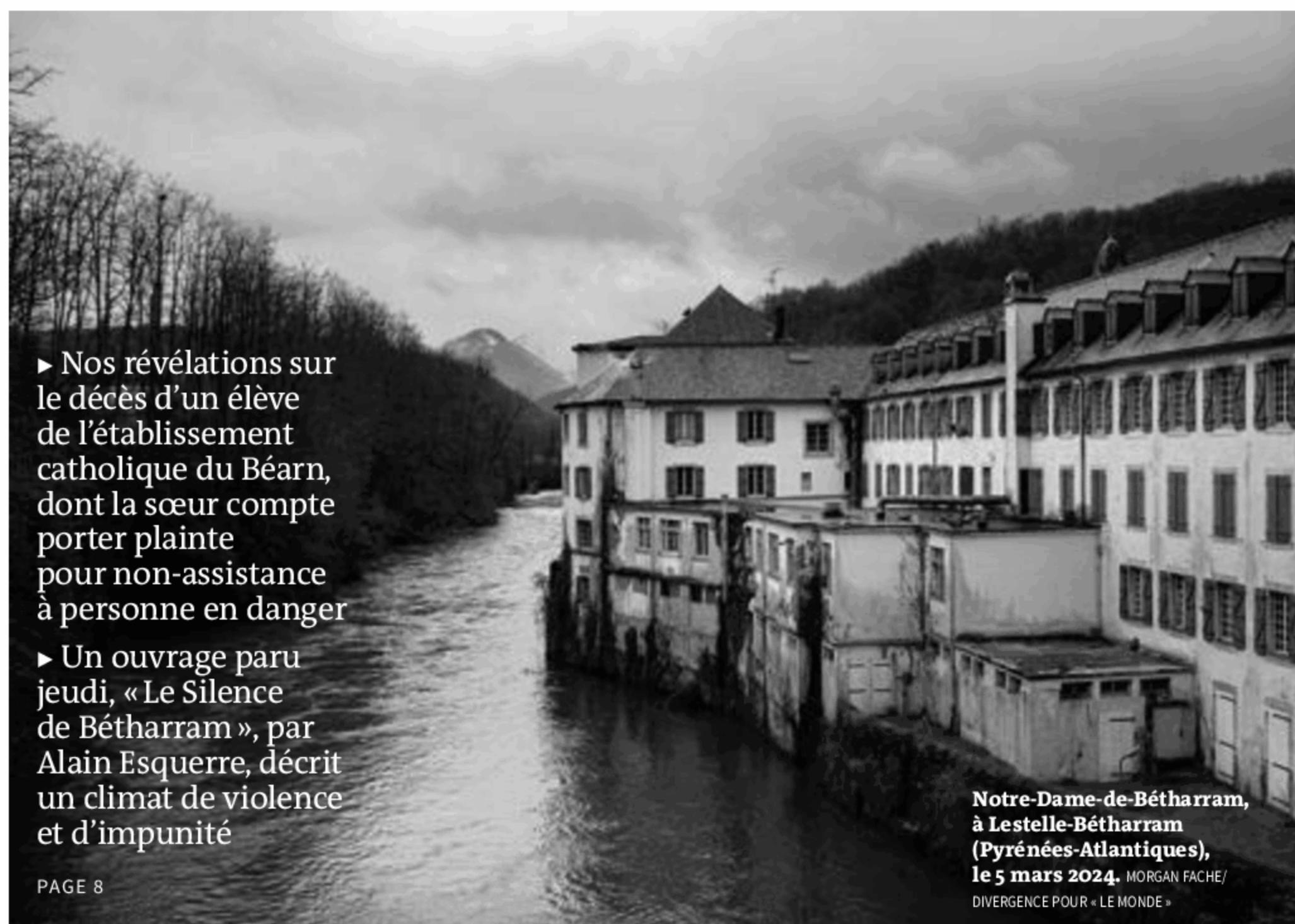
PAGE 5

Ukraine Les centrales nucléaires, objet de négociations

Kiev est pris en tenaille entre les Etats-Unis, qui souhaitent mettre la main sur son parc nucléaire, et la Russie, qui contrôle la centrale de Zaporizhia

PAGE 3 ET ANALYSE PAGE 25

BÉTHARRAM EN 1980, LA MORT D'UN ENFANT DE 12 ANS



Israël Etat de droit : Nétanyahou mis en cause

L'accusation est portée par le chef des services de renseignement intérieur (Shin Bet), limogé par le gouvernement israélien. Dans une lettre transmise à la Cour suprême, Ronen Bar accuse le premier ministre israélien d'atteintes graves à l'Etat de droit. Selon lui, Benyamin Nétanyahou a voulu utiliser les moyens du Shin Bet à son profit personnel et politique, ce qui conforte les accusations de dérive de ses opposants.

PAGE 2

ÉDITORIAL L'UE DOIT RESTER FERME FACE AUX GÉANTS DE LA TECH

PAGE 26, ET NOS
INFORMATIONS PAGE 13

Nouvelle-Calédonie
Face au projet d'accord,
Les Loyalistes durcissent le ton

PAGE 10

Education
A Lille, le lycée Averroès retrouve son contrat d'association

PAGE 11

Economie
ArcelorMittal va supprimer plus de 600 postes en France

PAGE 14

Brésil
Le secteur du café rongé par le travail forcé

Selon l'ONG Coffee Watch, sept multinationales, visées par une plainte, s'approvisionnent dans des fermes recourant à des formes d'esclavage

PAGE 15

VU PAR LE HIC (ALGERIE)

CARTOONING FOR PEACE



Histoire
La pépite mémorielle de Vignacourt

Pendant la Grande Guerre, un couple d'agriculteurs a réalisé des milliers de clichés de soldats, notamment australiens, dans ce village de la Somme

PAGES 16-17



PARADE D'OUVERTURE,
EXPOSITIONS, ART DANS LA VILLE,
SPECTACLES, ÉVÉNEMENTS...

@lille3000
www.fiesia-lille3000.com



Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, lors de son procès pour corruption au tribunal de district de Tel-Aviv, le 21 avril. MOTI KIMCHI/AFP

JÉRUSALEM - envoyé spécial

La première lettre fait onze pages. Un document rare, une accusation grave, publique, portée par Ronen Bar, le chef des services de renseignement intérieur, le Shin Bet, à l'encontre du premier ministre, Benyamin Nétanyahou. La deuxième lettre, 31 pages, écrite par le même Ronen Bar, est confidentielle en raison des informations classifiées qu'elle contient, en appui de la première. Les deux documents sont étudiés par les juges de la Cour suprême israélienne depuis lundi 21 avril, pour déterminer si le chef du gouvernement a respecté les règles en décidant de limoger le patron du service de renseignement intérieur.

L'affaire que doit trancher la plus haute juridiction judiciaire d'Israël va bien au-delà du destin individuel du chef du Shin Bet, congédié par Benyamin Nétanyahou au motif d'un «manque de confiance», une décision suspendue provisoirement par la Cour suprême le 8 avril. La bataille oppose deux camps au sein de la société, deux visions de la démocratie et de ses garde-fous, et ravive le conflit ouvert début 2023, lorsque le premier ministre israélien avait engagé une réforme de la justice destinée à restreindre les pouvoirs et l'indépendance des magistrats. Le projet avait suscité des manifestations massives pendant plusieurs mois, un mouvement de protestation interrompu par le choc de l'attaque terroriste du 7-Octobre, puis le début de la guerre à Gaza.

Une institution respectée

Les mots du patron du Shin Bet ont provoqué une forte émotion. Et beaucoup d'inquiétudes. Parce que le service demeure une institution respectée malgré le fiasco du 7 octobre 2023 et l'attaque terroriste du Hamas, qui a causé la mort de plus de 1200 personnes et l'enlèvement de 251 otages. Parce que le chef du service de renseignement raconte, sous serment, des atteintes inédites à l'Etat de droit depuis deux ans. Et qu'il dévoile la façon dont le premier ministre se comporte vis-à-vis des *gatekeepers*, ces figures de la police ou de la justice censées agir comme des gardiens de l'Etat.

«Il est de mon devoir, écrit solennellement le patron du Shin Bet,

En Israël, le chef du Shin Bet met en cause Nétanyahou

Dans une déclaration à la Cour suprême, le chef du renseignement intérieur, Ronen Bar, accuse le premier ministre d'atteinte à l'Etat de droit

de veiller à ce que les pouvoirs et les outils de l'agence soient utilisés exclusivement aux fins prévues» et «de veiller à tracer une ligne claire entre la confiance attendue au sein d'une démocratie et le type de loyauté qui caractérisent d'autres régimes».

L'acte d'accusation de Ronen Bar se résume en trois révélations-clés. Primo, le chef du gouvernement, allié à l'extrême droite dans la coalition la plus radicale de l'histoire d'Israël, lui a demandé de signer un texte censé justifier une impossibilité à comparaître pour des raisons de sécurité lors de son procès pour corruption – une manœuvre pour échapper à la justice. Secundo, le premier ministre lui a demandé que les moyens du Shin

Bet soient utilisés afin d'enquêter sur des opposants au gouvernement, notamment ceux qui contestent son projet de réforme de la justice – une requête hors de tout cadre légal. Tertio, M. Nétanyahou a exigé que Ronen Bar s'engage à obéir au premier ministre et non à la Cour suprême dans l'hypothèse d'une crise constitutionnelle – une atteinte manifeste à la séparation des pouvoirs.

Ronen Bar affirme qu'il a refusé. Il laisse entendre, comme une partie de la presse, que la décision de le congédier découle d'une tout autre motivation que le «manque de confiance» avancé par le gouvernement. Car le Shin Bet enquête sur le «Qatargate», une affaire révélée en mars et qui met en cause des proches conseillers

du premier ministre suspectés d'avoir touché illégalement de l'argent du Qatar.

Crise identitaire

La crainte, exprimée publiquement par la procureure générale, Gali Baharav-Miara – elle aussi sous le coup d'une mesure d'éviction décidée par le gouvernement pour des motifs similaires – est celle d'un conflit d'intérêts majeur : en faisant partir Ronen Bar, Benyamin Nétanyahou pourrait ainsi tenter d'enterrer une enquête gênante. D'autant que des médias ont révélé que le premier ministre israélien avait été informé, dès 2019, que l'argent versé par le Qatar pour Gaza était détourné au profit du Hamas et qu'il a choisi de laisser faire.

Benyamin Nétanyahou a démenti les accusations en haussant le niveau des invectives contre le patron du Shin Bet. Ses ministres et relais dans les médias ont accusé M. Bar de «coup d'Etat», au motif qu'il refuserait d'obéir au gouvernement. Certains ont repris la rumeur selon laquelle le service de sécurité aurait «coordonné les attaques» du 7-Octobre, les forces du renseignement auraient été utilisées pour sauver leurs seuls personnels et la menace aurait été dissimulée aux plus hautes autorités – ce que Ronen Bar s'est senti obligé de démentir dans sa lettre.

La Cour suprême se retrouve sous pression pour décider. Les opposants à Benyamin Nétanyahou voient dans cet épisode un siège supplémentaire d'une dérive

Les bulldozers, nouvelle cible de l'armée israélienne à Gaza

LES OPÉRATIONS MILITAIRES conduites par Israël dans la bande de Gaza ont détruit la quasi-totalité des infrastructures, des milliers de bâtiments et provoqué l'accumulation de plus de 50 millions de tonnes de débris. Les Gazaouis tentent, à l'aide de bulldozers, de dégager une petite partie des débris pour permettre un minimum de circulation. Moins de 1% des volumes estimés ont été dégagés, selon l'ONU. Mais les engins sont aussi visés par l'armée israélienne. Depuis lundi 21 avril, entre 30 et 40 bulldozers ont été détruits par des frappes de l'armée israélienne. «Ils servaient à déblayer les décombres, à réparer des infrastructures essentielles et à secourir les personnes coincées sous les décombres après les frappes», indique l'Office de coordination de l'aide humanitaire dans les territoires occupés pour les Nations unies.

L'armée israélienne a justifié les bombardements dans un communiqué : «Le Hamas a utilisé ces véhicules pour poser des ex-

plosifs, creuser des voies souterraines, ouvrir des brèches dans les clôtures et déblayer les décombres afin de localiser les armes et le matériel militaire cachés par l'organisation terroriste.» La même source a précisé que les engins avaient pu servir lors de l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, en permettant d'ouvrir des brèches dans les murs et les barrières dressés autour de l'enclave.

Situation humanitaire dégradée

Selon l'ONU, une partie de ces engins avaient été donnés au cours de la trêve entre le Hamas et Israël, entre le 19 janvier et le 18 mars. Les frappes ont détruit les principales ressources de certaines communes. A Jabalya, dans le Nord, par exemple, la municipalité a annoncé sur Facebook la perte de camions, de citernes et de matériel d'entretien des canalisations d'eau, des puits et d'élimination des ordures.

Ces frappes interviennent alors que la situation humanitaire est plus dégradée

que jamais. «La bande de Gaza est probablement confrontée à la pire crise humanitaire depuis dix-huit mois», estime l'ONU dans son bilan hebdomadaire.

Le bilan des fonds d'aide versés par l'ONU apparaît maigre. Sur les 4 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros) jugés indispensables pour subvenir aux besoins essentiels des Palestiniens à Gaza et dans les territoires occupés de Cisjordanie, les Etats membres ont versé un peu plus de 560 millions, soit 14 % des besoins. Depuis le 7 octobre 2023, le ministère de la santé, contrôlé par le Hamas, estime que plus de 51 000 personnes ont été tuées par les frappes et les tirs de l'armée israélienne, des données jugées fiables par les organisations internationales. Plus de 116 000 personnes ont été blessées au cours de la même période. L'attaque du 7-Octobre avait causé, côté israélien, la mort de plus de 1200 personnes et l'enlèvement de 251 otages. ■

L.B.R. (JÉRUSALEM, ENVOYÉ SPÉCIAL)

Ronen Bar affirme que M. Nétanyahou lui a demandé d'utiliser le Shin Bet pour enquêter sur des opposants au gouvernement

du chef du gouvernement et de sa coalition. «Israël est confronté à une crise majeure, à la fois une crise constitutionnelle et identitaire», affirme Ami Ayalon, ancien contre-amiral et patron du Shin Bet de 1996 à 2000, devenu ensuite député travailliste, un des nombreux anciens responsables de la sécurité qui ne cessent de dénoncer les agissements du premier ministre. «Avec les menaces contre le Shin Bet et la procureure générale, le risque est celui de la politisation des derniers contre-pouvoirs au sein de l'Etat», analyse Meir Assouline, avocat engagé dans la défense des libertés publiques.

«Tous les faits décrits par M. Bar – chacun d'entre eux – décrivent une réalité très sombre, ainsi que la gravité de la violation de l'Etat de droit et des principes fondamentaux de gouvernance», souligne l'avocat Gilead Sher, ancien négociateur. Cet ex-chef du bureau du premier ministre Ehoud Barak (1999-2001) parle d'un «chemin glissant vers l'autocratie ou la dictature» : «Les anciens responsables de l'appareil de sécurité, tels que le Mossad, la police et le Shin Bet, qui ont été initialement nommés par Nétanyahou, sans exception, ont tous averti que le gouvernement menait Israël vers un avenir désastreux.»

L'union nationale des premiers temps de l'après-7-Octobre a cédé devant les dissensions sur la stratégie à suivre pour contrer le Hamas, sur les objectifs de la guerre et le destin des otages – mais pas sur le sort des Palestiniens, dont plus de 51 000 sont morts à Gaza. La crise politique vient confirmer et amplifier les fractures. «Nous sommes au point culminant d'un processus commencé en janvier 2023 avec la réforme de la justice», souligne le professeur de droit Adam Shinar. «L'idée qu'il y a des ennemis, qu'il existe une distinction entre "eux" et "nous", était, de fait, réservée aux Arabes. Le niveau de polarisation, de haine, est tel que cette division existe désormais aussi parmi nous», relève-t-il.

La séquence témoigne de la dégradation du climat politique. Au point que des personnalités comme l'ex-président de la Cour suprême Aharon Barak ont exprimé leur crainte d'une «guerre civile». L'ancien ministre Benny Gantz, membre du cabinet de guerre jusqu'en 2024, a évoqué des actes «antidémocratiques» de la part de M. Nétanyahou et a appelé à des élections anticipées. Le chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a qualifié le premier ministre de «danger pour la sécurité d'Israël».

«Nous sommes divisés, et nous ne sommes même plus d'accord sur ce qui est bien ou mal», s'émeut l'ex-militaire Ami Ayalon. «Si j'avais à prioriser nos ennemis, je dirais que nous sommes devenus notre plus grande menace, plus que tous les autres, qu'il s'agisse du Hamas, du Hezbollah ou de l'Iran», assure-t-il. Il ajoute : «Je ne peux pas exclure le scénario où nous devrions faire face à des violences au sein de la société israélienne.» L'homme sait de quoi il parle : il avait été nommé patron du Shin Bet après l'assassinat de Yitzhak Rabin par un extrémiste juif, fin 1995.

Mercredi 23 avril, jour de la commémoration de la Shoah, devant le mémorial de Yad Vashem, le président, Isaac Herzog, dont la fonction est symbolique, a lancé un appel solennel en s'adressant à la société israélienne : «Assez des divisions ! Assez de la haine !» ■

LUC BRONNER

Les centrales ukrainiennes au cœur des négociations

Washington souhaite mettre la main sur le parc nucléaire, tandis que Moscou contrôle en partie Zaporijia

KIEV ET ZAPORIJIA - envoyé spécial

Interrogé sur le souhait formulé par Donald Trump, dans ses déclarations des 30 mars et 9 avril, de mettre la main sur le nucléaire ukrainien, comme contrepartie, parmi d'autres, de la protection américaine, Dmytro Orlov, le maire d'Enerhodar, exilé à Zaporijia, pèse ses mots. Sa commune, occupée depuis mars 2022, par les Russes, héberge les six réacteurs de la plus grande centrale d'Europe. «Le sujet est sensible, souligne-t-il. Si c'est pour des garanties de sécurité et récupérer l'usine volée par Moscou, alors oui. Mais, si cela se fait contre l'Ukraine, c'est non.»

L'affaire est délicate. Outre le risque d'accident permanent, le nucléaire ukrainien est au cœur des négociations entre Américains et Russes sur l'avenir de la guerre en Ukraine. Le pays est pris en tenailles. Pour prix de son soutien à Kiev, les Etats-Unis utilisent l'invasion russe comme moyen de pression pour s'approprier ses ressources naturelles comme ses centrales. La Russie, elle, compte garder celle de Zaporijia pour alimenter en électricité les territoires ukrainiens qu'elle a annexés dans cette région. Privée des six réacteurs de Zaporijia qui fournissaient 20 % de son électricité, l'Ukraine ne peut compter, aujourd'hui, que sur 8 à 9 gigawatts pour fonctionner, contre 20 gigawatts avant-guerre. Le président Volodymyr Zelensky a poliment rejeté la proposition de

M. Trump. Au Parlement ukrainien, la Rada, on parle plutôt de sidération. «Ces déclarations m'ont fait l'effet d'une blague, confie Yuri Kamelchouk, député et membre de la commission énergie. Le Parlement doit ratifier toute privatisation qui relève du secteur public et l'entreprise d'Etat, Energoatom, chargée du nucléaire, ne sera jamais ouverte à des capitaux privés.» Pour lui, le chantage à la sécurité n'est pas insurmontable. «Les Américains représentent 30 % de notre capacité militaire, soit le même pourcentage que nous et que les Européens, explique-t-il. Si on arrive à atteindre 50 %, ce serait viable sans Washington et, par ailleurs, on diversifie déjà nos sources d'énergie avec un projet sur la production d'hydrogène avec les Allemands, un autre avec le Qatar sur le gaz naturel.»

Pour Oleksandr Merejko, président de la commission des affaires étrangères, «Trump a montré une telle méconnaissance de la

loi ukrainienne que cela ne pouvait relever que de sa technique habituelle de choquer avant de négocier». En cas d'accord sur un cessez-le-feu validé par le président et les ministres, explique-t-il, le texte devra être étudié par sa commission qui délivrera ensuite une recommandation avant d'être soumis au vote à la Rada. «Zelensky peut compter sur une majorité solide, mais la moitié des députés n'appartiennent pas à des partis, glisse-t-il. Il n'y a pas de consigne de groupe, beaucoup pensent à leurs électeurs et si un traité était perçu comme une trahison, ça ne passerait pas.» Et toute volonté de changer la Constitution pour imposer, de force, une ratification aux députés ouvrirait, selon M. Merejko, un chantier législatif d'un an.

Ex-conseillère du président de la Rada, Vira Konstantynova, experte en géopolitique et sécurité, analyse les intentions de M. Trump comme «plus politiques que techniques». «Si un ac-

cord est signé, il devra être très précis pour être conforme à la loi ukrainienne en matière de souveraineté sur nos ressources naturelles et énergétiques, mais également au cadre réglementaire lié à la procédure d'intégration européenne en cours», explique-t-elle. Dans ce cas, s'il conduit à un partenariat stratégique avec les Etats-Unis, cela peut être un bon accord pour l'Ukraine, selon elle.

Marge ténue

Le patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, assure au *Monde* que les souhaits du président américain participent «d'un processus normal de négociation» et que «la question de l'engagement américain relève d'une discussion bilatérale entre Kiev et Washington». Une manière de dire qu'elle serait, avant tout, de nature commerciale.

S'il ne s'offusque pas des revendications du président américain, c'est aussi parce que, si la loi ukrainienne interdit à des intérêts étrangers de s'emparer d'actifs essentiels au pays, elle ne prohibe pas d'éventuels investissements privés venus de l'extérieur. Le Parlement a ainsi ratifié, en janvier, un amendement autorisant la construction des unités 3 et 4 de la centrale nucléaire de Khmelnitsky, dans l'ouest du pays, grâce au rachat de composants d'origine soviétique de la centrale de Béléné en Bulgarie et à la fourniture de fuel par l'entreprise américaine Westinghouse.

luations et sécuriser, notamment, l'alimentation en électricité.»

Depuis que les Russes en ont pris le contrôle en mars 2022, la centrale de Zaporijia n'a pas produit un seul kilowatt. Elle doit être alimentée en électricité pour ne pas mettre en danger le cœur de ses réacteurs. Aujourd'hui, le site est alimenté par deux lignes électriques, l'une vient d'Ukraine et l'autre de Russie. Le risque nucléaire a contraint les belligérants à se parler alors qu'ils poursuivent la guerre.

Vira Konstantynova regrette que l'AIEA prête une oreille attentive à la parole russe. «Elle a permis à Moscou d'exister sur la scène internationale, alors qu'au début de la guerre les Russes ont utilisé la centrale de Zaporijia comme outil de chantage au risque nucléaire, aujourd'hui, elle se dégrade et ils menacent de la détruire si on les force à partir», estime l'experte.

Dans les discussions en cours sur son avenir, qui lui échappent en grande partie, l'Ukraine dispose d'une marge ténue. Pour l'heure, la situation énergétique reste viable tant que le pays vit sous un régime d'économie de guerre et sous perfusion extérieure. Mais il lui faudra du temps avant de récupérer les 10 gigawatts qui lui manquent pour engager sa reconstruction et envisager, sans crainte, le retour des 7 millions d'habitants partis depuis le début de l'invasion russe, en février 2022. ■

JACQUES FOLLOROU

Trump s'en prend à Zelensky

Neuf personnes ont été tuées et 63 autres blessées dans l'une des pires attaques de missiles russes contre Kiev, dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 avril. La présidence ukrainienne a aussitôt accusé Vladimir Poutine, sur Telegram, d'avoir «uniquement le désir de tuer». La veille, Donald Trump s'en était pris violemment à Volodymyr Zelensky, en l'accusant de tenir des propos «incendiaires» sur la Crimée annexée, alors qu'un «accord avec la Russie serait très proche». Le territoire est, selon lui, «perdu» pour l'Ukraine, a-t-il écrit sur le réseau Truth Social. Le républicain reproche à M. Zelensky d'avoir déclaré, mardi, au sujet de la Crimée: «Il n'y a rien à discuter (...). C'est notre territoire.»

PEUGEOT



JUSQU'À
10 ANS
D'EXTENSION DE
GARANTIE OFFERTS*

**SUR DES OCCASIONS PEUGEOT
AVEC MOTEURS PURETECH**

*Sur certains véhicules d'occasions PEUGEOT équipés de moteurs essence Puretech, SPOTICAR offre un certificat CHECK + d'extension de garantie spécifique dans la limite de 10 ans et 180 000 kms, au 1^{er} des termes échus. Conditions sur Spoticar.fr

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer

A Rome, le dernier hommage des fidèles à François

Plusieurs milliers de personnes viennent se recueillir dans la basilique Saint-Pierre, où repose le corps du pape

REPORTAGE

VATICAN - envoyés spéciaux

Un signe de croix rapide, une prière murmurée, une main qui tend un smartphone pour prendre une photo de ce visage aux traits de cire, et la file continue de marcher au son de la musique sacrée, des milliers de pieds foulent le marbre de la basilique Saint-Pierre. «Avancez, avancez», enjoignent les appariteurs quand le mouvement se fait trop lent, la foule trop compacte.

Mercredi 23 avril, le corps de François, 266^e pape de l'Église catholique, a été placé devant l'autel de la confession, au centre de la basilique. Pendant trois jours, jusqu'à son enterrement, samedi 26 avril, dans la basilique Sainte-Marie-Majeure, fidèles et curieux pourront défiler jusqu'à tard dans la nuit devant son cercueil de bois et de zinc ouvert, entouré de pourpre. François, qui allait encore à la rencontre de la foule la veille de sa mort, y repose en châuble rouge, chapelet à la main. Derrière lui, à côté du baldaquin sculpté par le Bernin, achevé en 1633, deux gardes suisses veillent, hallebarde à la main.

«Respect pour son ouverture»
Entrés parmi les premiers dans l'édifice, Andrew et Cathy Carlson, 54 et 52 ans, ont patienté plus de trois heures sous le soleil matinal, avant de pouvoir s'incliner devant le corps du pontife dans une prière muette. «Nous l'avons vu dimanche lors de la messe de Pâques, et nous pressentions que c'était peut-être la dernière fois, explique ce couple venu du Texas, aux Etats-Unis. On se doit de saluer n'importe quel pape, mais on sent un attachement particulier pour celui-ci, pour sa simplicité et son humanité.»

Les mêmes mots reviennent en boucle depuis l'annonce de la mort de François: simplicité, humilité, ouverture, générosité... Et

«Il nous a poussés à progresser, à interroger nos convictions», dit un couple venu du Texas

pourtant, chacun de ceux venus lui rendre hommage, mercredi, évoque un lien propre, parfois direct, avec le pape argentin. «C'était comme un proche, comme un membre de la famille, confient Andrea et Fabiola, 64 et 58 ans, des Italiens venus d'Ancone en pèlerinage. Il était proche de nous et arrivait en même temps à nous donner de l'espérance.»

Dans *Espère*, son autobiographie publiée en janvier (Albin Michel, 400 pages), François avait expliqué vouloir être enterré comme «n'importe quel chrétien, (...) un pasteur et un disciple» et non comme un «puissant de ce monde». Avant sa mort, il avait simplifié le rituel funéraire, choisissant de reposer dans un seul cercueil, au lieu de trois enchaînés l'un dans l'autre. Disparu également, le catafalque sur lequel était posé le corps.

«C'était un pasteur exceptionnel. Il nous a poussés à progresser, à interroger nos convictions», reprend le couple Carlson, du Texas, évoquant des sujets comme l'éologie et l'immigration, qui ont divisé les fidèles, américains en particulier. «J'étais étudiant ici, à Rome, lors de son élection en 2013, se souvient le père Joseph Vu, un Vietnamiens de 61 ans installé aux Etats-Unis. Sa promesse d'être une voix pour les sans-voix n'a cessé d'inspirer mon ministère. C'est elle qui m'a encouragé à travailler auprès des lépreux au Vietnam.»

A quelques pas, Bobi et Marina, 60 ans, venus de Macédoine du Nord en touristes, ont aussi tenu



La file d'attente pour entrer dans la basilique Saint-Pierre, au Vatican, le 23 avril. MORGAN FACHE/DIVERGENCE POUR «LE MONDE»

à rendre hommage au défunt. «Nous sommes orthodoxes et non catholiques, mais nous avons un respect immense pour ce pape, pour son ouverture. Il a su parler aux fidèles de toutes les religions, ce n'était pas un politicien, comme le sont parfois les chefs religieux.»

A la sortie de la basilique, Edyta Mikulko, 40 ans, et sa fille Nicola, 14 ans, venus de Pologne, oscillent entre l'émerveillement et la tristesse. «C'est notre première visite de la basilique Saint-Pierre, c'est magnifique et émouvant. Mais nous avons encore du mal à croire qu'il est mort, même si cela nous réconforte que ça soit arrivé le lendemain de Pâques, une fête

qui évoque la résurrection.» Cette coïncidence symbolique rappelle à Edyta Jean Paul II, polonais lui aussi, mort six jours après Pâques.

«Sa promesse d'être une voix pour les sans-voix n'a cessé d'inspirer mon ministère»

JOSEPH VU
prêtre vietnamien

Le parallèle, toutefois, a ses limites. En 2005, les foules venues rendre hommage à Jean Paul II étaient bien plus importantes que celles qui se pressent à Rome depuis lundi. La ferveur et le recueillement ne bouleversent pas la vie romaine, ni la routine touristique des environs du Vatican.

C'est en tout cas la première fois depuis vingt ans, depuis Jean Paul II donc, qu'un pape est mort dans l'exercice de sa fonction. L'occasion pour les catholiques de redécouvrir des rites oubliés depuis. On a ainsi pu voir, mercredi matin, l'impressionnante cérémonie de la translation, au cours de laquelle le cercueil du pape a

été sorti de la résidence Sainte-Marthe, où François a vécu et où il est mort, pour être déposé dans la basilique Saint-Pierre.

Accompagné par les cardinaux (80 sur un total de 252, certains n'ayant pas encore rejoint Rome) et les principaux responsables de la curie, le cercueil a été porté au son du glas et des psaumes. La procession a cheminé sur la place Saint-Pierre entre les barrières retenant les fidèles. La foule a rompu le silence par des applaudissements, quand le cercueil a finalement passé les portes de la basilique. ■

SARAH BELOUEZZANE
ET BENOÎT VITKINE

Cachemire : l'Inde prend des mesures contre le Pakistan

Après l'attentat meurtrier de mardi, New Delhi a suspendu le traité de partage de l'eau entre les deux nations rivales

NEW DELHI - correspondante

La riposte n'a pas tardé. Au lendemain de l'attaque terroriste perpétrée au Cachemire contre des touristes indiens, qui a fait 26 morts, mardi 22 avril, New Delhi a annoncé une salve de sanctions contre le Pakistan. Le gouvernement indien suspend immédiatement le traité de l'Indus de 1960 sur le partage des eaux «jusqu'à ce que le Pakistan renonce de manière crédible et irrévocable à son soutien au terrorisme transfrontalier».

New Delhi ferme le poste d'Attar, au Pendjab (face à Wagah, au Pakistan), le seul point de passage terrestre entre les deux pays. Enfin, sur le plan diplomatique, l'Inde ordonne aux attachés de défense d'Islamabad, considérés comme persona non grata, de quitter le territoire sous une semaine et rappellera ses propres attachés au Pakistan. Le personnel de l'ambassade du Pakistan est réduit de 55 à 30 membres. Tous les visas accordés aux ressortissants pakistanais sont annulés.

Ces mesures ont été prises à l'issue de la réunion du Comité du cabinet sur la sécurité, la plus haute instance décisionnelle en matière de sécurité nationale, sous la présidence du premier ministre, Narendra Modi.

Dans la journée, le ministre de la défense, Rajnath Singh, avait clai-

rement mis en cause le Pakistan et menacé : «Nous ne nous contenterons pas d'atteindre les personnes qui ont perpétré l'attaque. Nous nous attaquerons également à ceux qui ont planifié cet acte dans l'ombre, sur notre sol.» Pourtant, aucune preuve, pour l'heure, n'a été avancée de l'implication d'Islamabad dans les événements, même si le soutien traditionnel de l'armée pakistanaise aux rebelles du Cachemire est connu.

Terrorisme hybride

Les assaillants, qui ont survécu à une forêt près de Pahalgam pour ouvrir le feu sur les touristes dans la prairie de Bairasan, n'ont pas encore été retrouvés. Les Indiens soupçonnent les auteurs d'être des membres du Front de résistance (TRF), une branche du groupe terroriste Lashkar-e-Tayyaba, basé au Pakistan.

«Aujourd'hui, le Cachemire est confronté à une nouvelle forme de militantisme. Selon les estimations des services de renseignement, environ 60 terroristes étrangers seraient présents dans la vallée. La moitié d'entre eux sont liés au Front de résistance», analyse Manoj K. Channam, un ancien gradé, dans les colonnes de l'*Indian Express*, s'inquiétant de l'affaiblissement de l'évaluation des menaces.

«Ce qui rend le TRF et les groupes similaires plus dangereux, expli-

que-t-il, c'est leur recours au terrorisme hybride. Ce modèle ne repose pas sur des hommes armés en treillis qui franchissent la ligne de contrôle. Il utilise des locaux radicalisés, opérant dans l'ombre sous l'apparence de civils, qui se voient remettre des pistolets ou des grenades pour mener des attaques ciblées, puis disparaissent dans la foule. Ces agents ponctuels ne laissent derrière eux aucune trace numérique, aucun lien familial et aucun schéma prévisible que les services de sécurité pourraient suivre. Il s'agit d'un terrorisme furtif, conçu sur mesure pour déjouer les manœuvres des services de renseignement et de police traditionnels.»

La plupart des analystes soulignent l'échec cuisant des services de renseignement et un relâchement de la vigilance sécuritaire. Ces dernières années, New Delhi semblait négliger la menace de son voisin, affaibli intérieurement et à l'international.

Le premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, a convoqué à son tour une réunion du Comité de sécurité nationale jeudi 24 avril. Le climat fait craindre une escalade entre ces deux nations ennemis, qui ne faisait qu'une avant la partition de 1947 et qui, depuis la création du Pakistan, se sont déjà affrontées à trois reprises (1947, 1965, 1999), toujours sur la question du Ca-

chemire, une région à cheval sur les deux pays et dont chacun revendique la souveraineté.

La dernière escalade remonte à février 2019, après l'attentat-suicide contre un convoi militaire à Pulwama qui avait tué 40 soldats indiens. New Delhi avait répliqué en frappant un camp d'entraînement du groupe islamiste Jaish-e-Mohammed, à Balakot, au Pakistan. La guerre avait été évitée de justesse.

La suspension du traité de partage des eaux est de nature à envenimer la situation. Le sujet est aussi vieux et sensible que la question du Cachemire. L'Indus, né dans les entrailles de l'Himalaya, au Tibet, passe par l'extrême nord de l'Inde (Ladakh) avant de descendre vers le Cachemire sous administration pakistanaise pour aller finir sa course avec ses affluents dans la mer d'Arabie, à Karachi.

La main sur le robinet

New Delhi a la main sur le robinet, avec ses barrages et réservoirs sur l'Indus, la Chenab et la Jhelum, et peut assoiffer ou inonder son ennemi. Le Pakistan en aval est totalement vulnérable, même si son territoire représente 47 % de la superficie du bassin de l'Indus, contre 39 % pour l'Inde, 8 % pour la Chine et 6 % pour l'Afghanistan.

Malgré le traité conclu en 1960 sous l'égide de la Banque

mondiale, les dirigeants pakistanais dénoncent régulièrement le «terrorisme de l'eau indien». L'accord attribue les cours d'eau spécifiquement à chaque pays. L'Indus, la Chenab et la Jhelum pour le Pakistan, les affluents plus à l'est, le Ravi et le Sutlej, pour l'Inde. Globalement, 80 % des eaux du bassin de l'Indus coulent sur le territoire du Pakistan.

Pour Islamabad, la revendication du contrôle du Cachemire est donc aussi liée à la question de l'eau. «L'eau n'a pas constitué une cause de guerre entre l'Inde et le Pakistan, mais c'est un facteur aggravant ajoutant aux autres différends opposant les deux pays», note Alain Lamballe, géopolitologue spécialisé sur l'Asie du Sud.

L'auteur d'une étude sur la division de l'eau entre Inde et Pakistan parue en 2023 estime que «l'eau peut aussi constituer un instrument de guerre».

L'Inde n'est pas le seul pays à se trouver dans une position avantageuse. La Chine, qui n'est pas signataire du traité, alliée du Pakistan et rivale de New Delhi, a aussi les moyens d'utiliser les cours en amont des grands fleuves internationaux ayant leurs sources sur le plateau tibétain. L'attaque du 22 avril rappelle combien la paix est fragile entre les anciens belligérants, chacun doté de l'arme nucléaire. ■

SOPHIE LANDRIN

JAPON Deux soldats américains accusés de viol

Deux marines états-uniens font l'objet d'une enquête pour des viols présumés à Okinawa, au Japon, a indiqué, jeudi 24 avril, la police nippone, alors que les agressions sexuelles commises par des soldats américains suscitent régulièrement l'indignation dans l'archipel. «Un marin américain âgé d'une vingtaine d'années est soupçonné de viol à l'encontre d'une Japonaise sur une base militaire américaine en mars, et d'avoir blessé une autre femme», a déclaré un responsable de la police locale à l'AFP.

Le second soldat est soupçonné d'avoir violé une Japonaise sur une autre base en janvier. Environ 54 000 soldats américains sont basés au Japon, en majorité sur l'île d'Okinawa. — (AFP)

CORÉE DU SUD Moon Jae-in inculpé pour corruption

L'ancien président de la Corée du Sud, Moon Jae-in (2017-2022), a été inculpé pour corruption, soupçonné d'avoir facilité l'emploi de son gendre dans une compagnie aérienne, ont annoncé jeudi les procureurs. S'il est jugé coupable, M. Moon pourrait être condamné à la prison à vie, voire à la peine de mort. L'application de la peine capitale restant très peu probable, car la Corée du Sud applique un moratoire officiel sur les exécutions depuis 1997. — (AFP)

L'Anses alerte sur les effets de pesticides autorisés

Les experts de l'agence sanitaire s'inquiètent notamment des conséquences sur le neurodéveloppement

Lymphomes, leucémies, sarcomes, troubles du neurodéveloppement et du spectre autistique chez les enfants, impact sur les facultés cognitives... Par le nombre et la diversité d'événements de santé répertoriés et la quantité de substances en cause, c'est une mise en garde d'ampleur inédite que lance le gendarme des pesticides. Avec, comme point de préoccupation majeur, les risques des insecticides pyréthrinoïdes pour le développement du cerveau et les troubles du comportement associés, lors d'une exposition *in utero*.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a publié, jeudi 24 avril, deux notes de veille détaillant plusieurs «alertes» et «signaux validés» en lien avec les usages courants de pesticides, tant au niveau des professionnels exposés que de la population générale. Ces travaux, lancés voilà plusieurs années, s'inscrivent dans le cadre de sa mission de «phytopharmacovigilance». Pour l'Anses, cette tâche est des plus délicates et paradoxales : il s'agit d'évaluer a posteriori les effets sanitaires inacceptables des substances qui ont été considérées comme sûres au terme de leur examen par les agences réglementaires européennes, dont... l'Anses.

Cancer de la lymphe

L'un des exemples frappants est celui du glyphosate. Classé «cancérogène probable» en 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer, considéré non cancérogène par le système réglementaire européen en 2023 et donc réautorisé pour dix ans, le célèbre herbicide fait l'objet deux ans plus tard d'un «signal validé» par l'Anses pour son lien avec des cancers de la lymphe chez les professionnels exposés. *«La phytopharmacovigilance, c'est la partie d'humilité scientifique de notre activité»*, résume Matthieu Schuler, directeur général délégué de l'agence, cette mission est assurée par un groupe d'experts ad hoc, formé d'une dizaine de scientifiques du monde académique, issus d'une diversité de disciplines.

Le groupe de travail s'est fondé sur l'expertise collective «Pesticides et santé», rendue en juin 2021 par l'Institut national de



XAVIER LISSILLOU

la santé et de la recherche médicale (Inserm). «Nous n'avons pas refait le match», explique M. Schuler. Nous n'avons pas refait le travail d'analyse de la littérature scientifique conduite par l'Inserm, nous nous sommes fondés sur ses conclusions pour estimer leur pertinence dans le contexte réglementaire et national.» De fait, la littérature rassemblée par l'Inserm concerne des travaux menés dans le monde entier, sans qu'ils soient toujours applicables à la situation française. Ainsi, les experts réunis par l'Anses ont limité leurs travaux aux substances homologuées dans l'Union européenne, ils ont considéré les usages autorisés en France, et, pour évaluer les situations critiques, ils ont mis ces informations en regard des données d'imprégnation de la population, réunies par Santé publique France.

Au total, l'Anses lance quatre «alertes», c'est-à-dire des situa-

tions de «menace pour la santé humaine (...) nécessitant une réponse adaptée pour la prévenir». Les troubles du comportement comme l'anxiété ou la dépression chez les enfants, en lien avec une exposition pré-natale aux pyréthrinoïdes, forment l'alerte majeure lancée par l'agence; suivent l'*«altération des fonctions motrices, cognitives et des fonctions sensorielles chez l'enfant»*, en lien avec l'exposition pré-natale aux insecticides organophosphorés, ainsi que, pour les professionnels exposés à cette même famille de produits, des troubles cognitifs et des lymphomes non hodgkiens – des cancers du système lymphatique. Les organophosphorés sont toutefois désormais très peu utilisés en Europe, relève l'Anses.

L'agence identifie également de nombreux «signaux validés» qui ne forment pas des alertes sanitaires stricto sensu mais des

situations «pouvant nécessiter des mesures de gestion [pour] prévenir la survenue de situation de risques sanitaires à terme», selon la prudente terminologie de l'Anses. Lymphomes non hodgkiens chez les professionnels exposés au glyphosate, au 2,4-D, aux triazines, leucémies en lien avec l'exposition à la delta-méthrine, comportements évocateurs de troubles du spectre autistique en lien avec l'exposition pré-natale aux organophosphorés, atteintes spermatiques en lien avec l'exposition aux pyréthrinoïdes, etc.

Dans une note annexe spécifique, les experts attirent l'attention sur cette famille d'insecticides, notamment pour les dégâts causés sur le cerveau de l'enfant à naître ou du nourrisson. Et pour cause : ces substances sont encore très utilisées, non seulement en agriculture mais aussi dans des insecticides à usage

domestique, des traitements anti-parasitaires pour les animaux, en application sur les textiles ou des matériaux de construction. Les données d'imprégnation à ces produits «font ressortir des fréquences de détection importantes» dans la population française, celles-ci étant «plus élevées chez les enfants que chez les adultes», notent les experts.

Risque de retard de langage

Pour affiner leur évaluation, ces derniers ne se sont pas uniquement reposés sur les conclusions de l'expertise de l'Inserm. Ils ont passé en revue la littérature scientifique, à la recherche de nouvelles études, et en ont identifié six, publiées depuis 2021, sur les effets des pyréthrinoïdes sur le neurodéveloppement. Cinq d'entre elles mettent en évidence des effets délétères : risque accru de retard de langage et de troubles de

L'alerte majeure porte sur l'anxiété et la dépression chez l'enfant, en lien avec l'exposition pré-natale aux pyréthrinoïdes

l'attention lors des expositions dans la petite enfance, et de troubles du comportement ou du spectre autistique après exposition pré-natale à ces substances.

Une de ces études, publiée en 2022, a porté sur des femmes chinoises, surveillées pendant leur grossesse et dont les enfants ont été évalués à l'âge de 1 an grâce à des tests standardisés. Le résultat rapporté par les auteurs est, selon le trimestre d'exposition, un impact des pyréthrinoïdes sur les scores d'acquisition du langage, des facultés cognitives, des comportements adaptatifs, etc. Des résultats qui, mis en regard des niveaux d'exposition rencontrés en France, «conforte[nt] l'alerte sur les effets de l'exposition aux pyréthrinoïdes pendant la grossesse et la petite enfance sur le neurodéveloppement des enfants».

Les chercheurs préconisent la mise en place rapide de travaux permettant d'identifier les principales sources d'exposition de la population à ces produits, y compris par le biais des «matériaux présents dans les environnements intérieurs (construction, ameublement, textiles) et les biens de consommation». La mise en place d'actions d'information et de sensibilisation du personnel médical et de la population générale est également recommandée pour limiter l'utilisation de ces produits dans les lieux fréquentés par des enfants ou des femmes enceintes.

Enfin, l'Anses recommande que «l'accès aux données d'utilisation des produits phytopharmaceutiques soit effectivement rendu possible», car, sans ces données, les études épidémiologiques sont complexes ou impossibles à mettre en œuvre. Une telle disposition était prévue dans le cadre du règlement européen sur l'usage durable des pesticides, mais ce dernier n'a finalement pas été voté. ■

STÉPHANE FOUCART

Sur l'île de la Dominique, un téléphérique géant pour les croisiéristes

L'ouvrage, qui doit faciliter l'accès à un lac volcanique, pourrait faire perdre au site son inscription au Patrimoine mondial de l'humanité

POINTE-À-PITRE - correspondance

Pour les rares randonneurs qui arpentent le Wainukubuli National Trail, un parcours de 184 kilomètres qui serpente sur l'île de la Dominique, dans les Caraïbes, le début du quatrième jour de marche marque un changement de décor. Sans crier gare, la forêt tropicale disparaît au détour d'une crête, juste après une vue imprenable sur les très réputées chutes de Trafalgar, qui attirent un flot considérable de touristes. La montagne, amputée d'une partie, s'ouvre sur un chantier de construction. En ce matin, une vingtaine d'ouvriers s'activent à la construction du lourd pied d'un pylône de métal qui soutiendra les câbles d'un futur téléphérique de 6,6 kilomètres, l'un des plus longs au monde.

Le projet avait été annoncé par le premier ministre de la Dominique, Roosevelt Skerrit, fin octobre 2022. «La Dominique construit le téléphérique le plus long du monde, qui pourra emmener les



gens au Boiling Lake», avait-il proclamé triomphalement, même si un équipement de près de 8 kilomètres est entré en service en 2018 au Vietnam. Ce lac bouillant est l'un des sites naturels les plus célèbres de l'île caribéenne, d'une superficie équivalant à celle de la Martinique, assise sur neuf volcans actifs. Son eau grise chauffe à plus de 82 °C, à quelque 800 mètres d'altitude.

Pour l'heure, il n'est atteignable qu'après de longues heures de marche, sur un terrain boueux et peu entretenu, accessible aux randonneurs aguerris. Ce dernier point est l'argument brandi par le premier ministre pour expliquer ce projet d'équipement dont les cabines partiront d'une station proche de Roseau, la capitale, pour atteindre le haut de la montagne en vingt minutes, au milieu de restaurants d'altitude, de terrasses avec vue et de boutiques de souvenirs touristiques. «Beaucoup de gens sont réticents à monter à pied au Boiling Lake», avait déclaré à la presse locale, en juin 2024, Denise Charles-Pemberton, la ministre du tourisme de la Dominique, lors d'une visite du chantier.

Nouveaux emplois

Même si certains observateurs qualifient le projet de «cochonnerie qui défigure la montagne», rares sont les voix qui s'élèvent publiquement contre ce projet dans une île d'environ 70 000 habitants où le taux de pauvreté reste

proche de 30 %, selon le Fonds international de développement agricole. Près de 200 personnes travaillent sur le chantier, mené par l'entreprise suisse et autrichienne Doppelmayr, spécialisée dans le transport par câble.

L'ouvrage est financé dans le cadre d'un partenariat public-privé entre le gouvernement dominiquais et ABL Holdings Ltd, une société spécialisée dans le programme «Citizenship by Investment» (CBI, «citoyenneté par l'investissement») : un dispositif qui permet aux étrangers d'accéder à la nationalité de l'île contre un investissement de 100 000 dollars au minimum (87 000 euros), pour un coût total estimé à 275 millions de dollars. Et puis, affirment les autorités, le téléphérique devrait assurer 100 nouveaux emplois après son lancement, prévu pour la fin 2025, début 2026 au plus tard, notamment des «guides touristiques et dans les transports», alors qu'un parking pouvant accueillir une centaine de petits bus transportant les croisiéristes –

principale manne touristique de l'île – était en cours de finalisation en janvier.

«Je pense que ça va plutôt faire mourir mon métier de guide de moyenne montagne», dénonce John, qui préfère conserver l'anonymat. Il exerce sous licence gouvernementale à la Dominique et entend étendre son activité à la Guadeloupe pour pallier le manque à gagner induit par le futur accès mécanisé. «Le Boiling Lake, c'est de 30 % à 40 % de mon activité en saison», ajoute-t-il. Même si l'île regorge de sentiers de randonnées plus ou moins bien entretenus, le site, installé au cœur du parc national de Morne Trois-Pitons, bénéfice de l'aura du massif, classé au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis la fin des années 1990.

«Depuis l'annonce du projet, l'Unesco a sollicité les autorités à plusieurs reprises pour obtenir des informations précises à son sujet. A ce jour, nous n'avons toujours pas reçu de réponse à ces demandes», explique au Monde le ser-

vice de presse de l'agence onusienne, qui précise toutefois avoir «reçu une étude d'impact environnemental et social, en cours d'examen par l'Union internationale pour la conservation de la nature». En cas de «menace pour la valeur universelle et exceptionnelle du site», le label pourrait être enlevé, précise l'agence onusienne. Un projet de tram aérien avait déjà menacé le maintien de l'inscription du site au Patrimoine mondial. Finalement ouvert en 2003 en bordure de l'espace de conservation, le tram aérien, qui surplombait la forêt tropicale, a fermé ses portes en 2012, faute de rentabilité et de visiteurs, mettant 66 personnes au chômage et laissant les infrastructures à l'abandon dans la forêt.

Interrogés sur la rentabilité envisagée de l'installation, son impact environnemental ou l'éventuelle perte du label Unesco, ni le gouvernement ni les entreprises impliquées n'ont répondu à nos multiples sollicitations. ■

AMANDINE ASCENSIO

Attaques contre les prisons : l'ombre du trafic

En visite dans un centre pénitentiaire de l'Isère, le premier ministre a déclaré que la piste d'actions relevant du crime organisé était privilégiée

Montrer au personnel pénitentiaire qu'on était avec eux. Au lendemain d'une nouvelle série d'attaques visant des établissements ou des agents pénitentiaires, dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 avril, le premier ministre, François Bayrou, et les ministres de l'intérieur, Bruno Retailleau, et de la justice, Gérald Darmanin, ont voulu marquer le coup. En déplacement à la prison de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), le trio se savait attendu par des personnels au bord de la rupture depuis le début d'une série d'incendies, de dégradations et de tirs visant enceintes et personnels.

Dans la nuit de dimanche à lundi, dans la commune voisine de Villefontaine, les domiciles de plusieurs surveillants de la prison ont été la cible d'incendies et de coups de feu. Vingt-quatre heures plus tard, une nouvelle série d'incidents, de moindre ampleur que ceux constatés depuis dix jours, a eu lieu à travers la France. Plusieurs véhicules ont été incendiés sur le parking du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Caen ; dans l'Oise, un véhicule personnel et une boîte aux lettres ont été tagués «DDPF» pour «défense des droits des prisonniers français», un sigle à l'origine douteuse retrouvé sur nombre de sites visés par les attaques des derniers jours.

«Ces attaques montrent que l'action du gouvernement et de l'Etat touche juste», a déclaré le premier ministre, attribuant les faits à des «réseaux» bousculés par la perspective du durcissement annoncé des conditions carcérales pour les narcotrafiquants d'envergure. Un temps envisagée, la piste d'actes ourdis par une insaisissable nébuleuse liée à l'ultragauche semble moins privilégiée.

«Il y avait au départ trois pistes : une piste ultragauche, une piste ingérence étrangère et une

autre narcotrafic. (...) Quand on voit la configuration des choses, quand on voit que ça vient juste après la "loi narcotrafic" (...), il y a un lien qui paraît assez évident», a avancé, mercredi, M. Retailleau au micro de BFM-TV - RMC. L'hypothèse de groupes de narcotrafiquants décidés à «mettre la pression» est désormais partagée par le ministère de la justice et l'Union syndicale des magistrats (majoritaire), qui a évoqué dans un communiqué des «attaques [qui sont] vraisemblablement la conséquence des coups portés par le ministère de la justice à la délinquance et au crime organisé».

«PAS QUE DES MOTS»

«Il s'agit d'une réponse claire à la stratégie de lutte contre les narcotrafiquants que met en place le gouvernement, indique une source proche de l'enquête. Les investigations vont dans ce sens. D'après les éléments dont nous disposons, notamment des écoutes, les narcotrafiquants sont terrorisés à l'idée de se retrouver dans des prisons de haute sécurité. Quand ils se sont rendu compte que la prison de Vendin-le-Vieil [l'un des établissements choisis pour accueillir les criminels les plus dangereux] avait été vidée pour y réaliser les travaux nécessaires, ils ont compris que ce n'était pas que des mots.»

Cet établissement (situé dans le Pas-de-Calais) et celui de Condé-sur-Sarthe (Orne) doivent devenir les deux premières prisons de haute sécurité dont la création a été annoncée le 6 mars par Gérald Darmanin. Des enceintes réputées «inviolables», «hermétiques», qui «imposeront un nouveau régime carcéral très strict inspiré du modèle anti-Mafia italien», et destinées à accueillir les 200 narcotrafiquants «les plus dangereux», précise le site du ministère de la justice. La première doit ouvrir le 31 juillet, la deuxième à la mi-octobre.

«Il y avait au départ trois pistes : une piste ul-



FRANÇOIS BAYROU ATTRIBUE LES FAITS À DES RÉSEAUX BOUSCULÉS PAR LA PERSPECTIVE DU DURCISSEMENT DES CONDITIONS CARCÉRALES POUR LES NARCOTRAFIQUANTS D'ENVERGURE

Si la piste de l'ultragauche ne semble aujourd'hui concerner que quelques cas résiduels, le Parquet national antiterroriste (PNAT) s'était tout de même saisi, dès le 15 avril, des faits commis à Agen, Réau (Seine-et-Marne), Nanterre, Villepinte (Seine-Saint-Denis), Valence, Aix-Luynes (Bouches-du-Rhône), Nîmes, Marseille et Toulon. Dans cette dernière ville, la porte d'entrée du centre pénitentiaire de La Farlède a été la cible de tirs à l'arme lourde. Le PNAT était alors apparu comme le parquet le plus à même de coordonner les investigations au niveau national tout en explorant les trois hypothèses qui étaient encore sur la table.

Même si la piste du narcotrafic semble s'être imposée, l'enquête, ouverte pour «association de malfaiteurs terroristes» – un crime passible de trente années de réclusion criminelle –, «dégradation de biens» et «tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste» – un crime passible de la réclusion à perpétuité –, se poursuit. Le Parquet antiterroriste s'est aussi saisi d'autres faits commis ultérieurement à Tarascon (Bouches-du-Rhône) et Aix-Luynes ou encore en Isère, portant à 13 le nombre d'attaques traitées judiciairement comme terroristes.

Outre la nécessité de «coordonner» les investigations, le PNAT a justifié sa saisine, inédite concernant des faits possiblement liés au grand banditisme, par leur «nature», «les cibles choisies», leur «caractère concerté», «ainsi que l'objectif qu'ils poursuivent de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation». L'article 421 du code pénal, définissant les faits de nature terroriste, ne pré suppose pas de mobile politique : il se concentre sur l'effet recherché – «troubler gravement l'ordre public» – et le mode opératoire – «l'intimidation ou la terreur».

«LE MORAL À ZÉRO»

Si la multiplication et l'apparente coordination de ces attaques ont surpris responsables politiques et enquêteurs, les constatations laissent entrevoir une technique loin d'être inédite de la part d'organisations criminelles actives dans le trafic de stupéfiants, entre intimidations, agressions physiques et dégradations. En juin 2023, déjà, quatre individus avaient tenté, sans succès, d'incendier le véhicule personnel d'un surveillant pénitentiaire travaillant à la prison d'Aix-Luynes avant, de guerre lasse et faute d'avoir pensé à se munir d'un briquet, de tirer à trois reprises sur la façade de son domicile. Interpellés,

A Lyon, la piste de l'ultragauche après le ciblage d'une filiale de Vinci

Une tentative d'incendie a eu lieu au siège d'une entreprise chargée de construire un centre de rétention administratif près de Dijon

LYON - correspondant

La thèse d'une participation opportuniste de l'ultragauche à la série d'actions visant des établissements et des agents pénitentiaires a pris une résonance particulière dans la région lyonnaise, après la tentative d'incendie qui a ciblé, mardi 22 avril, le siège social de l'entreprise Citinea, située dans le quartier de Grandclément à Villeurbanne (Rhône).

Après un départ de feu rapidement maîtrisé à l'extérieur du bâtiment, les employés ont découvert les lettres «DDPF» taguées sur la façade. Le sigle, signifiant «défense des prisonniers français» est apparu à plusieurs reprises sur les lieux de dégradation et d'attaque d'établissements pénitentiaires.

Or, cette filiale régionale du groupe Vinci Construction, spé-

cialisée dans les travaux de maçonnerie, vient d'être désignée dans le marché public de construction d'un nouveau centre de rétention administratif à Longvic (Côte-d'Or), près de Dijon. Ce centre de 140 places doit ouvrir fin 2026, afin de répondre à l'intensification des mesures d'éloignement des personnes en situation irrégulière sous l'impulsion du ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau.

La thèse d'un acte politisé est accréditée par une revendication, parvenue par mail au bureau de l'Agence France-Presse de Lyon, mercredi en fin de matinée, le lendemain de la tentative d'incendie. Le message n'est pas authentifié, mais l'envoi, qui a précédé la médiatisation de l'affaire, laisse supposer que l'auteur anonyme, déjà au courant, voulait amplifier la portée symbolique de l'incendie.

«C'est pour dénoncer Vinci et toutes les autres entreprises qui gagnent de la thune en construisant des prisons où des milliers de gens sont maltraités», justifie l'auteur. Le courriel poursuit : «On continuera nos attaques tant qu'ils continueront ces constructions et contre tous les responsables des prisons. Ils peuvent sécuriser les parkings des taules pendant un moment mais pas pour toujours, et on a plein d'autres cibles en attendant. On restera imprévisibles pour défendre les droits des prisonniers.»

Cette revendication fait aussi écho à un long texte mis en ligne, dimanche 20 avril, sur la plateforme Rebellony. Ce site d'information lyonnais, «alternatif et anti-autoritaire», est connu pour relayer les thèmes de prédilection des courants autonomes. Intitulé «Soutien au DDPF», l'article

reprend des extraits de messages des groupes Telegram et des comptes TikTok qui ont revendiqué les actions de ce mystérieux mouvement, et qui ont depuis été fermés. «Force à tous.les prisonnier.es et à leurs soutiens», mentionne aussi le texte, non sans faire référence à l'histoire de l'extrême gauche lyonnaise, et ses relations anciennes avec la dé-

LES EMPLOYÉS ONT DÉCOUVERT LE SIGLE SIGNIFIANT «DÉFENSE DES PRISONNIERS FRANÇAIS» TAGUÉ SUR LA FAÇADE

fense des prisonniers. «Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre les prisons, et sont l'héritage des luttes dans les années 1970», est-il dit dans l'article, en ajoutant : «Ce groupe d'action directe n'est pas une avant-garde éclairée, mais en appelle à un mouvement qui souhaite être rejoignable par les prisonnier.es.»

«INITIATIVES INDEPENDANTES»

Cité à deux reprises, le terme «action directe» renvoie implicitement au groupe d'extrême gauche des années 1980, dont la branche lyonnaise a précisément germé dans les comités d'action des prisonniers.

«La notion de "prisonniers français" et l'utilisation de kalachnikov contre des bâtiments, ce n'est pas dans le style de l'extrême gauche, mais les réseaux sociaux accélèrent tout et peuvent susciter des

initiatives indépendantes», estime un ancien militant de la mouvance de l'extrême gauche lyonnaise. «Tous les intervenants en prison alertent depuis des années sur la grave dégradation des conditions de détention, et la seule réponse est autoritaire. Il est temps d'écouter tous ceux qui font des efforts pour sortir d'un modèle opprasant», ajoute Bernard Bolze, fondateur lyonnais de l'Observatoire international des prisons et l'organisation non gouvernementale Prison Insider. «La revendication de la tentative d'incendie de Villeurbanne ne porte aucun faute d'orthographe, contrairement à bien d'autres. Les méthodes sont différentes, il est difficile d'attribuer ces actions à ce stade, même si on sent le soutien de l'ultragauche», note une source proche de l'enquête lyonnaise. ■

RICHARD SCHITTLY



François Bayrou,
au centre
pénitentiaire
de Saint-Quentin-
Fallavier (Isère),
le 23 avril.
OLIVIER CHASSIGNOLE/AFP

ils avaient déclaré devant la justice avoir été recrutés sur la messagerie Snapchat et tout ignorer de l'identité de leur commanditaire.

Les agressions de surveillants hors les murs, la divulgation de leurs coordonnées privées, voire de véritables «contrats» visant des personnels de l'administration pénitentiaire tendent à se multiplier, sur fond d'emprise grandissante du narcobanditisme dans et hors les murs des prisons. Une surveillante du centre pénitentiaire d'Aix-Luyne a été rouée de coups devant son domicile par trois hommes cagoulés au mois de juillet 2024; le 26 septembre 2024, un agent de l'administration pénitentiaire travaillant à la prison parisienne de la Santé connaissait le même sort à Montrouge (Seine-Saint-Denis); dix jours plus tard, des inconnus incendaient la porte du domicile d'un surveillant de la prison marseillaise des Baumettes; fin 2024, 120 000 euros avaient même été proposés sur les réseaux sociaux pour attenter à la vie d'un chef de détention adjoint du même établissement.

«Les incendies de véhicules d'agents pénitentiaires, les intimidations, ça arrive. Mais la différence avec la vague actuelle réside dans la concentration des faits sur une période aussi courte, les tirs sur des domiciles, qui sont nouveaux, et surtout la revendication», indique un directeur de prison sous le couvert de l'anonymat. Selon les chiffres de l'administration pénitentiaire, une moyenne de 4 000 agressions d'agents, de niveaux de gravité très variables, sont enregistrées chaque année, mais elles se déroulent dans leur écrasante majorité en détention et non hors les murs comme la vague d'attaques actuelle.

Au centre pénitentiaire d'Aix-Luyne, dont des agents avaient déjà été intimidés en 2023 et 2024, l'inquiétude et le désarroi sont palpables. L'établissement, où le ministre de la fonction publique, Laurent Marangeli, s'est rendu, mercredi, a cette fois été la cible de plusieurs attaques en seulement deux jours. Le 14 avril, deux véhicules ont été incendiés à 2h15 sur le parking visiteurs, les murs du réfectoire tagués avec l'inscription «DDPF», et le portail incendié. Le lendemain, le véhicule d'un surveillant a été incendié devant chez lui, avant qu'une vidéo du véhicule en feu menaçant directement l'agent soit publiée sur la messagerie Telegram.

«On n'avait pas besoin de ça avec le manque d'effectifs et la surcharge de travail. Le personnel a le moral à zéro, on est très inquiet pour notre sécurité, explique un responsable du bureau local FO, qui préfère préserver son anonymat par peur de représailles. On attend une réponse forte du gouvernement. On demande l'anonymisation des procédures judiciaires ouvertes en détention et une surveillance périphérique plus large aux abords des établissements.» ■

ANTOINE ALBERTINI
ET SOREN SEELOW

Comment une concurrence entre «livreurs» de colis en prison a fini en bain de sang

Une fusillade mortelle qui s'est déroulée à Marseille en 2023 aurait pour origine la rivalité entre deux détenus organisateurs de livraisons d'objets prohibés à destination de prisonniers

MARSEILLE - correspondant

L'approvisionnement des prisons en drogue, téléphones et autres objets prohibés semble devenir un marché soumis à une concurrence féroce. Jusqu'ici réservées aux points de vente de stupéfiants, les guerres de territoires se joueraient désormais aussi à l'intérieur des murs des établissements pénitentiaires.

C'est en effet un différent commercial entre détenus de la maison d'arrêt de Toulon-La Farlède (Var) qui expliquerait un double assassinat, commis le 11 novembre 2023, sur le parking d'un restaurant McDonald's des quartiers nord de Marseille. Ce soir-là, à 22h50, une Peugeot 108, avec cinq jeunes Toulonnais à son bord, était mitraillée par la kalachnikov d'un homme vêtu de noir, descendu d'un véhicule lui ayant fait une queue de poisson.

La conductrice, une jeune femme de 25 ans, désignée comme une victime collatérale, et un jeune homme de 22 ans étaient tués, et trois autres passagers blessés, parmi lesquels une seconde jeune femme dont le pouce a été arraché par une balle. Un an d'une enquête conduite principalement dans les prisons et autour du décryptage des téléphones saisis dans le véhicule mitraillé conduisait, fin 2024, à l'interpellation d'un grand nombre de personnes.

Parmi elles, selon les enquêteurs, le commando composé du tueur et du chauffeur, deux mineurs de la région de Toulouse, âgés de 16 et 17 ans, mais aussi une équipe de jeunes trafiquants toulonnais ayant tendu un guet-apens aux victimes; et enfin, le commanditaire de cette vengeance commerciale, qui serait un cadre de l'organisation DZ Mafia emprisonné, déjà impliqué dans d'autres assassinats. Au total sept personnes sont, pour l'heure, mises en examen pour «assassinats et tentatives d'assassinat», «complicité» et «association de malfaiteurs».

Livraisons par drones
Le mobile de ce règlement de compte est apparu rapidement après le mitraillage. Dans une note datée du 13 novembre 2023, le renseignement pénitentiaire détaille comment un détenu de Toulon-La Farlède, auquel il est prêté d'être à la tête d'un commerce dans la prison par le biais de livraisons classiques – visiteurs et projections par-dessus le mur d'enceinte, puis acheminement par des «auxi», ou «auxiliaires d'étages», des détenus travaillant au sein de la prison –, avait sollicité, à l'extérieur, son cousin et ses amis pour stopper la concurrence d'un autre détenu.

Celui-ci, une figure du narcobanditisme marseillais, recourrait à des «lyonnais» pour des livraisons par drone. Le 6 novembre 2023, les jeunes Toulonnais avaient pu repérer un pilote de drone près du centre pénitentiaire et lui seul.

aire et lui avaient dérobé son appareil, d'une valeur de 1 000 euros, ainsi que la marchandise prohibée, pour un montant de 1 250 euros.

«Seulement, lit-on dans cette note, ce jeune pilote serait sous la protection [du cadre de la DZ Mafia] incarcéré sur le centre pénitentiaire de Valence et qui géreraient une partie des livraisons de drones sur toute la France.» Avec notamment un compte intitulé «SOS Drones» sur l'application Snapchat... L'un des Toulonnais qui a reconnu le vol du drone avance, lui, que «les droneurs sont à leur compte et ils ont dû l'appeler, car il a de l'influence, pour lui expliquer qu'ils avaient un problème à la prison de Toulon. Il a dû vouloir rendre service».

Une tentative de récupération à l'amiable du matériel volé aurait été tentée, mais le cadre de la DZ Mafia se serait fait «envoyer paître», ajoutant l'affront au vol. Très vite sur les réseaux sociaux circule la photo d'un des jeunes voyageurs de drone avec les mentions «Wanted récompense 15 000 euros mort ou vif». Pour les enquêteurs, ce Toulonnais de 19 ans, blessé dans le véhicule mitraillé, était bel et bien la cible du règlement de compte.

Sur les messageries Signal des téléphones saisis, les enquêteurs trouvent la trace de deux groupes de discussion, intitulés «Mission» et «Convoi». Un patient dé-cryptage des pseudos et des échanges sur la messagerie cryptée montre que, le soir des faits, sous prétexte d'aller récupérer à Marseille deux jeunes «jobbeurs» – des petites mains – pour opérer dans le trafic de stupéfiants à Toulon ou «pour régler une affaire», selon les versions des uns et des autres, les victimes se sont en fait précipitées dans un traquenard.

Elles étaient guidées en direct par «ZZ», que les enquêteurs identifient comme un détenu de Valence, âgé de 19 ans, incarcéré pour un meurtre en bande organisée commis en septembre 2022 à Vénissieux (Rhône). En garde à vue, après avoir tout contesté, ce jeune homme tente d'endosser toute la responsabilité de ces assassinats : «Je suis le seul commanditaire. Jalisco n'a rien à voir dans cette histoire». Jalisco est précisément le surnom que les enquêteurs prétendent au cadre de la DZ, qui s'en défend. Les deux hommes sont alors détenus ensemble à Valence, mais nient s'être croisés. En garde à vue, en octobre 2024, ZZ aurait même demandé à l'une des victimes de lui faire porter le chapeau et à lui seul.

**AU TOTAL
SEPT PERSONNES
SONT, POUR L'HEURE,
MISES EN EXAMEN
DANS CETTE AFFAIRE**

De sa cellule, ZZ est soupçonné d'avoir guidé les victimes vers le piège, mais également d'être le recruteur du commando. A l'extérieur, il en aurait confié la tâche à «l'Animal», un de ses amis partageant son temps entre Toulouse et Lorient, sur les points de deals. L'Animal aurait envoyé à Marseille deux jeunes garçons mineurs, «les petits», deux copains, «Mowgli», âgé de 16 ans, parti de Toulouse, et «Sikkar 13», âgé d'à peine un an de plus, venu, lui, de Lorient «pour une mission à Marseille».

Adolescent «matrixé»

En garde à vue, les «petits» ont tout avoué. «Je suis le tireur de cette affaire. J'ai tiré et j'ai fait deux morts», dit Mowgli pour entamer sa troisième déposition face aux enquêteurs. Il raconte que, dans leur logement de location, sur le groupe Signal «Mission», il s'est fait guider pour apprendre le maniement de l'arme. Son complice décrit un cours en visio pour passer du mode «trois coups» au mode «rafale» et introduire les munitions dans les chargeurs de la kalachnikov qu'une jeune femme leur a livrée. «Je tenais le téléphone et, à la caméra, ils voyaient Mowgli manipuler l'arme», raconte Sikkar 13.

Mowgli, adolescent passé par les centres éducatifs fermés et les établissements pénitentiaires pour mineurs du Sud-Ouest, est décrit comme totalement «matrixé», imprégné de l'idéologie des guerres de la drogue. «Dès que l'Animal mettait une story [sur Snapchat], il la republiait. Il mettait tout le temps des films sur le cartel de Jalisco Nouvelle Génération [un puissant groupe criminel mexicain]», a rapporté une jeune femme qui les a côtoyés au moment des faits.

Cette obsession explique peut-être l'apparente froideur avec laquelle Mowgli rapporte les faits :

**L'UN DES TIREURS
PRÉSUMÉS DÉCRIT
UN COURS EN VISIO
POUR PASSER DU MODE
«TROIS COUPS»
AU MODE «RAFALE»
ET INTRODUIRE
LES MUNITIONS
DANS LA KALACHNIKOV**

«Je me suis mis devant, côté conducteur, j'ai tiré une première fois.» Suit une seconde rafale. «J'ai dû tirer 44 balles, poursuit-il.

— Pourquoi avez-vous tiré sur tout le monde?, questionne l'enquêteur.

— Parce qu'on m'a dit de tirer sur tout le monde. Sur les ordres de ZZ, répond Mowgli.

Sikkar 13 dit au contraire que les commanditaires, qui suivaient les faits en direct – «Ils entendaient les balles siffler» – sur le téléphone passé en mode caméra, lui avaient dit de ne cibler que l'un des passagers, celui avec des cheveux longs.

Accueillis 500 mètres plus loin par des complices qui vont incendier la voiture et deux jeunes femmes qui récupèrent la kalachnikov, les «petits» sont conduits dans une cité voisine en vue de leur exfiltration. «On nous avait dit 10 000 euros chacun. Au final on a eu 3 000 euros à partager en deux.» Avant de partir à l'étranger, l'Animal aurait récupéré le plus gros du contrat, a expliqué Mowgli. Une jeune fille qui le voit avant sa fuite parle d'une somme d'argent que l'Animal ne peut «même pas tenir dans une main». Avec la somme restante, Sikkar 13 a confié s'être acheté un iPhone à 1 000 euros. Et Mowgli une PlayStation. ■

LUC LEROUX

CULTURES MONDE.

du lundi
au vendredi
11H–12H
Mélanie Chalandon
Julie Gacon



france culture

En partenariat avec
Le Monde

L'esprit d'ouver-
ture

A Bétharram, la mort d'un élève, après une nuit de fièvre en 1980

Un garçon de 12 ans aurait été victime de manquements de la part de l'établissement catholique

Fin février, quelques semaines après l'explosion médiatique de ce que tout le monde appelle désormais l'« affaire de Bétharram », Nathalie se pose des questions. Elles sont plusieurs comme elle, des mères, des sœurs, des tantes, qui s'interrogent sur le passé de leurs fils, frères ou oncles, passés par l'établissement privé catholique du Béarn, visé par un nombre croissant de plaintes pour violences physiques, agressions sexuelles et viols.

Et si son frère Nicolas, élève de l'institution, avait, lui aussi, été une victime ? Mort à l'âge de 12 ans d'une méningite, le 12 juin 1980, à l'hôpital de Pau, il n'est plus là pour répondre à cette question. Mais, en lisant les différents témoignages parus dans la presse, Nathalie se dit que, malheureusement, son frère pouvait avoir le « profil type » d'une proie des prêtres pédocriminels de Bétharram. Alors, elle lance un premier appel à témoignages dans les groupes de messagerie du collectif de victimes. Ses recherches l'amèneront à des révélations inattendues sur la mort de son frère.

Pour la première fois, Nathalie a accepté de témoigner auprès du *Monde*. Elle a simplement demandé que son prénom et celui de son frère soient modifiés. Son père n'est pas au courant de sa quête de la vérité. Il sait encore moins qu'elle compte déposer une plainte contre l'institution dans les prochains jours pour non-assistance à personne en danger. Car l'histoire de son frère raconte les graves manquements de l'institution dans l'encadrement des élèves, ayant potentiellement conduit à la mort d'un enfant.

En 1980, le jeune Nicolas est en 6^e à Notre-Dame-de-Bétharram. Ses parents et ses deux sœurs ainées vivent en région parisienne, mais le benjamin a été envoyé à Pau, chez ses grands-parents. L'établissement n'est pas in-

connu de la famille : le père y a étudié et en a gardé de bons souvenirs. D'ailleurs, lorsque la famille descend dans le Béarn pour la communion de Nicolas, le jeune garçon a l'air satisfait de sa situation. Il parle des prêtres de façon assez détachée et fait preuve d'une certaine dévotion. En clair, tout allait bien jusqu'à ce mercredi 11 juin, où Nicolas ressent une profonde fatigue en fin de journée.

Climat de terreur

Jean-Rémy Arruyer se souvient parfaitement de cette nuit-là. L'adolescent, âgé de 16 ans à l'époque, fait partie des anciens de l'établissement qu'il fréquente depuis sept ans. Comme plusieurs de ses camarades, il a été nommé élève-surveillant d'un dortoir d'enfants de CM2 et de 6^e. Comme il le raconte dans le livre coécrit par Alain Esquerre, *Le Silence de Bétharram* (Michel Lafon, 256 pages, 18,95 euros), son travail consistait surtout à s'assurer que le père Carricart, prédateur sexuel dans l'établissement, selon les victimes, ne vienne pas agresser ses petits protégés à la tombée du jour. Cette nuit du 11 juin, c'est un épisode encore plus traumatisant qui l'attend.

Vers 21h30, selon le témoignage qu'il livre au *Monde*, un camarade, lui aussi surveillant d'un dortoir, vient le chercher. « Il faut que tu viennes, j'ai un petit qui ne va pas bien du tout », lui dit-il paniqué. Tous deux grimpent l'escalier et arrivent au dortoir du jeune Nicolas. Son lit est proche de l'entrée. Il est très pâle, les lèvres violacées, les yeux creusés, dévoré par la fièvre. « Il répond à peine à nos sollicitations. A ce moment-là, on se dit qu'il faut prévenir quelqu'un pour faire venir un médecin », relate Jean-Rémy.

Mais dans les couloirs... personne. Pas un prêtre. Où dorment-ils d'ailleurs ? Jean-Rémy et



son ami ne le savent même pas. Ils ne sont pas du tout formés pour gérer une telle situation. Prévenir un surveillant, comme Damien Saget ou Ange Mur ? Le climat de terreur à Bétharram les pousse à éviter cette option, de peur d'être victimes de représailles. « Si on les avait trouvés, c'est sûr qu'ils nous auraient dit d'aller voir ailleurs », suppose l'ancien élève. De toute façon, ils ne tombent que sur des portes verrouillées. Nicolas passera la nuit dans son petit lit de dortoir, dans cet état.

Il faut attendre 7 heures le lendemain matin pour que l'établissement se réveille. A l'aube, l'enfant malade est envoyé à l'infirmerie. Selon les témoignages recueillis par sa sœur, Nicolas y arrive dans un état « quasi comateux ». Il y passe pourtant la journée, pris en charge par un autre élève qui se charge de lui donner à boire et de le réconforter. L'infirmière l'aurait pris pour un cas de plus de l'épidémie de grippe qui sévit dans l'établissement. Toujours selon des témoignages d'élèves présents à l'infirmerie ce jour-là, un médecin n'arrive qu'en fin de journée, alors que Nicolas est inconscient. Il est transporté en ambulance jusqu'à l'hôpital de Pau. En début de soirée, un responsable de Bétharram informe ses parents par téléphone que leur fils vient d'être transféré pour une éruption cutanée, selon les souvenirs de Nathalie, alors âgée de 15 ans. Le pro-

chain appel téléphonique viendra de l'hôpital. D'après l'acte de décès, consulté par *Le Monde*, Nicolas est mort à 22 heures d'une méningite foudroyante.

Auprès de la famille qui arrive le lendemain de la région parisienne, les responsables de Bétharram nient toute responsabilité. Selon leur version, Nicolas s'était réveillé avec des maux de tête et se trouvait en état grippal, rien de plus alarmant. « Mes parents n'ont pas posé plus de questions », regrette Nathalie. Sous le choc, ils ne sont alors pas vraiment en état de le faire. Comment imaginer que l'institution à qui l'on a confié son fils pourrait être responsable de la mort de ce dernier, ou de n'avoir rien fait pour l'éviter ? Le père de Nicolas est un ancien de la maison, il a confiance en la congrégation. Les pères de Bétharram se montrent d'ailleurs très serviables, à commencer par le père Carricart, selon Nathalie, et se démènent pour organiser les obsèques du garçon, qui auront lieu le week-end suivant, à Pau.

« Il n'y a eu aucun contrôle »
L'affaire en restera là. *Le Monde* n'a retrouvé dans la presse locale de l'époque qu'un simple avis de décès dans l'édition du 17 juin de *La République des Pyrénées*. Pourtant, selon plusieurs témoignages recueillis par Nathalie, le collège aurait été mis en quarantaine et les élèves renvoyés chez eux après

**Dans les couloirs... personne.
Pas un prêtre.
Où dorment-ils d'ailleurs ?
Les deux élèves-surveillants ne le savent même pas**

ce cas de méningite, maladie très contagieuse. « Les personnes actuellement en place dans notre congrégation de Bétharram n'ont pas été témoins de ce malheureux événement. Des préconisations sanitaires avaient certainement dû être données, mais je ne suis pas en mesure de vous apporter plus de précisions. Les archives concernant l'infirmerie de l'établissement sont quant à elles soumises au secret médical », nous a répondu Jean-Marie Ruspoli, vicaire régional des pères de Bétharram. D'autres anciens élèves, interrogés par *Le Monde*, disent n'avoir aucun souvenir de ce confinement. Mais tous gardent en mémoire le choc de l'annonce, souvent jugée froide, de la mort de leur camarade.

Pour Jean-Rémy Arruyer, ce sera la goutte d'eau dans l'enfer de Bétharram. Le soir, il annonce à sa

mère qu'il n'y retournera plus jamais, avant d'occulter cet épisode. « Ça m'a pris quarante-cinq ans pour reconstituer le puzzle », confie-t-il, soulagé d'avoir identifié un traumatisme qu'il n'arrivait pas à mettre en mots.

A 60 ans passés, il se demande encore ce qu'il aurait pu tenter pour sauver l'enfant. « Et est-ce que ce drame a amené des questions sur la surveillance de l'établissement ? Non. Le lundi d'après, on était déjà passé à autre chose. Il n'y a eu aucun contrôle », s'insurge-t-il. Seize ans plus tard, le rapport de l'inspection pédagogique régionale, demandé par le ministre de l'éducation d'alors, François Bayrou, recommandera d'abandonner le principe des élèves-surveillants et d'apporter des améliorations aux dortoirs.

Nicolas serait-il toujours vivant si Jean-Rémy et son ami avaient croisé un adulte ce soir-là ? A l'aune des nouvelles révélations, Nathalie ne cesse de se poser la question. Elle ne connaît sûrement jamais la réponse. Récemment, elle a lancé un autre appel à témoignages auprès du collectif des victimes pour « mieux comprendre cette dernière journée de sa (trop) courte vie », écrit-elle. Elle a conscience que sa plainte ne mènera à rien, les faits étant prescrits. Mais elle tient à ce que l'histoire de son frère « soit rajoutée à cet ensemble d'horreurs ». ■

ROBIN RICHARDOT

Elle aussi victime de violences, la fille de François Bayrou témoigne

Dans un livre, le porte-parole du collectif des victimes de Bétharram évoque le climat de silence qui a longtemps régné au sujet de l'institution

Bonjour Alain. Je m'appelle Hélène. Je suis la fille de François Bayrou.» Lorsque Alain Esquerre reçoit l'appel inopiné de l'aînée du premier ministre, le 21 février, il compile depuis déjà plus d'un an les témoignages de violences physiques, agressions sexuelles et viols subis par d'anciens élèves, comme lui, de Notre-Dame de Bétharram.

Un scandale devenu une affaire Bayrou quelques jours plus tôt, le 11 février, après que le chef du gouvernement, interpellé sur son inaction à l'Assemblée nationale, a nié en bloc avoir eu connaissance des faits reprochés à l'établissement situé dans les Pyrénées-Atlantiques – dans lequel trois de ses enfants ont été scolarisés – en dépit de multiples éléments attestant du contraire, relayés dans la presse.

Le témoignage d'Hélène Perlant – elle a pris le nom de sa mère –, dévoilé mardi dans un entretien à

Paris Match et détaillé dans un chapitre de l'ouvrage d'Alain Esquerre, *Le Silence de Bétharram* (Michel Lafon, 256 pages, 18,95 euros), montre que le climat de violence qui régnait à Bétharram n'a pas épargné l'aînée des enfants Bayrou lorsqu'elle fréquentait l'institution dans les années 1980.

Elle y révèle avoir été rouée de coups de poing et de pied à l'âge de 14 ans par un prêtre de la congrégation lors d'une colonie de vacances, à tel point qu'elle s'urine dessus et passe la nuit dans son duvet humide. Scolarisée à Notre-Dame-de-Bétharram en 1^{re} et en terminale, elle raconte également avoir été témoin, en 1987, de violents coups portés à un camarade dans une salle d'études. Ce dernier a porté plainte contre François Bayrou pour nondisclosure de crimes et délits le jour où Hélène Perlant a pris contact avec Alain Esquerre.

Hélène Perlant révèle avoir été rouée de coups à l'âge de 14 ans par un prêtre lors d'une colonie de vacances

Son récit resserre l'étau autour du premier ministre, que l'affaire touche désormais autant personnellement que politiquement. A Alain Esquerre comme à *Paris Match*, Hélène Perlant assure n'avoir jamais rien dit à personne, pas même à son père, qu'elle démontre l'omerta qui a réduit au silence des centaines d'enfants et de familles durant des décennies.

ves de cet ordre aient eu lieu, pour moi, c'est presque insupportable.

La femme de 53 ans a d'emblée prévenu Alain Esquerre : « Elle n'est pas là pour parler du "scandale Bayrou" », mais de l'affaire de Bétharram. « C'est une chambre d'interrogation du déni de tous et toutes. Du déni, pas du mensonge ! », déclare-t-elle au porte-parole des victimes. Par là, Hélène Perlant s'inscrit dans l'ambition de l'ouvrage du porte-parole des victimes, qui tente de comprendre l'omerta qui a réduit au silence des centaines d'enfants et de familles durant des décennies.

« Un crime parfait »

« Intuitivement, ils ont trouvé le paradoxe le plus pervers : plus il y a de témoins, moins ça parle », analyse Hélène Perlant dans ses échanges avec Alain Esquerre, à qui elle raconte son propre refoulement autant que le mutisme des nombreux témoins de son

agression. « [Leurs regards] sont épinglez au mur comme des papillons morts », dit-elle dans *Le Silence de Bétharram*. Ils sont sidérés. Ils ne l'offrent pas la moindre possibilité de dire qu'ils ont vu quelque chose ni d'en repartir. » « Le crime pédophile est un crime parfait », résume-t-il, estimant que « Bétharram avait installé un climat propice à la perpétruation de ces agressions à l'infini ».

L'ouvrage vise surtout à « susciter une réflexion sur le sens du déni collectif dont a souffert la société béarnaise ». Alain Esquerre est formel : « Tout le monde savait » la violence qui structurait Bétharram, écrit-il, « les notables du coin, les prolétaires, les politiques », François Bayrou comme les autres. L'enjeu, pour lui, dépasse le seul premier ministre, bien qu'il juge ses dénégations actuelles et son attitude « intenables » : « Le silence de Bétharram est celui de toute une nation. »

Le livre d'Alain Esquerre comme le témoignage d'Hélène Perlant replacent M. Bayrou dans son simple statut de parent d'élèves de Notre-Dame-de-Bétharram – « un quidam quelconque comme je suis une victime quelconque », a déclaré sa fille à *Paris Match*. Mais le maire de Pau, élu local depuis quarante ans et ministre de l'éducation nationale de 1993 à 1997, période à laquelle éclate une première affaire de violences à Bétharram, n'en reste pas moins fragilisé politiquement. Car c'est bien en tant que responsable politique qu'il est convoqué le 14 mai devant la commission d'enquête parlementaire créée dans le sillage de l'affaire. Le chef du gouvernement aura alors à répondre sous serment aux témoignages qui l'accusent d'avoir su la gravité des faits dénoncés dans les années 1990 et de les avoir laissés perdurer. ■

ÉLÉA POMMIERS
ET R. RT.



UNE NOUVELLE ÈRE POUR L'OPEN WEB

Elevated *Outcomes*

Outbrain et Teads unissent leurs forces pour créer la plateforme publicitaire de référence sur l'Internet ouvert, au service des marques. Reach inégalé, formats créatifs innovants, technologie prédictive conçue pour générer des résultats concrets sur tous les écrans, à chaque étape du parcours d'achat.



Maximisez votre impact,
(re)découvrez Teads.

The image features a smartphone on the left and a laptop on the right, both set against a dark background with light-colored curved lines. The smartphone screen shows a Renault 5 E-Tech advertisement with the text 'PUBLICITE', 'RENAULT 5 E-TECH 100% ELECTRIQUE', 'JAUNE POP!', and 'choose your colour'. The laptop screen shows a Nissan advertisement with the text 'NISSAN' and 'Trending now' followed by several thumbnail images of other content like 'Yellowstone' and 'Hulu'. Below the thumbnails are icons for various media platforms including Netflix, Disney+, Apple TV, Hulu, Amazon Prime Video, YouTube, and NBC 5.

Nouvelle-Calédonie : le durcissement des Loyalistes

Les non-indépendantistes envisagent de ne pas signer l'accord proposé par l'Etat sur l'avenir de l'archipel

NOUMÉA - correspondante

Pas d'accord, quitte à anticiper les élections provinciales ? La petite musique fait son chemin chez Les Loyalistes, coalition des mouvements non indépendantistes les plus radicaux, dont la cheffe de file, Sonia Backès, dirige la province Sud de la Nouvelle-Calédonie. Réunis mercredi 23 avril au soir à Nouméa pour un meeting qui a rassemblé, selon les organisateurs, 600 personnes, leurs leaders ont déroulé un discours qui laisse peu de marge de manœuvre au ministre des Outre-mer, Manuel Valls qui prévoit de revenir pour la troisième fois en trois mois dans l'archipel la semaine du 28 avril, dans l'espoir de signer un accord. «*Le gouvernement posera un projet sur la table*», a confirmé Manuel Valls vendredi 18 avril dans l'émission «C'est pas si loin», sur Outre-Mer La 1ère.

«*On ne tombera pas dans le piège d'un accord à tout prix*», lui a répondu Christopher Gygès, membre du gouvernement néo-calédonien élu sur la liste des Loyalistes. Le député (Renaissance) Nicolas Metzdorf n'hésite pas à faire le parallèle entre l'Arménie, où il s'est rendu récemment, et la Nouvelle-Calédonie. «*Il y a un accord de paix qui est en train d'être signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais ce n'est pas un accord de paix, c'est un accord de reddition, en fait [les Arméniens] se font débouiller dans l'espoir d'avoir la paix et vous savez ce que fait l'Azerbaïdjan ? Elle fait monter les enchères.*»

Argutie juridique

«*Dans la vie, ce sont toujours les plus déterminés qui gagnent*, en conclut M. Metzdorf, quel que soit le droit international, quels que soient le juridisme et les règles de droit dans lesquelles on se pense enfermés.» Des mots choisis à dessein : Les Loyalistes estiment en effet que l'accord de Nouméa, signé en 1998, doit être remis en cause, tandis que les indépendantistes estiment, eux, qu'il doit être le socle de tout nouvel accord. Quant au droit à l'autodétermination, il n'existerait tout simplement pas,

«On ne tombera pas dans le piège d'un accord à tout prix»

CHRISTOPHER GYGÈS
membre (Les Loyalistes)
du gouvernement néo-calédonien

du moins en droit français. Pour défendre ces thèses, les Loyalistes peuvent compter sur Eric Descheemaeker. Ce Français, professeur de droit à l'université de Melbourne (Australie), s'est fait connaître ces derniers mois en développant des argumentaires juridiques très favorables aux non-indépendantistes, pour qui il prend fait et cause : «*Mon engagement, c'est que je ne veux pas que la Nouvelle-Calédonie, qui est une terre française, qui est donc mon pays à moi aussi, ne devienne indépendante ni aujourd'hui, ni plus tard, ni jamais*», explique le quadragénaire, qui remplit désormais les salles de conférence de Nouméa, à l'invitation des comités de résistance citoyennes, regroupement des comités de défense de quartiers nés pendant les émeutes de 2024, proches des Loyalistes.

L'accord de Nouméa, «*fait pour les indépendantistes*», serait «achevé», voire obsolète. Conçu pour «*mener à la sortie de la France*», il se heurterait à la volonté des Néo-Calédoniens qui ont dit trois fois non à l'indépendance.» Quant au droit à l'autodétermination, Eric Descheemaeker n'en trouve pas trace dans la Constitution, ni dans le droit international au sens où ce dernier reconnaît le droit des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes. Mais, en Nouvelle-Calédonie, ce droit à l'autodétermination est exercé par un corps électoral qui dépasse largement le seul peuple autochtone, puisque y cohabitent Kanak et descendants des «*victimes de l'histoire*» dont l'installation en Nouvelle-Calédonie est une conséquence de la colonisation.

Ce qui pourrait sembler une argutie juridique conforte Les

Loyalistes dans leur opposition à la principale revendication indépendantiste, le maintien, à une échéance donnée, de la possibilité d'activer ce droit à l'autodétermination. «*Un nouveau référendum, c'est la guerre civile et nous on ne veut pas fixer la date de la guerre civile donc on refuse de fixer une date pour un nouveau référendum. Or, s'il n'y a pas d'accord, il n'y a pas d'épée de Damoclès*», a expliqué Sonia Backès mercredi soir à ses partisans.

Un atout dans la manche de Valls

Pas de concession aux indépendantistes et une exigence : le renforcement du pouvoir des provinces, notamment en accordant à ces collectivités la compétence fiscale. La province Sud,

la plus peuplée et la plus riche est en effet aux mains des non-indépendantistes.

Pour Les Loyalistes, pérenniser et développer ces collectivités sont le seul moyen de garantir la survie du camp non indépendantiste : «*On ne signera pas un accord dans lequel on n'a pas cet espace dans lequel on est protégé, majoritaires, dans lequel on peut prospérer en sécurité et mettre en place le modèle de société auquel on croit*», estime Sonia Backès. Une vision séparatiste de l'avenir nourrie par la peur de nouvelles violences et la méfiance envers l'Etat, accusé d'*«être faible. Si le drapeau bleu, blanc, rouge flotte encore aujourd'hui, c'est grâce à nous, et dans les discussions, on se retrouve seul à défendre nos posi-*

Les Loyalistes exigent le renforcement du pouvoir des provinces, notamment en leur accordant la compétence fiscale

tions», assure Gil Brial, deuxième vice-président de la province Sud. Manuel Valls dispose d'un atout dans sa manche pour tenter de convaincre Les Loyalistes d'assouplir certaines de leurs positions.

Le ministre pourrait décider de convoquer les élections provinciales. Prévues en mai 2024, elles avaient été repoussées dans l'attente d'un accord. Si un accord est impossible, rien ne justifie plus ce report. Mais dans ce cas, il est peu probable que l'Etat se hasarde à modifier le corps électoral, limité aux natifs et résidents de très longue date, que Les Loyalistes estiment trop favorables aux indépendantistes. Qu'à cela ne tienne, «*je déposerai une proposition de modification constitutionnelle à l'Assemblée nationale*», prévient le député Metzdorf. Or, c'est ce projet d'ouverture du corps électoral qui avait entraîné l'explosion de violences de mai 2024, qui a fait 14 morts. ■

CHARLOTTE MANNEVY



La présidente de la province Sud, Sonia Backès, à une cérémonie du 14-Juillet, à Nouméa, le 14 juillet 2024. DELPHINE MAYEUR/AFP

Les troubles psychiques sur le Caillou, fractures invisibles de la crise

D'une rare violence, l'insurrection du 13 mai 2024 a ravivé les peurs et les « mémoires douloureuses », dans une société déjà fragile

NOUMÉA - correspondance

La situation sociale de la Nouvelle-Calédonie m'inquiète beaucoup», a déclaré le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, en clôture de sa dernière visite à Nouméa, le 1^{er} avril. Près d'un an après l'explosion de violences du 13 mai 2024, qui a accompagné la mobilisation des indépendantistes, les habitants de la Nouvelle-Calédonie demeurent profondément marqués, d'autant que la crise économique s'enracine. L'impact des événements sur leur santé mentale commence tout juste à apparaître.

Présenté le 31 mars, un sondage réalisé par l'institut Quidnovi, fin 2024, pour la Fédération des professionnels libéraux de santé de Nouvelle-Calédonie, sur 600 sondés parmi 3 000 professionnels en exercice, montre que près d'un quart des soignants présente des symptômes de stress post-traumatique, un phénomène qui fait revivre en boucle un événement à travers des flash-back incontrôlables, rendant la vie quotidienne très difficile. «*Si un quart des soignants vont mal, qui peut croire que le reste de la population va bien ?*», interroge le président de la fédération, Patrice Gauthier.

«Un calme en surface»
Des sentiments de perte et de frustration ponctuent les récits de nombreux Néo-Calédoniens, qu'ils se rangent dans le camp loyaliste ou indépendantiste. «*Je ne reconnaissais pas le pays qui m'a vu naître et qui me voit grandir*», raconte Amandine (les personnes citées par leur prénom ont souhaité rester anonymes), une jeune métisse étudiante en droit, devant la mission interparlementaire de dialogue venue dans l'archipel, en

novembre 2024. «*Ce ne sont pas que des bâtiments qui brûlent, ce sont des souvenirs avec*», avait-elle dit. Noël, entrepreneur kanak dans le secteur du conseil, dit avoir éprouvé cette amertume bien avant les émeutes. Il jugeait l'explosion sociale inévitable, mais son ampleur renforce sa vision d'un pays en décomposition : «*J'avais envie de partir parce que j'en avais marre. Je suis très en colère contre mon pays.*»

Les enfants expriment eux aussi un mal-être. Edan, 10 ans, vit à Magenta, un quartier populaire de Nouméa particulièrement touché par les émeutes. «*Les jeunes, ils ont toujours quelque chose à dire. Mais ils ne s'expriment pas en parlant. Ils s'expriment avec la bagarre, avec le mal*», décrit-il. Pour se protéger, ajoute le garçon, «*on préfère ne rien dire, comme ça, ça ne nous fait pas peur*». Jean, un grand-père du même quartier, s'inquiète pour son petit-fils handicapé. «*Avant, il rigolait tout le temps. Maintenant, il reste plus souvent dans son coin. Et puis, il y a ses cris...*» Des cris soudains, sans explication, que Jean attribue aux bruits des explosions et aux affrontements auxquels ils ont assisté. «*Qui s'occupe vraiment des petits comme lui de toute façon ?*», rapporte le psychologue scolaire.

Selon les professionnels de santé, les réseaux sociaux ont joué un rôle central dans l'anxiété collective

demande-t-il, en expliquant ne pas savoir vers qui se tourner.

Daniel, membre de l'association de quartier Unité de CDO, organise régulièrement des animations pour les enfants. Il espère ainsi «*soulager le traumatisme*» et «*lutter contre la psychose*». Pour lui, «*le calme est revenu mais en apparence seulement*» : «*C'est un calme en surface.*» Les tensions affleurent dans les établissements scolaires. Karim Pierron, psychologue, décrit des scènes difficiles à encadrer pour les enseignants. «*Un élève disait : "Mon papa était sur les barrages."* Un autre répondait : «*Moi, mon papa, il est gendarme, j'avais peur pour lui.*» L'enseignant s'est vite trouvé embêté et a dû couper court», rapporte le psychologue scolaire.

Des paroles d'autant plus délicates à entendre que les adultes eux-mêmes ont été bouleversés. Certains ont vu leurs élèves ou leurs parents s'en prendre à leur propre établissement. Marie-Christine Garin, infirmière scolaire, a été menacée : «*Les émeutiers passaient devant les barricades et balançaient : "Ce soir, on vous fait votre fête !"*» Après les événements, «*beaucoup d'enseignants ressentaient de la colère, un sentiment de trahison*», explique-t-elle.

«Pourrie de l'intérieur»

L'infirmière a été chargée de coordonner les cellules de soins et d'écouter mises en place par le vice-rectorat après les émeutes, pour aider enseignants et élèves à la reprise des cours, en février. Dans un collège, un adolescent a dû être exfiltré par les gendarmes après avoir écrit, sur un groupe de classe, que «*la solution serait que tous les Kanak disparaissent*». Une mère a raconté que sa fille, à la maternelle, a été mise à l'écart par ses camarades parce qu'elle n'était «*pas assez claire*» et qu'elle lui a réclamé du maquillage pour pouvoir se faire accepter.

Selon les professionnels de santé, les réseaux sociaux ont joué un rôle central dans l'anxiété

collective. Images de violences, rumeurs, propos haineux et racistes se sont banalisés. «*Je passais des journées entières à tout suivre sur Facebook. Et, en fait, ça m'a pourri de l'intérieur*», a raconté une jeune femme dans la vingtaine lors d'un groupe de parole.

Suzanne Devlin, ancienne coordinatrice du schéma de promotion de la santé mentale néo-calédonien, aujourd'hui à l'arrêt faute de financements, s'inquiète : «*Nous n'avons pas les moyens de faire face aux niveaux élevés de violences, d'addictions, de suicide, notamment chez les jeunes.*» Le contexte est, en effet, celui d'une population insulaire plus fragile que la moyenne. En 2019, près de 10 % des jeunes Néo-Calédoniens de 10 à 18 ans avaient tenté de se suicider, contre 3,5 % dans l'Hexagone, selon M. Goodfellow.

Désormais, sur quatorze postes de psychiatres dans le secteur public, seuls six sont pourvus. En pédopsychiatrie, dont le principal centre d'accueil a été incendié lors de l'insurrection, un seul poste est occupé sur les huit. Pour Mme Devlin, «*la santé mentale est une richesse collective. Si l'on ne fait rien, ma peur, c'est que l'on s'enferme dans une spirale négative*». ■

MATHURIN DEREL

Le lycée Averroès retrouve son contrat avec l'Etat

La justice a estimé mercredi que les preuves de manquements aux valeurs républicaines n'étaient pas réunies

C'est une victoire pour la communauté éducative du lycée Averroès, groupe scolaire musulman de la métropole lilloise, après un an et demi de bataille judiciaire : mercredi 23 avril, le tribunal administratif de Lille a annulé la décision du préfet du Nord de résilier le contrat d'association qui liait l'établissement avec l'Etat, «en jugeant que la condition tenant à l'existence de manquements graves au droit n'était pas remplie et que la procédure suivie était entachée d'irrégularités».

Le tribunal a suivi les recommandations du rapporteur public qui avait demandé, lors d'une audience au tribunal administratif, le 18 mars, de réintégrer le lycée Averroès dans les termes de son contrat. Le ministère de l'éducation nationale a fait savoir, dans la foulée de cette annonce, qu'il se réservait le droit de faire appel, estimant que «les griefs qui sont reprochés au lycée Averroès ont rompu la confiance entre les pouvoirs publics et l'établissement». Cet appel «ne sera pas suspensif», a précisé l'avocat du groupe scolaire, Sébastien Guez, dans une conférence de presse diffusée sur les réseaux sociaux, saluant pour sa part une décision d'*'apaisement'*.

Dans leur jugement, un document de 19 pages transmis à la presse, les magistrats ont estimé que l'administration n'avait «pas suffisamment démontré» les faits reprochés au lycée, no-

tamment concernant le «manque de pluralisme culturel de la documentation accessible aux lycéens», le «caractère contraire aux valeurs de la République du cours d'éthique musulmane» ou l'«existence d'un système de financement illicite».

Aucun élément probant

Deux points reprochés au lycée Averroès ont été retenus : le «refus d'inspection inopinée devant se tenir en même temps qu'une commission de sécurité, ainsi qu'un fonctionnement non conforme aux statuts de l'association de son bureau exécutif». Mais le tribunal de Lille a considéré que ces fautes n'étaient «pas suffisamment graves» pour justifier la rupture du contrat.

En outre, les juges ont relevé une irrégularité dans la manière dont s'est déroulée la commission de concertation au cours de laquelle a été votée la résiliation du contrat. Les avocats du groupe scolaire Averroès avaient reproché à la préfecture du Nord d'avoir transmis certains documents au dernier moment, empêchant le lycée de préparer sa défense. Les juges ont rappelé que Georges-François Leclerc, qui était alors le préfet du Nord, avait produit, lors de cette réunion, un document «qualifié de "note blanche"», laquelle était «non signée» et présentée comme «complémentaire au rapport d'inspection du 22 janvier 2022».

Le Monde a pu consulter cette «note blanche». Elle rapportait

la présence dans le fonds documentaire d'Averroès d'ouvrages de l'imam Hassan Iquioussen, expulsé du territoire français en 2022 pour des propos antisémites et sexistes, et notaient aussi la présence de livres de Bernard Godard, un ancien fonctionnaire du renseignement spécialiste de l'islam. En tout état de cause, les juges ont considéré que, au sujet d'Hassan Iquioussen, le préfet du Nord n'avait produit «aucun élément probant établissant qu'il s'agirait là de ressources présentes au sein du centre de documentation et d'information du lycée Averroès».

En réalité, l'éducation nationale a mené plusieurs inspections au fil des années, sans trouver matière à remettre en question le contrat d'association. Interrogé le 9 avril par la commission d'enquête parlementaire sur le contrôle des établissements scolaires par l'Etat, Georges-François Leclerc, désormais préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a réaffirmé qu'il disposait d'éléments «suffisamment tangibles pour considérer que les élèves étaient en danger» au sein du lycée Averroès.

Mais le coprésident de la commission, le député (Val-d'Oise, La France insoumise) Paul Vannier, avait révélé à l'occasion de cette audition le contenu d'une note des services juridiques du ministère de l'éducation nationale, datée d'octobre 2023, qui précisait : «En l'état des informations transmises, une résiliation du contrat

est jugée fragile et risque de créer un précédent défavorable.» Dans l'échange verbal qui s'était ensuite suivi, Georges-François Leclerc avait cité un rapport de la chambre régionale des comptes sur lequel reposait en partie sa décision de rupture du contrat. «Etonnant de se fonder sur un rapport de la chambre régionale des comptes pour apprécier le pédagogique, alors qu'il y a un rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale que vous n'utilisez pas», avait répondu Paul Vannier.

Deux poids, deux mesures

La réintégration du lycée Averroès dans les termes de son contrat d'association, qui prend effet immédiatement, est par ailleurs «une première», ont assuré les avocats du groupe scolaire lors de la conférence de presse, et représente un réel défi administratif. De fait, en France, les établissements privés sous contrat ont un statut semi-public : l'Etat en finance en grande partie le fonctionnement, avec la collectivité – à hauteur de 75 % du total – et paie le salaire des enseignants, qui sont agents publics.

En basculant dans le hors-contrat, le lycée Averroès a perdu ses financements publics, doublé ses frais de scolarité et lancé une cagnotte en ligne. Il a perdu de nombreux élèves, passant de 470 lycéens à 290. Mais l'effet de la décision du tribunal administratif de Lille est rétroactif, ce qui signifie que l'Etat va devoir com-

La réintégration de l'établissement dans les termes de son contrat d'association représente un réel défi administratif

penser les frais de fonctionnement avancés par Averroès sur ses deniers propres. De même, les élèves boursiers, qui avaient perdu les aides du fait du basculement du lycée dans le hors-contrat, vont pouvoir toucher les sommes auxquelles ils avaient droit.

«Nous sommes rétablis dans notre honneur, et la réputation du lycée Averroès est rétablie», s'est félicité le directeur de l'établissement, Eric Dufour, qui a ouvert son propos, lors de la conférence de presse, par une «pensée pour [ses] élèves et [ses] personnels, qui étaient diffamés depuis de nombreux mois». Ces derniers ont fait preuve, selon le directeur, d'une «résilience» visible dans les «résultats brillants obtenus au diplôme national du brevet et au baccalauréat, l'année dernière, en pleine tempête». Le chef d'établissement a également précisé qu'il espérait que les élèves ayant quitté l'établissement, en raison des frais de scolarité devenus trop élevés, pourraient revenir.

Cette décision du tribunal administratif de Lille intervient par ailleurs en pleine affaire de Notre-Dame-de-Bétharram, à Lestelle-Bétharram (Pyrénées-Atlantiques), une institution scolaire où de nombreuses agressions physiques et sexuelles, ainsi que des viols, ont été dénoncées, menant à l'ouverture d'une enquête et à la mise en examen d'un ancien surveillant par le parquet de Pau. Or, comme l'a relevé la commission parlementaire sur les violences dans les établissements scolaires, Notre-Dame-de-Bétharram n'a été contrôlé qu'une seule fois, en 1996, pendant une demi-journée, l'inspecteur y ayant conclu à l'absence de violences systémiques.

La commission avait dénoncé un «deux poids, deux mesures» dans le contrôle de l'enseignement privé. Ses travaux doivent reprendre en mai avec l'audition de François Bayrou, premier ministre, ancien ministre de l'éducation et parent d'un ancien élève de Notre-Dame-de-Bétharram. Les institutions catholiques, lorsqu'elles sont contrôlées, font plutôt l'objet d'une demande de mise en conformité, éventuellement assortie de réunions de suivi, et non d'une rupture de contrat, comme cela a été le cas pour le groupe scolaire Averroès, ou pour un autre établissement de la région lyonnaise, le lycée Al-Kindi, dont le contrat a été suspendu par la préfecture de région, en janvier. ■

VIOLAINE MORIN

La Charente mise sous tutelle

À la suite d'une crise politique locale, le conseil départemental n'a pas été en mesure de voter un budget dans les délais légaux

François Sauvadet, président (UDI) de la Côte-d'Or et patron de l'association Départements de France, en reste estomaqué : «Un département mis sous tutelle, c'est un phénomène unique!» Situation exceptionnelle, en effet, que celle de la Charente, dont les finances sont passées sous le contrôle de l'Etat, mardi 22 avril.

Depuis les lois de décentralisation, en 1982, aucun des 91 départements de l'Hexagone n'avait connu une telle sanction. Seule la Guadeloupe avait été placée sous tutelle, à la fin des années 1990, en raison d'une longue dérive de ses comptes et d'un budget «insincère», officiellement en excédent mais réellement en déficit. Une poignée de communes comme Bussy-Saint-Georges (Seine-et-Marne), Pont-Saint-Esprit (Gard) et Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), ont aussi fait l'expérience de cette procédure rarissime.

Rien de tel, cette fois-ci. La Charente ne fait pas partie des départements français les plus en difficulté. Son taux d'endettement, 39 % des recettes de fonctionnement, reste bien inférieur à la moyenne nationale (62 %), et le budget envisagé était à l'équilibre. C'est une crise politique, et non financière, qui explique la mise sous tutelle.

Au cœur du problème, les dissensions au sein de la gauche locale. Après avoir remporté le département en juillet 2021, la gauche plurielle s'est peu à peu désagrégée. Philippe Bouthy, le président (divers gauche) du conseil départemental, s'est vu reprocher des «annonces intempestives» et des «comportements parfois inadéquats». Confronté à la fois aux dissidents de gauche et à l'opposition de droite emmenée par le centriste Jérôme Souris-

Seule la Guadeloupe avait connu une telle mesure, à la fin des années 1990, en raison d'une longue dérive de ses comptes

seau, Philippe Bouthy a refusé de démissionner, et dénoncé une «tentative de putsch». Il n'a pas pour autant réussi à faire adopter un budget avant la date butoir du 15 avril fixée par la loi. Après un sursis accordé par le préfet, le conseil départemental réuni le 22 avril a, comme en mars, rejeté le projet d'un montant de 615 millions d'euros qui lui était soumis. Un budget «solide, équilibré et sincère», assurait Philippe Bouthy.

Pas de «shutdown»

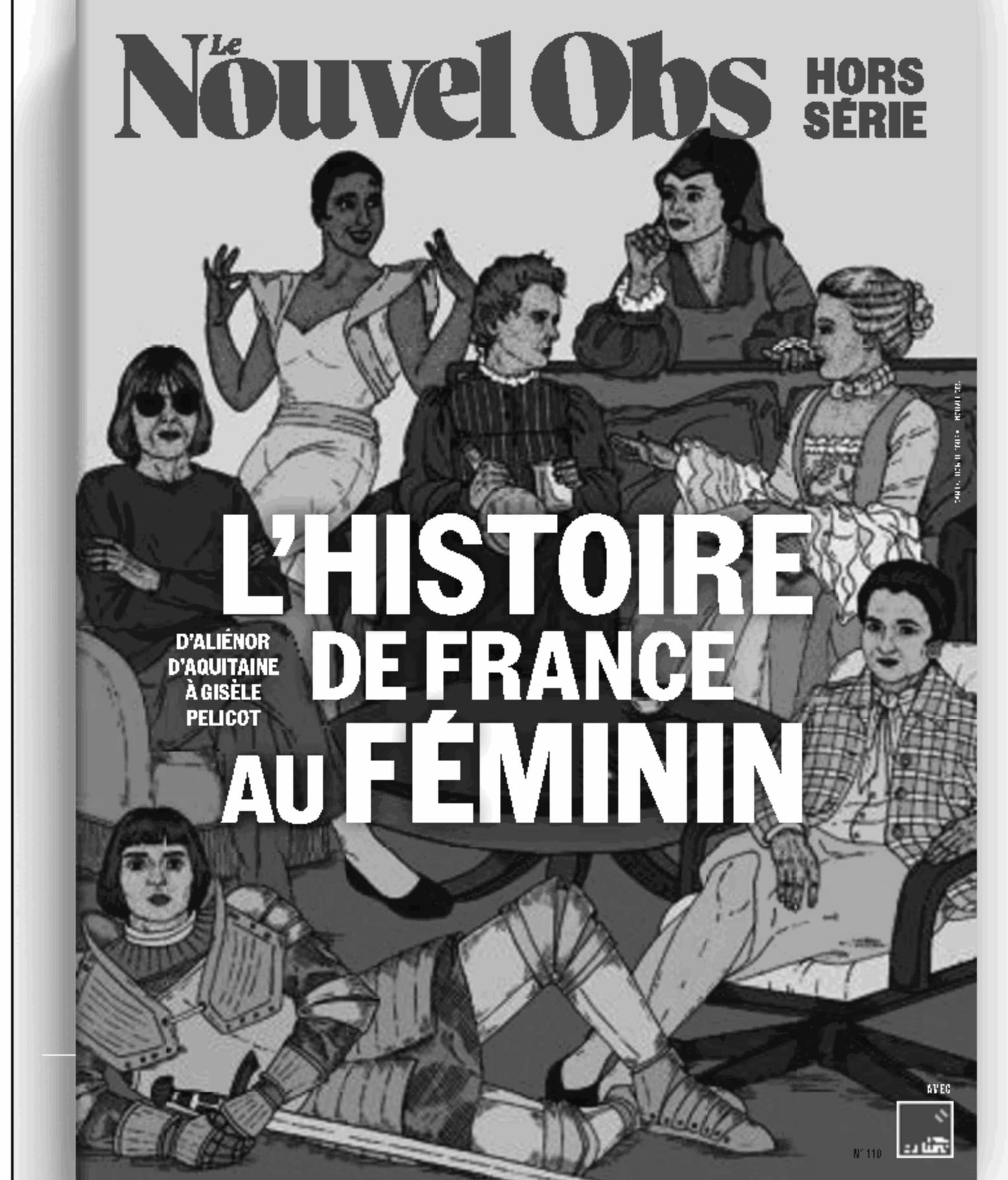
Le résultat? Comme le prévoit le code des collectivités locales, le préfet a constaté le rejet du budget, et pris le contrôle des finances départementales. Il a immédiatement saisi la chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine, chargée d'élaborer un nouveau budget dans un délai d'un mois. Une fois ce projet rendu public, le préfet pourra soit le mettre directement en œuvre, soit le corriger, sous réserve d'assortir alors sa décision d'une motivation explicite. En juin, le conseil départemental, qui emploie 2 000 personnes, fonctionnera donc sur la base d'un budget conçu par des magistrats et arrêté par l'Etat. ■

Pour les 350 000 habitants du département, ce remue-ménage ne devrait pas changer grand-chose. «Il n'y aura pas de «shut-

down» à l'américaine, assure auprès du Monde le préfet Jérôme Hamois. Le personnel départemental va être payé, et les dépenses obligatoires, soit environ 80 % du budget, seront honorées, par exemple pour financer le revenu de solidarité active [RSA], l'allocation personnalisée d'autonomie ou les réparations dans les collèges.» C'est sur les 20 % restants, notamment les subventions aux communes et aux associations, que des arbitrages interviendront. «Quand une collectivité est mise sous tutelle, les investissements non indispensables qui n'avaient pas été lancés sont en général gelés, observe le préfet. C'est sans doute ce qui va se passer ici.»

Pour François Sauvadet, cette première mise sous tutelle d'un département métropolitain a valeur d'avertissement. «Tous les départements sont en train d'entrer dans une zone de turbulences», alerte le président de Départements de France. Au sein du mille-feuille administratif français, les départements constituent la strate «la plus en difficulté», affirme l'ancien ministre. Il l'a répété lors du comité d'alerte sur les finances publiques organisé par le gouvernement le 15 avril: «En trois ans, l'Etat a imposé aux départements 5,5 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, notamment pour le RSA, tout en leur faisant perdre 8 milliards d'euros de recettes. C'est intenable!»

Selon ses estimations, la marge nette de l'ensemble des départements devrait tomber à 155 millions d'euros en fin d'année, contre 5,4 milliards en 2022. A ce rythme, «certains se retrouveront en faillite d'ici à la fin de l'année», prédit M. Sauvadet. Eux aussi se retrouveraient alors, comme la Charente, sous la tutelle de l'Etat. ■



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DENIS COSNARD

SALON DE SHANGHAÏ

SHANGHAÏ - envoyée spéciale

Le Salon de l'automobile de Shanghai a tourné une page. Fini les cérémonies à l'ancienne où, tout à coup, le son de la musique monte d'un stand, attirant tous les regards quelques secondes avant que le patron de la marque ne retire la housse de protection d'un nouveau modèle pour le révéler au public. «Je suis allé à deux présentations et cela a disparu, vous avez remarqué?», lance Xin Tianshu, le dirigeant de Leapmotor International, coentreprise entre Stellantis et la start-up chinoise Leapmotor.

Sur le stand d'en face, celui du groupe public Dongfeng, une marque historique qui veut revenir dans la course de l'électrique, «il n'a pas été question de nouveaux modèles ce matin, seulement de technologie. C'est comme si on était à une présentation de téléphone mobile. On parle du système d'exploitation, d'intelligence artificielle, de la manière dont elle permet à la voiture d'apprendre à conduire toute seule», poursuit-il. La carrosserie, la couleur, ce n'est plus un sujet. «Ce qui emporte la décision du client, c'est la manière dont la voiture va se connecter à sa vie», conclut Xin Tianshu. Ouvert mercredi 23 avril, puis accessible au public du 25 avril au 3 mai, ce salon, qui alterne avec celui de Pékin, marque un nouveau tournant pour l'industrie automobile. Un an plus tôt, les visiteurs s'extasiaient devant la SU7, voiture lancée par le fabricant de téléphones Xiaomi, digne d'une Porsche électrique pour beaucoup moins cher. On débattait encore des batteries et des temps de recharge.

RECHARGE EN CINQ MINUTES

En 2025, l'autonomie n'est plus guère un sujet : BYD promet la recharge en cinq minutes, CATL et Huawei ont fait des annonces encore plus spectaculaires. Et plusieurs constructeurs, notamment BYD, encore, ou la start-up Li Auto, ajoutent aux voitures électriques un prolongateur d'autonomie, en anglais «range extender», un petit moteur à essence qui recharge les batteries et permet de rouler jusqu'à... 1 400 kilomètres!

C'est autour de la conduite assistée et de ses chances de devenir un jour autonome que se cristallise l'attention. Avec d'autant plus d'intérêt que fin mars, une Xiaomi SU7, dont la conductrice s'est endormie au volant, après avoir s'être mis en mode assistance, a eu un accident, faisant trois morts. Le ministère de l'industrie et des technologies a intimé aux constructeurs de surveiller leur vocabulaire en distinguant bien conduite assistée et conduite autonome et en rappelant leurs responsabilités aux automobilistes. Lorsqu'ils utilisent la conduite assistée, dite de niveau 2, la voiture roule seule mais le conducteur doit être prêt à prendre les commandes. Lorsque la conduite est autonome – niveau 3 –, c'est la voiture qui devient responsable, le conducteur peut relâcher sa vigilance. Lorsqu'elle est de niveau 4 : il n'y a plus de chauffeur, c'est un robot-taxi. Les voitures chinoises ne sont pas encore au niveau 3. Mais elles promettent un niveau dit 2+, déjà impressionnant. «J'ai conduit pendant deux jours le modèle P7 de XPeng en conduite assistée, c'est incroyable,



La voiture volante Trumpchi Cove au Salon international de l'industrie automobile de Shanghai, le 23 avril. WANG ZHAO/AFP

A la foire chinoise de l'auto, on vend surtout des algorithmes

L'HYPERRUSSANCE AUTOMOBILE CHINOISE 2|3 Avec des modèles quasi autonomes, dopés à l'IA, le salon de Shanghai marque un nouveau tournant dans la révolution automobile

dingo, témoigne Cyril Drevet, présentateur de l'émission "Turbo" sur M6. Elle s'insère dans le trafic, évite les deux-roues, t'amène d'un point à un autre sans problème.»

Pour que les autres automobilistes repèrent qu'une voiture est en conduite assistée, le gouvernement a défini un standard : une lumière bleu turquoise sur les rétroviseurs. Cette conduite assistée n'est d'ailleurs pas réservée aux modèles les plus onéreux. BYD, qui est une marque accessible, grand public – et numéro un du marché –, propose son système dit «God's Eye» en série sur tous ces modèles, y compris d'entrée de gamme. Car les ventes sont d'abord tirées par les voitures électriques abordables, pas par les plus luxueuses, vedettes du salon.

C'EST AUTOUR DE LA CONDUITE ASSISTÉE ET DE SES CHANCES DE DEVENIR UN JOUR CONDUITE AUTONOME QUE SE CRISTALLISE L'ATTENTION

Quant aux robots-taxis, ils sont bien là, encore cantonnés à quelques quartiers tests de cinq villes. Mais les start-up qui les conçoivent préparent leur décollage. Au salon, l'une d'elles, Pony AI a présenté trois nouveaux modèles conçus avec Toyota, ainsi qu'avec Saic et GAC, deux constructeurs chinois détenus par l'Etat. Les lidars, ces radars lasers aussi nombreux que visibles qui servent d'yeux et de cerveau à la voiture, rassemblés dans une sorte de tour sur le toit, seront plus discrètement intégrés dans la carrosserie. Cette nouvelle génération de voitures sans chauffeur – la septième – sera produite en série, ce qui fera baisser leur coût de 70 %, promet la société. James Peng, le PDG de Pony AI, compte passer d'une flotte de 250 robots-

taxis à 50 000 mondialement en 2028. Car il vise bien le marché international, avec un avantage : ses voitures seront de 20 % à 30 % moins chères que celles de Waymo, la filiale d'Alphabet (Google), a-t-il déclaré au salon.

L'IA arrive aussi dans le châssis. C'est à qui présentera les suspensions les plus efficacement dopées par l'intelligence artificielle pour amortir les trous dans la chaussée et ne pas réveiller le passager en pleine sieste ou en plein film. Nio présente ainsi sur son stand une voiture se déhançant sur ses suspensions au rythme commandé par l'IA.

AVION À DÉCOLLAGE VERTICAL

Les puces ultrapiques, les radars à 360 degrés sortent des voitures pour équiper robots et drones, qui animent les stands. Chez Xpeng, le robot humanoïde quialue les visiteurs est constamment entouré, tout comme l'aéronef drone, sorti du coffre d'un pick-up futuriste, et prêt à décoller. CATL ou GAC ont aussi conçu leur petit avion à décollage vertical. Quant à BYD, il propose un coffre de toit adaptable à tous ses SUV ou 4x4, avec à l'intérieur, un petit drone qui peut, sur commande, suivre la voiture et la filmer.

Dans ce nouvel univers où les voitures sont toujours plus grandes, plus grosses, et plus gourmandes en données, il reste de moins en moins de place pour les marques occidentales ou japonaises. Fini le temps où l'immense parc des expositions avait un hall pour les marques étrangères et un autre pour les chinoises. Aujourd'hui, chaque groupe chinois occupe un hall, laissant, à la marge, une place aux étrangers. Volkswagen, Audi, BMW, Toyota, Mazda ou Ford font encore de la résistance. Toutefois, Volkswagen a fait son deuil de sa place de numéro un en Chine. «Notre objectif est d'être en 2030 la première marque internationale sur les véhicules nouvelle énergie», explique Stefan Mecha, son patron pour la Chine, qui a révélé, lors d'une soirée à grand spectacle, trois modèles conçus pour le marché local. Les constructeurs occidentaux ne changent pas si facilement leurs habitudes. ■

SOPHIE FAY

A Pékin, les centres commerciaux, nouveaux temples de la voiture électrique

IL TOMBE DES HALLEBARDES, vendredi 18 avril à Pékin, et le nouveau toit en verre du Jingxi Joy City, centre commercial aux confins orientaux de la capitale, n'a visiblement pas été bien colmaté. L'eau goutte jusqu'à l'entrée du magasin Tesla, cerné par deux boutiques de vêtements de randonnée. Une femme de ménage fait briller les sièges blancs d'une Model 3 rouge rubis. Les vendeurs sont jeunes. L'un d'eux, arrivé en avril, répète, brochures sous l'aisselle, que «Tesla reste la référence dans son domaine». Sur un mur blanc, on lit : «Posséder une Tesla = avoir une belle vie». Depuis 2022, en Chine, les fabricants de véhicules électriques, lancés dans une compétition acharnée, misent sur les centres commerciaux pour aller au contact de leur clientèle, laissant la périphérie des villes aux «ancêtres» de la voiture à essence.

Au Jingxi Joy City, sans doute par souplesse et prudence, les rivaux chinois de Tesla n'ont pas encore investi dans une boutique «en dur» : ils se partagent l'espace central du centre commercial, une sorte de hall de gare où l'on sirote son bubble tea avant de gagner les escalators vers les étages dévolus aux vêtements, aux jeux vidéo et aux restaurants. Chaque voiture a droit à sa petite estrade. A son pied, deux fauteuils en feutre, une table basse et un pupitre où se poste le commercial. «Avant, je travaillais dans le leasing d'imprimantes professionnelles japonaises», explique Mei Ulan, 27 ans et originaire de Mongolie-Intérieure. Sa mission est d'at-

tirer les clientes au sortir du magasin Lululemon, marque d'habits pour yoga, vers «sa» voiture, la Onvo L60, lancée en 2024 par le chinois Nio pour tailler des croupières à la Tesla Model Y. «Deux ans de recharge gratuite, emprunt sur cinq ans sans intérêts, soit 44 000 yuans [5 260 euros] d'économie, tout ça jusqu'au 30 avril, profitez-en!», récite-t-il. Juste à côté, c'est la L7 de Li Auto, constructeur de la province de Jiangsu. Les sièges massants et les écrans extra-larges de ce SUV en font un véritable home cinéma. Deux enfants s'y prélassent devant un dessin animé. «Ils avaient très envie de tester, mais je garde mon Audi», prévient leur père, un quadragénaire informaticien chez ByteDance (qui n'a pas souhaité donné son nom). Un commercial lui entonne la liste de toutes les aides publiques à l'achat : «Pour en profiter au maximum, il est conseillé de céder sa voiture à essence à un oncle immatriculé dans une autre province.» A bon entendre...

Attirer les promeneurs

Ici, les fabricants de téléphones portables ont été remisés au sous-sol. Pas d'Apple Store à l'horizon, mais les Honor, Oppo, Redmi, Vivo, Huawei sont bien là. Ce dernier est parvenu à faire entrer une Luxeed S7, sa berline développée avec le constructeur établi Chery. Dans les grandes artères de la capitale, les centres commerciaux pullulent et chaque enseigne doit y mettre du sien pour attirer les promeneurs.

Au luxueux Oriental Plaza de Wangfujing, souvent décrit comme les Champs-Elysées de Pékin, Xiaomi, fabricant de téléphones, d'objets connectés et, désormais, de voitures électriques, ne présente que son plus beau modèle, sous trois couleurs : la SU7 Ultra, avec sièges baquets et aileron arrière, à 106 000 euros. Au Wukesong Huaxi, l'ambiance est beaucoup plus survoltée. Ici, les magasins sont en partie tournés vers l'extérieur et font face à une patinoire en plein air, à un skatepark, à des toboggans géants et à des terrains de basket. Le lieu est, en somme, un parc d'attractions. Habillés en queue-de-pie et distribuant des roses, les vendeurs de voitures Huawei l'ont parfaitement compris.

Retour dans l'ouest de Pékin, où l'ancienne acieriette Shougang est devenue un parc de loisirs tourné vers la réalité augmentée et entouré de résidences huppées. Le site a conservé intacte son architecture industrielle et est présenté par les autorités comme un joyau de rénovation urbaine. Un centre commercial s'y est frayé un chemin au moment des Jeux olympiques d'hiver de 2022. Murs de briques apparentes et nature luxuriante : la thématique a forcé les marques automobiles à revoir leur copie. Plus question pour Li Auto, par exemple, de plagier le minimalisme immaculé de l'Apple Store. Place au camping chic, avec des tentes de coton, des plantes et des paniers en osier entre ses proéminents SUV. ■

JORDAN POUILLE (À PÉKIN)

Prochain article Wan Gang, père méconnu du miracle automobile chinois

Dans les campagnes et les petites villes, l'électrique à la peine

Pour des raisons liées au relief, au climat ou au niveau de vie, les véhicules à essence restent majoritaires en Chine

REPORTAGE

LINGYUAN (LIAONING, CHINE)
- envoyé spécial

Il suffit d'une heure trente en train rapide de Pékin pour accéder à une autre Chine, à la fois agricole et industrielle. A Lingyuan, dans la province du Liaoning, les hauts fourneaux et les centrales à charbon sont encerclés de serres familiales, dont les tulipes à large fleur et les lys orientaux se vendent à travers tout le pays. Sur les principaux boulevards, la propagande célèbre une ville «douce, sûre, propre et belle». Des panneaux publicitaires vantent un fabricant de ciment et des forfaits 5G. Aucune réclame à l'horizon pour le nouveau SUV de Xpeng, encore moins pour la dernière version du Model Y de Tesla. Et, de fait, presque aucune voiture électrique ne semble circuler dans cette ville de 224 000 habitants, rien parmi la flotte de taxis assurant, pour 20 yuans (240 euros), la navette jusqu'à la gare TGV de Niuheliang. La principale station-service Sinopec de la ville n'a d'ailleurs aucune borne de recharge à proposer.

Certes, l'économie locale n'est pas franchement propice à une avalanche de nouvelles voitures, a fortiori électriques. En décembre 2024, la principale acierie de Lingyuan, dont le chiffre d'affaires avait chuté d'un tiers en trois ans, a été rachetée par le géant étatique Ansteel, qui a aussitôt licencié 500 des 7 200 salariés. L'horticulture fait face, quant à elle, à une surproduction, et la municipalité lui cherche en urgence de nouveaux débouchés, notamment grâce à des jumelages avec des sites touristiques.

En 2024, le marché chinois a enregistré 31,4 millions de véhicules neufs vendus, dont 18,6 millions de thermiques. En 2023, c'était 30 millions, dont 20,6 millions de véhicules thermiques. Et qui dit voitures électriques neuves en abondance à la ville, dit voitures thermiques d'occasion à foison... à la campagne, ou à l'export.

Microfourgon à essence

Malgré le vent froid, Qian Kun quitte son préfabriqué en simple tee-shirt pour faire visiter son vaste parc automobile. Sa parcelle gravillonnée est gorgée de ces Buick, Citroën, Honda ou Mini Cooper qui, il n'y a pas si longtemps, peuplaient les grandes villes chinoises. «Je revends des voitures à essence très récentes, qui n'ont pas plus d'un an et demi. Les miennes viennent de Wuhan, dans le Hubei. Là-bas, il fait bon, le climat est plus favorable pour les batteries, alors les gens se laissent facilement séduire par l'électrique.»

Pour cet autre vendeur, qui accueille sur ses terres des voitures à essence de Shanghai et préfère l'anonymat, la raison du désamour pour l'électrique dans cette partie du Liaoning serait le relief. Lingyuan est parsemé de collines et de petites montagnes, variant de 270 à 1 300 mètres d'altitude. «Il faut de la puissance, du robuste, donc du moteur à essence, voire de l'hybride», tranche-t-il. Puis le manque d'argent n'aide

«IL FAUT DE LA PUISSANCE, DU ROBUSTE, DONC DU MOTEUR À ESSENCE, VOIRE DE L'HYBRIDE», SELON UN VENDEUR

pas. «Les paies baissent dans la sidérurgie parce que les gars ne font plus d'heures supplémentaires, les ventes baissent dans la fleur coupée, et pour tous les autres les retraites sont dérisoires.» Financée par les recettes fiscales, la retraite d'un paysan chinois ne dépasse pas 35 euros par mois, contre 402 euros en moyenne pour un salarié à la retraite en ville.

Foton, Wuling : la concession multimarque de Chen Fanhui est installée sur le parvis d'une église protestante au clocher de briques. Ses véhicules sont tous neufs, à essence et gris, la couleur typique du petit utilitaire en Chine. «Je vends une centaine de vans à essence par an ces temps-ci. C'est peu», dit-il en montrant sa pile de contrats. Le plus emblématique est sans doute le microfourgon à essence Wuling, plébiscité des ruraux pour sa polyvalence et son prix plancher. Les Français peuvent le repérer dans les films *Still Life* (2006) et *A Touch of Sin* (2013), de Jia Zhangke, qui capturent la vie des Chinois modestes.

Généreuse prime à la casse

Le Wuling est apparu dans les années 1980, fruit d'un partenariat avec le japonais Mitsubishi, pour répondre au budget et aux besoins des agriculteurs chinois. Il a été revisité dans les années 1990, grâce à l'appui de General Motors. Modernisé en 2015 et baptisé Wuling Hongguang («lumière rouge»), il se vend aujourd'hui à 5 400 euros. Son équivalent à propulsion électrique, développé à la demande du gouvernement pour faire entrer l'automobile électrique dans les campagnes, est proposé neuf à 5 700 euros, mais peut descendre à 3 300 euros une fois la généreuse prime à la casse déduite. Son autonomie se limite à seulement 200 kilomètres, mais il s'en est vendu près de 50 000 en Chine, à la ville comme à la campagne, en décembre 2024, soit plus du double de la Tesla Model 3.

Cette «lumière rouge» à zéro émission, comme d'autres modèles 100 % électriques bon marché, pourrait véritablement exploser en Chine rurale «si les concessions comme les stations de recharge étaient au rendez-vous», souligne Tu Le, consultant automobile qui prévoit un meilleur avenir pour l'hybride. La majorité de ces bornes de recharge, gérées par des sociétés privées, se concentre dans les zones urbaines, où la rentabilité est assurée. En janvier, les constructeurs Xpeng et Volkswagen ont toutefois signé un partenariat pour construire 20 000 stations de recharge rapide dans 420 villes, promettant d'atteindre celles les moins équipées. ■

JORDAN POUILLE

L'UE sanctionne Apple et Meta pour abus de position dominante

Les géants sont frappés de 500 et 200 millions d'euros d'amende. Mais, dans le contexte des «taxes Trump», Bruxelles avance prudemment

BRUXELLES - bureau européen

C'est peu dire que la Commission européenne a fait le service minimum. L'annonce, mercredi 23 avril, des premières amendes infligées au titre du Digital Markets Act (DMA), conçu pour empêcher les géants du numérique d'imposer leurs règles, s'est faite par communiqué de presse sans qu'aucun responsable politique de l'institution ait jugé utile de répondre aux questions des journalistes.

«Nous avons conclu que Apple et Meta ont enfreint le DMA», a commenté sur X Henna Virkkunen, la commissaire chargée du numérique. La femme politique finlandaise n'a même pas précisé le montant des pénalités : 500 millions d'euros pour Apple et 200 millions d'euros pour le propriétaire de Facebook, Instagram et WhatsApp. «Les décisions d'aujourd'hui envoient un message fort et clair», a, pour sa part, affirmé la commissaire à la concurrence, Teresa Riba, dans un communiqué, qualifiant les sanctions de «fermes et équilibrées».

Lorsque l'ouverture des enquêtes contre Apple et Meta, qui ont trouvé ici leur aboutissement, avait été annoncée fin mars 2024, leurs prédécesseurs, Thierry Breton (numérique) et Margrethe Vestager (concurrence), avaient pourtant largement communiqué sur le sujet, vantant une Europe à la manœuvre pour protéger ses entreprises des pratiques déloyales des grandes plateformes. Mais, depuis, Donald Trump a fait son retour à la Maison Blanche et lancé une guerre commerciale à coups de hausses de droits de douane tous azimuts, qu'il a provisoirement mise sur pause, le 9 avril.

Ne pas fâcher Washington

Dans ce contexte, Ursula von der Leyen a beau s'en défendre, la présidente de la Commission ne veut pas fâcher Washington. D'autant que Donald Trump s'en prend régulièrement à la régulation numérique européenne, qui a déjà coûté des dizaines de milliards d'euros aux champions américains de la tech. Elle a donc avancé avec une grande prudence sur la mise en œuvre du DMA, en repoussant l'issue à plusieurs reprises depuis la fin de 2024.

Mais la législation européenne prévoit qu'une fois une enquête ouverte, elle doit être menée à bien dans les douze mois qui suivent. Si elle n'avait pas respecté ces délais, «la Commission s'exposait à de grandes difficultés au Parlement européen qui a voté à 90 % pour le DMA», analyse Thierry Breton. Qui plus est, face aux attaques du vice-président américain J.D. Vance contre une Europe dont les lois brideraient la liberté d'expression comme aux ingérences d'Elon Musk dans la campagne électorale allemande, Bruxelles devait avancer.

Sous la pression des opinions publiques, des eurodéputés, des experts juridiques de ses services et de certains Etats membres, la Commission a choisi de le faire après le week-end de Pâques. Cette semaine-là, les institutions bruxelloises tournent au ralenti, le collège des commissaires ne se réunit pas et la plupart d'entre eux sont en déplacement.

Sur Apple comme sur Meta, «les décisions étaient prêtes depuis des semaines. Les annonces auraient pu être décalées de quelques jours», insiste Umberto Gambini, associé du cabinet de consultants Forward Global. En dépolitisant les sanctions prises

contre Apple et Meta, la Commission envoie à Washington «le signal qu'elle ne veut pas envenimer les choses», poursuit cet expert en numérique. «Il y a un côté : je sanctionne mais je m'excuse de le faire», regrette l'eurodéputée (Renew) Stéphanie Yon-Courtin. «J'aurais aimé que ça frappe plus tôt et plus fort, mais au moins, le cap est tenu», poursuit l'élue, qui appelle Bruxelles à «continuer à mettre la pression».

Les amendes annoncées mercredi peuvent sembler modérées par rapport à celles qui ont pu, jusqu'ici, être imposées aux géants de la tech dans le cadre du droit de la concurrence. A titre de comparaison, en 2024, Apple a été condamnée à payer 1,8 milliard d'euros pour abus de position dominante dans le streaming musical. Mais les sanctions pourraient s'alourdir si Apple et Meta ne se mettent pas en conformité avec le droit communautaire dans les soixante jours ouvrables. «Faute de quoi, ils s'exposent à des astreintes qui peuvent aller chaque jour jusqu'à 5 % du chiffre d'affaires quotidien», prévient la Commission.

La firme de Cupertino (Californie) doit supprimer les restrictions faites aux fournisseurs d'applications distribués dans sa boutique en ligne qui voudraient proposer leurs services en dehors de l'App

«Il y a un côté : je sanctionne, mais je m'excuse de le faire»

STÉPHANIE YON-COURTIN
eurodéputée (Renew)

Store. Quant au groupe de Mark Zuckerberg, il doit revoir la manière dont il demande le consentement des utilisateurs de Facebook et Instagram à des fins de profilage publicitaire. Il a déjà proposé une modification de son offre, mais les services de la Commission doivent encore l'expertiser.

«Un précédent pour tous»

«Les infractions identifiées ne concernent qu'une année. Les futures violations auraient pour conséquence des pénalités significativement plus lourdes», insiste l'eurodéputé (Parti populaire européen) Andreas Schwab. Ce n'est pas le montant [des amendes] qui compte, c'est le message. Le marché intérieur ne saurait tolérer de violations à la loi, même dans le monde digital.»

Mercredi, la Commission a par ailleurs prévenu Apple qu'elle pourrait être sanctionnée dans un autre dossier. Elle estime, à ti-

tre préliminaire, qu'elle ne respecte pas l'obligation d'offrir sur ses iPhone des solutions alternatives à l'App Store.

Outre-Atlantique, les réactions n'ont pas tardé. Apple a dit, mercredi, vouloir faire appel de la décision et jugé que «la Commission cible injustement Apple». Meta estime que l'Union européenne «tente de handicaper les entreprises américaines prospères tout en permettant aux entreprises chinoises et européennes d'opérer selon des normes différentes». Avant d'ajouter : «Il ne s'agit pas seulement d'une amende. La Commission nous oblige à modifier notre modèle économique, imposant de fait une amende de plusieurs milliards de dollars à Meta.»

«Ces amendes contre Apple et Meta créent un précédent pour tous, comme TikTok et X, qui croient échapper à nos lois en jouant sur des leviers politiques», a réagi, sur X, l'eurodéputé (Renew) Sandro Gozi. Mais, à ce stade, rien ne laisse penser que l'enquête contre le réseau social d'Elon Musk soit près d'aboutir. Ouverte dans le cadre du Digital Services Act, qui interdit sur le Web ce qui l'est dans le monde réel, elle n'est, pour sa part, soumise à aucun délai légal. ■

VIRGINIE MALINGRE



PODCASTS
Le goût de M

INSTAGRAM
@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN



PERTES & PROFITS | WHIRLPOOL

PAR ISABELLE CHAPERON

Le bouclier de «Captain America»

Les multinationales américaines, pas plus que leurs homologues européennes, ne goûtent la guerre commerciale lancée par le président des Etats-Unis, Donald Trump. La publication de leurs résultats du premier trimestre, mercredi 23 avril, a été l'occasion pour le fabricant de Post-it 3M, l'opérateur de télécoms AT&T ou le spécialiste du matériel médical Boston Scientific d'alerter sur les conséquences néfastes de cette politique. Les inquiétudes montent outre-Atlantique, pourtant, certaines voix discordantes s'y font entendre. Celles qu'écoute M. Trump ? Car une partie des industriels localisés aux Etats-Unis révèlent de se placer sous la protection du bouclier brandi par le nouveau «Captain America». A fortiori si l'acier qui l'a façonné ne provient plus du Canada, mais de Pittsburgh (Pennsylvanie).

«Avantage»

C'est le cas de Whirlpool. Marc Bitzer, le directeur général du géant des réfrigérateurs, s'est félicité, mercredi, des taxes aux frontières susceptibles d'éliminer les avantages indus dont bénéficient ses concurrents étrangers. «Depuis 2020, les producteurs asiatiques ont exploité des failles» dans les barrières douanières, qui ont créé un écart de prix de 70 dollars (62 euros) par appareil électroménager au détriment des industriels américains, plaide la firme. Celle-ci produit l'essentiel de ses

lave-linge et autres réfrigérateurs aux Etats-Unis, où elle réalise 80 % de son chiffre d'affaires : les ventes additionnelles sur le marché domestique peuvent ainsi compenser un recul de ses exportations en Europe ou en Asie.

En janvier, le patron de Caterpillar, Jim Umpleby, le leader mondial des engins de construction, qui célèbre ses 100 ans en 2025, avait aussi assuré que sa large empreinte industrielle de l'Illinois à la Californie, même si le nombre de composants sont importés, lui conférait un «avantage» en cas de guerre commerciale. Beaucoup de PME américaines espèrent également que les taxes frappant leurs compétiteurs étrangers vont les aider à regagner des parts de marché.

Ce n'est pas un hasard si M. Trump a choisi de se rendre, mardi 29 avril, à Macomb County (Michigan), pour célébrer ses cent premiers jours à la Maison Blanche. Dans ce berceau de l'industrie automobile, son objectif de «révolutionner» les usines américaines a de quoi trouver un écho favorable auprès des salariés de General Motors ou de Stellantis. M. Trump devrait souligner les dizaines de milliards de dollars d'investissements aux Etats-Unis promis par les constructeurs automobiles, les laboratoires pharmaceutiques ou les géants de l'électronique, depuis son entrée en fonctions. Un discours qu'il maîtrise à la perfection. ■

ArcelorMittal supprime plus de 600 postes sur sept sites français

Le premier sidérurgiste européen souhaite réorganiser sa production

C'est un «projet de réorganisation pour faire face à la crise de l'acier» qu'a annoncé, mercredi 23 avril, ArcelorMittal. Affirmant avoir déjà mis en œuvre «toutes les mesures possibles d'adaptation à court terme», le premier groupe sidérurgiste européen, deuxième mondial, a expliqué dans un communiqué devoir «envisager des mesures de réorganisation pour adapter son activité au nouveau contexte du marché et assurer sa compétitivité future». Celles-ci devraient entraîner la suppression «d'environ 600 postes» sur sept sites : Dunkerque et Mardyck (Nord), Florange (Moselle), Basse-Indre (Loire-Atlantique), Mouzon (Ardennes), Desvres (Pas-de-Calais) et Montataire (Oise).

Selon la CFDT et la CGT, 630 postes seraient concernés, 230 dans des fonctions dites «support», 400 à la production. Le détail n'est pas encore connu, 200 à 250 postes pourraient être concernés à Dunkerque, entre 120 et 150 à Florange, une centaine à Basse-Indre. Si les représentants des salariés avaient été informés dès le 11 février, lors d'un comité d'entreprise européen, de la volonté du groupe de délocaliser en Inde l'ensemble des fonctions support en Europe (ressources humaines, achats, marketing, informatique...), les suppressions de postes

à la production annoncées mercredi lors d'un comité social et économique (CSE) central ont pris tout le monde de court.

«Ça fait des mois qu'on travaille avec la direction pour trouver des solutions, obtenir des aides, et là, ils nous plantent un couteau dans le dos? C'est scandaleux!», déplore Jean-Marc Vécrin, coordinateur CFDT ArcelorMittal, qui devine déjà que des mobilisations vont suivre sur son site de Florange. «Ça va partir en suette, c'est sûr. Ça fait des années qu'on demande des efforts aux salariés, et là, on les roule dans la farine», déplore Reynald Quaegebeur, délégué syndical central CGT. «Et ce n'est qu'un début, Mittal va surfer sur la vague de la crise en Europe pour continuer de délocaliser.»

«Il a pillé nos usines»

La crise est réelle : depuis 2008, la production d'acier dans l'Union européenne a chuté de 30 % pour atteindre son plus bas niveau historique, et près de 100 000 emplois ont disparu, selon des chiffres de Worldsteel, l'association mondiale des producteurs d'acier. ArcelorMittal met en avant «une baisse de la demande de 20 % sur cinq ans et une forte augmentation des importations, qui représentent aujourd'hui 30 % du marché».

En cause, la concurrence féroce de l'acier chinois, fortement subventionné, mais aussi l'augmentation des prix de l'énergie depuis la guerre en Ukraine, qui a rendu les sites européens électro-intensifs moins compétitifs que leurs concurrents asiatiques, moyen-orientaux ou nord-africains. La hausse de 25 % des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, imposés par Donald Trump le 12 mars, est un nouveau coup dur.

Depuis 2008, le volume d'acier produit dans l'Union européenne a chuté de 30 %

«Après les suppressions chez ThyssenKrupp [11 000 postes] en Allemagne et les déboires des hauts-fourneaux de British Steel au Royaume-Uni [sauvés de la fermeture par une loi d'urgence], cet ajustement d'ArcelorMittal à la conjoncture était prévisible, analyse Marcel Genet, fondateur du cabinet Laplace Conseil. Le problème, c'est qu'il faudrait des investissements structurels, technologiques qui n'arrivent pas. Plus ils tardent, plus ArcelorMittal compromet l'avenir des sites français.»

Un sous-investissement que les syndicats français datent de l'offre publique d'achat de l'indien Mittal sur le groupe européen Arcelor

en 2006. «Il a pillé nos usines, nos savoir-faire, et n'a jamais investi, laissant pourrir nos outils pour aller exploiter nos brevets ailleurs dans le monde», regrette M. Quaegebeur. Le groupe a suspendu son investissement de 1,8 milliard d'euros pour la décarbonation du site de Dunkerque que l'Etat français avait proposé de soutenir à hauteur de 850 millions. «Ces projets de décarbonation doivent participer au maintien de l'emploi, il faut qu'ils se concrétisent», a estimé mercredi le ministre de l'Industrie, Marc Ferracci. «[Le directeur général d'ArcelorMittal] nous doit une réponse claire et précise» sur ces investissements, a réagi le sénateur du Nord Franck Dhersin (Horizons) : «Si la réponse ne nous convient pas il faudra envisager la nationalisation.»

«Que ce soit compliqué en Europe, je peux l'entendre, mais le groupe se porte bien, il n'a même jamais été en aussi bonne santé!», fait valoir le délégué CGT. «Faut arrêter de se moquer de nous! C'est un groupe mondial, il gagne des sous de l'autre côté du monde», renchérit Jean-Marc Vécrin (CFDT). En 2024, le groupe a réalisé 62,4 milliards de dollars (55 milliards d'euros) de chiffre d'affaires, pour un résultat net de 1,34 milliard de dollars. Il a par ailleurs annoncé, le 7 avril, une nouvelle campagne de rachats d'actions. ■

ALINE LECLERC

L'HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN D'ACTUALITÉ

N°4156 DU 24 AU 30 AVRIL 2025

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE L'HEBDOMADAIRE LA VIE

NUMÉRO SPÉCIAL

Jorge Mario Bergoglio
François
(1936-2025)

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le suisse Nestlé sous la pression du scandale des eaux minérales

Les ventes du géant de l'agroalimentaire ne sont pas pénalisées par les fraudes, mais il commence à se désengager de l'activité des eaux

De nouvelles contaminations ont été détectées, en mars et en avril, sur le site de production de Perrier, à Vergèze (Gard). Le scandale des eaux minérales, prétendument naturelles ou de source, continue d'éclabousser Nestlé en France. Cette affaire n'est toutefois guère perceptible dans les comptes du leader mondial de l'agroalimentaire, fort de ses marques Nescafé, Nespresso, KitKat ou Maggi. Il a d'ailleurs publié, jeudi 24 avril, un chiffre d'affaires en progression de 2,3 % à 22,6 milliards de francs suisse (24 milliards d'euros) pour le premier trimestre de son exercice fiscal 2025, et de 2,8 % à taux de change et périmètre constants. Il a également confirmé, à cette occasion, ses objectifs pour l'ensemble de 2025.

Il est vrai que l'activité des eaux est la plus petite du géant suisse. Elle pesait 3,2 milliards de francs suisses, en 2024 (3,5 % de son chiffre d'affaires total). Et a encore progressé de 3,9 % au premier trimestre 2025. Quant à la marge opérationnelle de la branche, estimée à 9,3 %, elle est très inférieure à celle du groupe dans son ensemble, qui s'est un peu tassée en 2024 pour atteindre 17,2 %. Mais ses marques, à l'image de San Pellegrino, Vittel ou Perrier, sont emblématiques.

Or, Vittel et surtout Perrier se sont retrouvées au cœur de la polémique depuis début 2024, mises en cause au sujet de traitements illicites des eaux qualifiées de «naturelles», pour faire face à la dégradation de la qualité des sources. La crise s'est encore amplifiée, en avril 2024, lorsque la société Nestlé Waters a été contrainte de détruire deux millions de bouteilles de la marque Perrier, en raison, de la présence de bactéries d'origine fécale. Rebelote, en mars et en avril

de cette année, lorsque, à trois reprises, des non-conformités bactériologiques ont été détectées lors de contrôles, bloquant des lots de bouteilles, dans l'attente d'expertises complémentaires.

Le site de Vergèze est sous pression. Début avril, des hydrogéologues, mandatés par l'Etat, ont donné un avis défavorable à la production de la célèbre eau gazeuse sous la dénomination «eau minérale naturelle». Le préfet du Gard, Jérôme Bonet, doit trancher et accorder ou non le renouvellement des autorisations de forage sous cette appellation. En parallèle, une commission d'enquête sénatoriale a été lancée fin 2024 avec pour mission de se pencher sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille. Nestlé n'est pas seul dans le collimateur. Le groupe Sources Alma, connu pour ses marques Cristaline ou Saint-Yorre, est aussi concerné. Les conclusions sont attendues mi-mai.

En février, une information judiciaire a été ouverte pour «tromperie» contre les deux entreprises.

Plus de transparence

Nestlé a réagi en créant, début 2024, une nouvelle marque baptisée «Maison Perrier». Elle est déclinée en une gamme de boissons gazeuses aromatisées, présentées comme des «eaux gazeuses créatives», mais sans la fameuse mention «eau minérale naturelle». Ces boissons peuvent donc être produites avec de l'eau extraite de puits de forage de Vergèze puis traitée pour être désinfectée. Le nouveau patron du géant suisse, Laurent Freixe, a aussi annoncé, en novembre 2024, sa décision de filialiser l'activité des eaux à compter du 1^{er} janvier 2025, prélude à un désengagement total ou

partiel de Nestlé. Le géant suisse, mis en examen dans le scandale des pizzas Buitoni contaminées, qui avait éclaté en 2022, avait déjà fait le choix de se désengager de l'activité de pizzas surgelées en Europe en créant une coentreprise avec le fonds d'investissement PAI. Il s'était aussi délesté, en 2023, de l'usine de pizzas surgelées Buitoni de Caudry, dans le Nord.

Lors de son audition par la commission d'enquête du Sénat, le 9 avril, M. Freixe a expliqué qu'une enquête interne avait été commandée, dont les résultats seraient partagés avec les autorités judiciaires. Le 16 avril, lors de l'assemblée générale du groupe, la fondation Ethos, qui représente les caisses de retraite en Suisse, a exigé plus de transparence, s'interrogeant sur le manque d'informations dans le rapport annuel sur ce scandale des eaux minérales.

Une mention en est faite, dans le rapport financier 2024 : «Avec la sécurité alimentaire comme principale priorité, les pratiques d'exploitation sur certains des sites de production d'eau minérale naturelle de Nestlé pourraient ne pas être en phase avec le cadre réglementaire applicable. Le groupe n'a pas identifié d'engagements significatifs à la date du bilan en lien avec ces pratiques. Dans ce contexte, aucune provision significative n'a été comptabilisée et aucun passif éventuel significatif n'a été identifié.» Seul le risque financier, jugé négligeable, est évoqué. Il est vrai qu'en septembre 2024 Nestlé a accepté de payer une amende de 2 millions d'euros pour éviter un procès dans les Vosges, terre de Vittel, à la suite de plaintes pour forages illégaux et tromperie du consommateur. Une somme modique. ■

LAURENCE GIRARD

SAO PAULO - correspondant

Pedro et José croyaient saisir une chance inespérée, sans imaginer qu'ils plongeaient en enfer. Début avril 2023, ces frères (dont le nom a été modifié), habitants miséreux de la municipalité de Berilo, dans le nord-est de l'Etat du Minas Gerais, croisent le chemin d'un recruteur provincial. Ce dernier leur propose un emploi dans la récolte du café, qui commence le mois suivant. Le travail est dur, mais la paie garantie. Ils se laissent convaincre.

Après seize heures de bus, le duo atteint enfin la ferme, à 1 000 kilomètres au sud. Stupeur : ici, les travailleurs sont entassés dans des baraquas à l'état déplorable. Le travail est mené de l'aube à la nuit tombée, sans congés, sans repos, sans accès aux sanitaires et, parfois, à l'eau potable. Prétendant des coûts d'énergie ou de maintenance, le patron leur verse un salaire réduit à quasi rien. Autant de pratiques assimilées à une forme d'esclavage moderne.

Alertée par une organisation non gouvernementale (ONG), la police libère les captifs au bout de quarante jours. Un soulagement pour les victimes, mais un cas hélas courant au Brésil, où le secteur du café est rongé depuis longtemps par l'emploi massif du travail forcé, ainsi qu'en témoigne une plainte déposée, jeudi 24 avril, auprès du service des douanes et de la protection des frontières des Etats-Unis par l'ONG Coffee Watch.

Celle-ci accuse sept multinationales du café, dont les géants Starbucks et Nestlé, de s'approvisionner en fèves chez des cultivateurs de café recourant largement à des formes d'esclavage moderne dans le sud du Minas Gerais. Affirmant disposer de « preuves accablantes », l'ONG a recueilli le témoignage d'ouvriers agricoles ayant travaillé dans des fermes de la région, dont celui de Pedro et José.

Contactés par *Le Monde*, Nestlé et Starbucks affirment n'avoir pas encore eu connaissance de la plainte déposée par Coffee Watch, et donc de ne pouvoir commenter celle-ci en détail. Les deux groupes affirment avoir mis en place des pratiques éthiques s'imposant à leurs fournisseurs. Nestlé déclare « promouvoir des conditions de travail décentes et respecter les droits humains tout au long de sa chaîne d'approvisionnement ». Le géant suisse s'engage, en cas de non-respect de ces critères, à « enquêter immédiatement et prendre les mesures qui s'imposent ».

Starbucks dit avoir instauré en 2004 « l'un des premiers ensembles de normes éthiques d'approvisionnement de l'industrie du café ». Baptisé C.A.F.E. (Coffee and Farmer Equity), celui-ci permet, selon le groupe américain, « d'évaluer[] les exploitations agricoles » afin de « promouvoir des pratiques de culture du café transparentes, rentables et durables, tout en protégeant le bien-être des producteurs et des travailleurs du café, de leurs familles et de leurs communautés. »

« Toutes ces entreprises affirment disposer de contrôles permettant de s'assurer des conditions de travail chez leurs fournisseurs. Mais elles violent sciemment leurs propres politiques et tirent profit du café récolté par des personnes esclavagées », accuse Ettelle Higonnet, directrice et fondatrice de Coffee Watch, qui exige le gel immédiat de l'importation de ces produits, conformément à la loi américaine, interdisant l'entrée de marchandises issues du travail forcé.

L'ONG s'attaque à un adversaire de taille. Le Brésil demeure le champion mondial du café, avec près de 40 % de la production globale. En 2024, le pays a exporté 3 millions de tonnes d'« or brun »



A la ferme Campo Alegre, à Patrocínio, dans l'Etat de Minas Gerais, au Brésil, le 9 juillet 2023. LELA BELTRAO/REPORTER BRASIL

PLEIN CADRE

Au Brésil, du café au goût de travail forcé

Des fermes brésiliennes pratiquant des formes d'esclavage fournissent des groupes comme Starbucks ou Nestlé, dénonce l'ONG Coffee Watch, qui a déposé une plainte aux Etats-Unis

vers 116 pays de la planète, pour 12,5 milliards de dollars (10,9 milliards d'euros) de revenus, soit 55 % de plus qu'en 2023. Les Etats-Unis demeurent son principal client, avec 16 % des ventes à l'international du « café do Brasil ».

Le secteur emploie 8 millions de travailleurs brésiliens, répartis dans près de 300 000 exploitations, dont la moitié sont situées dans le Minas Gerais, région leader de la production de la fève noire... mais aussi du travail forcé.

Selon les chiffres officiels, plus de 65 000 personnes esclavagisées ont été libérées au Brésil depuis 1995, les trois quarts dans des activités liées à l'agriculture et à l'élevage, mais aussi à la production de charbon, à la construction, au textile, à la déforestation, au travail domestique... Dans l'immense majorité, les victimes sont des hommes noirs et pauvres, recrutés par des intermédiaires véreux, surnommés *gatos* (« chats »).

Les châtiments physiques et psychologiques occupent une place de choix. « Le patron m'insultait, humiliait mon épouse, frappait mon fils au visage avec un bout de bois », relate par téléphone Gunaberg Ferreira da Silva, 38 ans, forcée de poser des clôtures et de planter de l'herbe à vache sans recevoir de salaire dans une ferme du Para, en Amazonie, en 2024. « D'ici, tu ne partiras jamais, et personne ne te fera sortir ! », menace le propriétaire terrien, qui confine la famille dans une baraque sans eau et sans électricité. Celle-ci parviendra à s'enfuir au bout de quatre mois.

« On a eu de la chance d'en ressortir vivants », dit ce saisonnier qui n'a pas terminé l'école primaire. Mais le fléau du travail forcé ne se limite pas au café. Le Brésil s'est inscrit dans l'histoire comme le pays emblématique de l'esclavage, où, en quatre siècles, près de 5 millions d'Africains furent déportés, soit près de la moitié du total de la traite négrière. Le 13 mai 1888, il fut le tout dernier Etat du continent américain à abolir l'esclavage.

Le phénomène ne frappe pas que les campagnes et s'insinue davantage, chaque année, dans les métropoles. Un tiers des travailleurs libérés par la police en 2024 évo-

«L'esclavage n'est ni marginal ni révolu. Il touche toutes les régions, toutes les couches sociales et tous les secteurs de l'économie.»

NATALIA SUZUKI
coordinatrice à l'ONG
Reporter Brasil

luaient dans un centre urbain. Parmi eux se trouvent quantité d'immigrants latino-américains, notamment boliviens et haïtiens, exploités par l'industrie du textile et du bâtiment. En 2022, un sauve-tout avait bouleversé le pays : celui d'une employée domestique brésilienne de 89 ans, réduite en esclavage par une riche famille de Santos, sur le littoral de São Paulo, durant... cinq décennies.

Le Brésil n'est pas inactif. Le pays a reconnu dès 1995 la gravité du travail forcé et adopté des mesures de répression, comme la création d'un groupe d'inspection mobile et de sanctions spécifiques contre les entreprises prises en flagrant délit. Les pratiques analogues à l'esclavage sont punies par le code pénal de deux à huit années de prison, et davantage encore si la victime est mineure.

De retour au pouvoir en 2023, Luiz Inácio Lula da Silva a fait de l'« éradication » de l'esclavage une priorité. Plus de 3 000 travailleurs ont été sauvés en 2023 (le plus haut chiffre en quatorze ans). En 2024, le gouvernement a ajouté 176 entreprises à la *Lista suja* (« liste sale »), répertoriant des

tique qui s'enracine dans l'histoire raciste et esclavagiste du pays. C'est structurel, culturel... donc, très dur à extirper. » Il appelle à la mise en place de politiques d'éducation de grande envergure sur le sujet. « Le problème, c'est aussi notre modèle économique, dit Natalia Suzuki. Le Brésil est tourné vers une logique d'exportation à grande échelle de produits agricoles au coût le plus faible possible. Cette obsession de compétitivité à tout prix est pratiquée au détriment des droits les plus élémentaires des travailleurs. »

A Coffee Watch, on espère que la plainte servira d'électrochoc au Brésil et au-delà. Le Parlement européen a voté, en 2024, pour l'interdiction des produits issus du travail forcé, mais le texte n'entre en vigueur qu'en 2027, alors qu'à Washington « tout est très confus depuis le retour de Donald Trump [en janvier] », note Etelle Higonnet. En mars, le président a levé une interdiction d'exportation aux Etats-Unis à l'encontre du groupe sucrier dominicain Central Romana. Accusée de travail forcé, l'entreprise est la propriété de la famille Fanjul, généreuse donatrice de la campagne du milliardaire en 2024. De quoi faire oublier ses pratiques esclavagistes. ■

BRUNO MEYERFELD

DS - CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44 QBE EUROPE SA/NV, sis Tour CBX - I Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :

LA CONCIERGERIE DU SUD BY KAZANOU SAS

107 Route de la Ligne Paradis 97410 SAINT-PIERRE RCS: 982 803 207 depuis le 29/01/2024 pour ses activités de : GESTION IMMOBILIÈRE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Tour CBX - I Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucun façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SAS LA CONCIERGERIE DU SUD BY KAZANOU.



La pépite mémorielle de Vignacourt

Pendant la Grande Guerre, un couple d'agriculteurs de la Somme piqué de photographie réalise des milliers de clichés de soldats alliés. Ce fonds inestimable attire chaque année, en avril, de nombreux touristes australiens venus commémorer leurs combattants morts sur le front

VIGNACOURT (SOMME) - envoyée spéciale

Depuis quelques jours, l'accent australien de voyageurs venus de l'autre bout du monde résonne en terre picarde. Ces visiteurs lointains débarquent dans la Somme pour y commémorer The Australian and New Zealand Army Corps Day (Jour de l'Anzac), la journée nationale du souvenir fêtée en Océanie, le 25 avril de chaque année, afin d'honorer tous ses morts au combat.

A l'origine, cet anniversaire célébrait surtout le premier engagement des contingents australiens et néo-zélandais dans la Grande Guerre, lors de la bataille de Gallipoli, qui opposa de mars 1915 à janvier 1916 l'Empire ottoman aux Britanniques et aux Français. Mais il est un autre 25 avril que ni les Australiens ni les gens du Nord ne peuvent oublier, celui de 1918. Ce jour-là, après une offensive héroïque, les forces australiennes reprennent à l'ennemi allemand le village de Villers-Bretonneux, dans la Somme, et stoppent l'avancée des troupes de Guillaume II visant à s'emparer d'Amiens, toute proche. La victoire est décisive mais terriblement meurtrière.

Sur le lieu de ces affrontements acharnés fut érigé, en 1938, le plus important mémorial national australien à l'étranger, dédié à tous les soldats du pays tués en France et en Belgique au cours de la première guerre mondiale : le Centre Sir John Monash, ainsi baptisé en hommage au stratège militaire alors à la tête du corps expéditionnaire. Ce 25 avril 2025, entourés de nombreux habitants des villages voisins et accompagnés par le timbre envoûtant des didgeridoos aborigènes, les Australiens y commémorèrent l'Anzac Day dès l'aube.

Villers-Bretonneux n'est pas le seul but de leur séjour dans la Somme. A une quarantaine de kilomètres du mémorial se niche un bourg rural, appelé Vignacourt, dont ils ne voudraient manquer la visite pour rien au monde. La cité de 2 500 âmes, elle aussi, est considérée

comme un haut lieu de l'amitié franco-australienne. Cerné par les champs de betteraves, ce « village rue » est semblable à tant d'autres en Picardie. Pourtant, une pépite mémorielle de la première guerre mondiale s'y cache, au 196, rue d'Amour, à la sortie de la commune. Pour la découvrir, il suffit d'ouvrir grand les yeux en pénétrant dans le corps de ferme sans âge, situé à cette adresse. Un hangar rénové y abrite depuis sept ans un étonnant musée : le Centre d'interprétation Vignacourt 14-18.

DES VISAGES RIEURS ET GRAVES À LA FOIS
Au mur, des dizaines et des dizaines de photos en noir et blanc. Des soldats, beaucoup de soldats. Des Anglais, des Indiens, mais surtout des Australiens coiffés de leur *slouch hat*, ce chapeau mou dont les larges bords protègent de la pluie et du soleil. Tous ces hommes jeunes – certains n'ont même pas 20 ans – prennent la pose, seuls ou entre copains. Ils semblent soulagés d'être là, protégés des orages d'acier pour quelques jours, le temps d'une permission, voilà ce qui se lit sur leurs visages rieurs et graves à la fois. Loin des portraits officiels de l'armée, ces images saisissent à la volée leur insouciance d'un instant.

De nombreux Australiens connaissent l'existence de cette collection exceptionnelle. On leur en a raconté l'époustouflante saga. La voici. Durant la première guerre mondiale, Vignacourt, situé à 18 kilomètres au nord-ouest d'Amiens, est une importante base arrière pour les Alliés, surtout après l'été 1916, lorsque la Somme est le théâtre d'intenses combats. « Nos gars s'accrochaient avec ténacité à la tranchée qu'ils avaient prise pendant que morts et blessés tombaient tout autour d'eux », témoignera l'aide-soignant australien Albert Coates, au cœur de la bataille de Pozières, commencée en juillet 1916 et achevée sept semaines plus tard. Au moins 23 000 Australiens y trouvèrent la mort. La Somme devint une boucherie à ciel ouvert.

A une bonne journée de marche du front, Vignacourt se métamorphose. La gare est

LOIN DES PORTRAITS OFFICIELS DE L'ARMÉE, CES IMAGES SAISISSENT À LA VOLÉE L'INSOUCIANCE D'UN INSTANT

agrandie, un aérodrome et un hôpital de campagne sont construits à la hâte. Sur le mur de la ferme aujourd'hui musée, un panneau est accroché. Un mot, un seul, y est inscrit : « Photo ». Apprenant que les tirages sont proposés sous forme de cartes postales, les permissionnaires accourent. Quel plus beau cadeau offrir à un père, une mère ou une fiancée, qui se languissent au pays ?

A l'initiative de ce studio improvisé dans la cour de leur exploitation agricole, Antoinette et Louis Thuillier forment un couple peu ordinaire. Au village, ils passent pour des originaires. Mobilisé en 1914 à l'âge de 28 ans, Louis Thuillier sert comme estafette, personne chargée de faire passer les messages écrits entre différents camps ou lignes de front. En 1915, il est démobilisé après avoir été blessé. Ce cultivateur autodidacte est un passionné de techniques nouvelles. Tracteurs, moissonneuses-batteuses, vélos et motos anglaises – il adore les Triumph – n'ont aucun secret pour lui. La photo non plus. Il possède un appareil à trépied et chambre noire ainsi que le matériel nécessaire au développement des plaques de verre, des négatifs en réalité.

Une fois revenu à la vie civile, le paysan comprend vite combien son passe-temps peut s'avérer lucratif. Certes, les habitants du bourg lui demandent de capturer là un mariage, ici un baptême, mais il perçoit vite l'intérêt des soldats prêts à débourser quelques francs pour passer devant l'objectif. La ferme devant continuer à tourner, il forme son épouse à l'art de la photographie.

Jeune femme moderne, Antoinette Thuillier se prend vite au jeu. A bien regarder les images exposées à Vignacourt, son style se reconnaît. Face à elle, les militaires se laissent aller et se prêtent volontiers à ses mises en scène insolites. Ils s'allongent à même le sol, montent sur un side-car ou posent joyeusement avec Robert, l'un des deux enfants du couple. Une toile de fond beige ornée de colonnades est censée rappeler un décor de la Belle Epoque. La photographie redouble

d'imagination afin de distraire ses protégés en uniforme.

Après l'armistice qui sonne le départ progressif des troupes du village, le duo remise au grenier l'appareil photo et le fruit de leur travail, soit 4 000 plaques de verre numérotées. Les trois quarts sont des clichés de soldats. Renouant avec ses passions mécaniques, Louis Thuillier se consacre alors à son cher atelier Peugeot, créé avant le conflit mondial. Est-ce la crise de 1929 ou la réminiscence de la guerre, quoi qu'il en soit, il se suicide en 1931.

UN TRÉSOR LONGTEMPS EN SOMMEIL

Antoinette et ses deux enfants, Robert et Roger, dédaignent alors le grenier et ses coins à souvenirs. La collection tombe dans l'oubli. Par miracle, elle survit à la seconde guerre mondiale. La famille Thuillier, partie se réfugier dans la Creuse en 1940, abandonne sa maison. Elle sera rapidement pillée, mais dans le grenier seul l'appareil photo est volé. Deux ans plus tard, après l'occupation de l'ensemble du territoire français par les troupes d'Hitler, Antoinette revient à Vignacourt, où elle est obligée d'héberger un officier allemand. Celui-ci choisit une chambre au deuxième étage de la maison. Juste au-dessus de sa tête, les plaques de verre, qui échappent à sa curiosité.

« Vous vous rendez compte ? Ces plaques auraient vraiment dû disparaître en 1939-1945, mais non, elles ont été sauvées, c'est incroyable ! », s'étonne encore Christian Thuillier, le petit-fils d'Antoinette et de Louis, âgé aujourd'hui de 73 ans. Debout dans la cour de la ferme, ce notaire à la retraite lève les yeux vers le grenier familial. « Je me souviens d'y avoir joué petit, quand ma grand-mère m'invitait à goûter. J'aimais regarder à la lumière quelques-unes des plaques. Les images étaient inversées, ça m'amusait. » Après la mort d'Antoinette Thuillier, en 1974, la famille ne prête guère attention au trésor iconographique en sommeil depuis tant d'années.



De gauche à droite, et de haut en bas : le soldat australien Herbert John Hunt (sur la moto) et un autre combattant. James Dillon, ancien ouvrier agricole, qui participa, en avril 1918, à l'offensive sur Villers-Bretonneux (Somme). Des soldats australiens. Un travailleur chinois. Joseph Maxwell (au premier rang, à droite), un des héros australiens de la Grande Guerre, avec d'autres officiers du 18^e bataillon australien. Louis Thuillier et Antoinette Thuillier, les auteurs de ces clichés. Tous ont été pris au studio Thuillier, à Vignacourt (Somme), entre 1915 et 1919.

VIGNACOURT 14/18

Un événement local finit par raviver les mémoires. Le 23 avril 1988, le maire de Vignacourt, Michel Hubau, inaugure sous un beau soleil la rue des Australiens aux côtés d'un officiel venu de Canberra, Alan R. Wood. L'élu picard honore ainsi la promesse, faite par ses ainés réunis en conseil municipal le 11 novembre 1918, de perpétuer le souvenir des soldats australiens, dont le sacrifice empêcha l'évacuation de la commune. L'exposition organisée pour l'occasion à l'hôtel de ville présente plusieurs images de la collection Thuillier. Des anciens ont en effet glissé à l'oreille du maire que, pendant la Grande Guerre, Antoinette et Louis disposaient d'un studio photo. La famille a accepté bon gré malgré de prêter des plaques.

Entendant parler de cette rétrospective, Laurent Mirouze, historien amateur spécialiste des armées du Commonwealth, découvre à son tour les clichés. « *Leur côté non académique me frappe immédiatement, se souvient-il. Je n'avais jamais vu de telles images auparavant.* » Malgré ses recherches, l'expert n'arrive pas à rassembler toutes les pièces du puzzle. Son travail, publié notamment dans le magazine *Militaria*, en octobre 1990, alerte Peter Burness, historien au Mémorial australien de la guerre, à Canberra, lui aussi intrigué par ces portraits. Ensemble, ils progressent dans l'enquête jusqu'à cette improbable expédition à Vignacourt : un matin glacé de février 2011, Peter Burness arrive, entouré d'une équipe de la télévision australienne Channel 7, représentée par son présentateur vedette Ross Coulthart.

Sur place, les langues se délient. En accord avec le reste de sa famille, Christian Thuillier conduit l'équipe, épaulée par Laurent Mirouze, jusqu'au grenier. La mise au grand jour de la collection préservée dans trois coffres est filmée en direct. L'émotion est à son comble lorsque Peter Burness, se saisissant d'une plaque au hasard, reconnaît immédiatement l'un des héros de la patrie australienne, Joseph Maxwell (1896-1967), décoré à

l'âge de 22 ans de la Victoria Cross pour ses actes de bravoure. Il est assis à droite au premier rang d'un groupe de huit officiers. Bras croisés, il regarde droit dans les yeux l'un des époux Thuillier. La prise de vue étant plutôt formelle, penchons pour Louis.

Le documentaire, diffusé en 2012 lors du show dominical de Ross Coulthart, suscite des milliers de réactions émues de descendants de soldats espérant reconnaître l'un des leurs. L'engouement est tel que l'homme d'affaires Kerry Stokes, le riche patron de Channel 7, décide d'acheter à la famille les 3 000 plaques dédiées aux militaires afin de les confier au Mémorial australien de la guerre. « *Ce fonds documentaire raconte de façon unique la présence australienne sur le front occidental en 14-18* », assure Lauren Hewitt, responsable des collections de ce musée militaire de Canberra. Il incite aussi nos concitoyens à se mobiliser pour retrouver la trace de l'un de nos chers soldats disparus. »

RETRouver UN NOM, UNE TRACE

Il est impossible en effet de mettre un nom en face de chacun des négatifs. Si les plaques ont été sauveées, tout comme la toile de fond Belle Epoque, le registre de facturation est resté introuvable. Alors, chaque pays cherche de son côté, partageant ensuite ses avancées. C'est le cas en Australie, sur le compte Facebook de Channel 7 appelé « The Lost Diggers » (« les terrassiers disparus », « diggers » étant le surnom donné aux militaires de l'Anzac, connus pour creuser des tunnels), mais aussi en Grande-Bretagne sur le site de la BBC « The Lost Tommies » (« les soldats britanniques disparus »). La France n'est pas en reste.

Si les plaques demeurent en Australie, la commune de Vignacourt dispose de l'accès à l'ensemble de la collection. Le bourg s'est fortement mobilisé depuis l'opération commando de Channel 7. Il s'est porté acquéreur, en 2012, du corps de ferme afin d'y installer le musée local, au prix de lourds travaux. Élu depuis 1995, le maire de la commune, Sté-

phane Ducrotoy, se souvient très bien des cars d'Australiens surgissant dans le village quelques mois après la diffusion du show de Ross Coulthart. « *La municipalité a alors pris conscience de l'importance du trésor dont nous disposions depuis si longtemps*, convient cet agriculteur de 60 ans. Mais investir dans ce projet a été compliqué. Certains, ici, sont opposés à l'idée de dépenser de l'argent pour remuer le passé. Pourtant cette collection, c'est l'*histoire de notre ville, et c'est aussi l'histoire avec un grand H.* »

S'il est une personne que l'école n'a pas besoin de convaincre de sa démarche, c'est bien Valérie Vasseur, responsable du Centre d'interprétation Vignacourt 14-18 depuis son ouverture, en 2018. Ancienne directrice du « centre ado » de la commune, puis animatrice territoriale, elle se montre particulièrement touchée par le visage de chacun de ces jeunes soldats qui ont offert leur vie pour son village et sa Picardie qu'elle aime tant.

Retrouver un nom, un parcours, une trace est devenu son quotidien. Aidée par Angèle David, sa jeune acolyte de 24 ans, elle plonge dans les archives sans relâche, comparant les photos de la collection Thuillier avec celles des mémoriaux militaires étrangers publiées en ligne. « *Je ne suis pas historienne, je cherche avec mes tripes* », avoue-t-elle en s'excusant presque. Elle ne devrait pas car cette flamme intérieure donne de sacrés résultats.

En septembre 2022, parcourant un site qui présente les photos des 15 485 soldats tasmaniens ayant servi durant la première guerre mondiale, Valérie Vasseur reconnaît le visage d'un homme dont le portrait attire souvent l'œil des visiteurs à Vignacourt. Le couple Thuillier l'a photographié coiffé de son *slouch hat*. Autour de son cou, une écharpe écossaise dont il a glissé les extrémités dans les poches de sa veste. Beau et puissant, il tient une cigarette au coin des lèvres.

Ce combattant, dont les états de service vantent le courage, s'appelle James Dillon, Valérie Vasseur le sait désormais. Ancien

ouvrier agricole, il participe en avril 1918 à l'offensive sur Villers-Bretonneux. Grièvement blessé, il meurt quelques jours plus tard, le 4 mai. « *Il est enterré au cimetière militaire britannique de Crouy-Saint-Pierre, à une quinzaine de kilomètres d'ici* », précise simplement l'attente gardienne de sa mémoire.

200 NÉGATIFS DE TRAVAILLEURS CHINOIS

En découvrant par la suite l'identité d'un lieutenant australien assis sur la moto d'un side-car, Valérie Vasseur et Angèle David relient cet officier à la cité souterraine de Naours, située à dix kilomètres de Vignacourt. Ce vaste réseau de galeries creusées dans la craie était lui aussi à l'arrière du front. Les soldats y allaient en excursion lors d'une permission et en profitait pour inscrire leur nom au crayon de bois sur les parois. Herbert John Hunt s'y reprend à deux fois avant de réussir à tracer HUNT en lettres majuscules. Juste au-dessous de son graffiti, il écrit « 4 MGC », pour 4^e Machine Gun Company, son affectation. Il tombera sur le champ de bataille le 10 août 1918, à l'âge de 23 ans.

Sur tous les hommes en uniforme immortalisés seuls ou en groupe, 250 seulement ont été identifiés. Il reste beaucoup à faire et cette quête va s'intensifier. Depuis 2019, un autre pays lointain s'intéresse aux clichés : la Chine. La collection Thuillier compte environ 200 négatifs de travailleurs chinois embaumés comme des dizaines de milliers d'autres par la France et l'Empire britannique pour servir de soutiens derrière les lignes de front. A Vignacourt, ce sont eux qui posaient les rails et construisaient les pistes d'atterrissement.

Invités par une association culturelle chinoise, Valérie Vasseur et le maire Stéphane Ducrotoy s'envoleront le 8 juin pour Shenyang, dans la province du Liaoning, afin d'y présenter officiellement une vingtaine de clichés. Auparavant, il leur faudra accueillir au village les Australiens venus saluer leurs héros. ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET



Aziz Shokhakimov,
au Palais de la
musique et des
congrès de Strasbourg,
le 27 février. TEONA GORECI

Aziz Shokhakimov, le chef venu d'Ouzbékistan

Le maestro, à la tête de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, sort un album consacré à Ravel

RENCONTRE

Il y a eu les « fins de mandat Covid-19 » – ces chefs d'orchestre qui ont quitté leur poste, comme Kent Nagano à l'Orchestre symphonique de Montréal, en silence, privés de concerts ou de tournée. Mais aussi les « prises de poste Covid-19 », qui ont commencé sans public, avec des musiciens à distance, dans une relative clandestinité. C'est le cas d'Aziz Shokhakimov, le jeune et talentueux Ouzbek recruté, en 2021, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg. Des débuts difficiles, si l'on en croit le maestro âgé de 36 ans. « Bien que je connaisse les musiciens pour les avoir dirigés plusieurs fois depuis 2014, les premiers contacts n'ont pas été évidents, reconnaît-il. Etablir une communication a pris du temps. Mais l'alchimie est meilleure chaque jour. »

Un euphémisme, si l'on en croit le premier enregistrement publié en 2023 chez Warner Classics, un album Tchaïkovski (*Symphonie n° 5*). Celui que le Syndicat de la critique venait de désigner « personnalité musicale » de l'année y révélait une sensibilité ardente et un stylisme raffiné à la tête d'une phalange strasbourgeoise remarquable de cohésion et d'homogénéité, de magnificence sonore. En 2024, un album Prokofiev confirmait l'entente cordiale, en attendant le beau *Daphnis et Chloé*, de Ravel, qui vient de sortir pour le 150^e anniversaire de la naissance du compositeur français. « Je me suis pris de passion pour la musique française à l'adolescence, notamment les partitions de Debussy et de Ravel, qui m'ont appris à apprécier les couleurs de l'orchestre, fait comprendre l'importance du plus petit détail. »

Bien qu'il dise se laisser volontiers porter par l'intuition, la voie à suivre s'impose dès la première confrontation avec l'œuvre,

« Debussy et Ravel m'ont fait comprendre l'importance du plus petit détail »

AZIZ SHOKHAKIMOV

le musicien est, de fait, connu pour le soin presque tatillon qu'il apporte aux répétitions. Les coups d'archet et l'articulation des cordes n'ont pas de secret pour le violoniste de formation qu'il est. Les vents lui ont, au contraire, demandé un certain apprentissage. Pour mieux développer une gestuelle appropriée, il s'est initié au cor. « Si la production sonore des cordes est immédiate dès le frottement de l'archet, il y a toujours, pour les vents, un infini décalage entre le souffle dans l'embouchure et le son, dont je dois tenir compte », précise-t-il.

Etre le premier chef d'orchestre ouzbek de l'histoire de la musique n'intimide pas Aziz Shokhakimov. Né à Tachkent le 3 octobre 1988, il grandit avec ses deux sœurs et son frère à Ortasary, une petite ville entourée de montagnes. Le père joue de la clarinette et du saxophone, la mère chante de la musique traditionnelle, mais aussi du jazz et de la pop. La musique classique occidentale y est naturellement enseignée, selon les principes rigoureux du très sélectif système soviétique, par une diaspora de professeurs russes immigrée pendant la seconde guerre mondiale.

En acceptant le double poste de directeur musical et artistique à Strasbourg, Aziz Shokhakimov a cependant marqué qu'il n'entendait pas se spécialiser dans le lyrique. « On retrouve dans le symphonique beaucoup de choses qui relèvent de la dramaturgie de l'opéra,

me-t-il. De nombreux solistes soviétiques se produisaient régulièrement en Ouzbékistan : les violonistes David Oistrakh et Leonid Kogan, le violoncelliste Mstislav Rostropovitch. D'un autre côté, nombre de musiciens ouzbeks partaient étudier à Moscou. »

Débuts à 13 ans

Aziz Shokhakimov choisira cependant l'Europe. A 11 ans, l'enfant prodige a dirigé son premier concert, et fait ses débuts à 13 ans avec l'Orchestre symphonique national d'Ouzbékistan (il sera, en 2006, nommé chef résident). Il a 14 ans lorsqu'il s'essaie pour la première fois à l'opéra avec *Carmen* en version russe au Théâtre Alicher-Navoï, à Tachkent : c'est en étudiant la dramaturgie de l'opéra de Bizet qu'il attrape définitivement le virus de l'art lyrique. « Bien que j'aie bénéficié dès le frottement de l'archet, il y a toujours pensé que la vraie tradition de la musique classique se situait plutôt en Europe », remarque-t-il. Après avoir obtenu en 2010, à 22 ans, un deuxième prix au concours de direction Gustav-Mahler, à Bamberg (Allemagne), Aziz Shokhakimov est appelé au Royaume-Uni, en Italie et en Allemagne.

De 2015 à 2021, il fait ses classes de *kapellmeister* (« chef d'orchestre ») au Deutsche Oper am Rhein (Düsseldorf et Duisburg), porté par le prestigieux Herbert von Karajan Young Conductors Award, dont il est lauréat en 2016, au Festival de Salzbourg. Le premier titre qu'il dirige dans la fosse n'est autre que *Carmen*, avec lequel il fait également ses débuts au Komische Oper de Berlin.

A 6 ans, le jeune garçon est admis à l'école Ouspenski pour enfants surdoués, où il étudie le violon, puis l'alto, ainsi que la direction d'orchestre avec Vladimir Neymer. « Je n'ai jamais cessé de cultiver cette double culture, affir-

me-t-il. C'est pourquoi les orchestres doivent absolument passer d'un répertoire à l'autre : le fait de suivre des chanteurs apprend aux musiciens à mieux s'écouter. » Cela va même beaucoup plus loin. Aziz Shokhakimov explique qu'il lui arrive de demander à un artiste lyrique d'« instrumentaliser » sa voix comme s'il chantait une mélodie au violon, en faisant presque abstraction du souffle, afin d'acquérir plus de souplesse. A l'inverse, un instrument qui passe, par exemple, d'une note haute à une note basse doit intégrer une notion de rupture et « penser » à la façon d'un chanteur qui se prépare avant de conquérir une note grave ou aiguë.

Sans aller jusqu'à adopter les prises de position radicales de l'ancien directeur musical de l'Opéra d'Etat de Vienne, Philippe Jordan (nommé à la tête de l'Orchestre national de France à partir de 2027), fustigeant les dérives de la mise en scène d'opéra, Aziz Shokhakimov se méfie du rejet systématique de la tradition au profit d'une prétenue course à la « modernité », qui inféode les œuvres au miroir social, sociologique et politique de l'époque. « Beaucoup de metteurs en scène ont de bonnes idées, temporent-il, et j'essaie toujours de comprendre leurs intentions. Mais la musique doit être respectée dans son intégrité. C'est une ligne rouge. Si la direction d'acteur ne marche pas pour les chanteurs, j'interviens. »

« Le fait de suivre des chanteurs apprend aux musiciens à mieux s'écouter »

AZIZ SHOKHAKIMOV

La sortie du Covid-19 a offert à Aziz Shokhakimov la fosse belcantiste du *Lucia di Lammermoor*, de Donizetti, à l'Opéra de Paris, en février 2023. Trois mois plus tard, il triomphait dans le rare *Conte du tsar Saltane*, de Rimski-Korsakov, dans la bouleversante mise en scène de Dmitri Tcherniakov, reprise de Bruxelles à l'Opéra du Rhin. Même succès avec le *Lohengrin* de Wagner, toujours sur la scène lyrique strasbourgeoise, en mars 2024, où le maestro offrait à la magistrale prise de rôle de Michael Spyres un contrepoint conjuguant plages intimistes et fastes épiques. Une incroyable fanfare de trompettes spatialement disséminées dans les loges et au premier balcon, en appelant la noblesse de Brabant au combat, avait fait basculer l'opéra tout entier dans la salle.

Pilier de la Philharmonie de Paris
Non content de rayonner au sein de son fief alsacien, le musicien est devenu un pilier de la Philharmonie de Paris. Outre les concerts annuels avec la phalange strasbourgeoise (en novembre 2024, un remarquable *Concerto pour violon*, de Khatchatourian, avec le violoniste franco-serbe Nemanja Radulovic), Aziz Shokhakimov a fait des étincelles au pupitre de l'Orchestre de Paris, où il remplaçait, le 16 octobre 2024, presque pied levé, son homologue tchèque Petr Popelka, qui avait déclaré forfait pour raison de santé. Au programme, la création française des *Chants de l'aube*. *Concerto pour violoncelle n° 2*, dédiée par Thierry Escaich à Gautier Capuçon, que le chef d'orchestre a dû monter en deux jours. Mais aussi le rare poème symphonique de Dvorak, *La Sorcière du midi*, et la 5^e *Symphonie en ré mineur*, op. 47, de Chostakovitch.

Aziz Shokhakimov partage avec ses musiciens son goût pour les échecs, le badminton, le ping-pong (où excellent certains violoncellistes) et le football. Mais il lui a d'abord fallu s'intégrer. « Comprendre la mentalité européenne, pour moi qui viens d'Ouzbékistan, m'a demandé beaucoup de temps et d'efforts, confie-t-il. J'ai pour cela étudié la philosophie, la sociologie et la géopolitique, avant de découvrir par un test ADN que je possédais 16 % de génome écossais. »

Le chef ouzbek ne manquerait pourtant pour rien au monde la fête de Norouz, cette célébration printanière du Nouvel An iranien, dont la pratique, héritée des temps préislamiques liés au zoroastrisme, a essayé dans toute l'Asie centrale, du Caucase au Moyen-Orient, en passant par l'Inde de la communauté parsie. « J'ai été hindouiste et végétarien pendant deux ans. J'ai lu la Bible, analysé le Coran, énumère-t-il. Mais c'est une période qui est derrière moi. Ma spiritualité, aujourd'hui, c'est la musique qui nous rassemble tous. Comme le disaient les premiers cosmonautes revenus sur Terre, il n'y a pas de frontières. C'est pourquoi je trouve que nous sommes tous un peu trop égoïstes. » L'unique souhait d'Aziz Shokhakimov pour l'avenir ? La fin de toutes les guerres. ■

MARIE-AUDE ROUX

Concerts avec l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, sous la direction d'Aziz Shokhakimov, au Palais de la musique et des congrès de Strasbourg. Le 25 avril : Debussy, Mozart et Le Sacre du printemps, de Stravinsky. Jan Lisiecki (piano).
Les 22 et 23 mai : Symphonie n° 2, de Mahler, avec Valentina Farcas (soprano), Anna Kissjádít (mezzo), Chœur de l'Opéra national du Rhin et Chœur philharmonique de Strasbourg.
Disque : Daphnis et Chloé, de Ravel, Warner Classics.

Entre New York et Paris, Charlotte Gainsbourg en directrice de ballet

Avec « Etoile », Prime Video propose une fiction foisonnante et flamboyante sur l'univers de la danse

SÉRIE

Pourquoi Jack McMillan (Luke Kirby) ne se résout-il pas à supprimer les programmes en papier distribués avant chaque représentation du Metropolitan Ballet Theatre? Peut-être parce que, quand il était petit, ce fils de grands mécènes arpentait les coulisses pour recueillir les signatures des danseurs qu'il admirait. Aujourd'hui, Jack a du mal à tenir face aux restrictions budgétaires et aux mauvaises critiques qui touchent sa compagnie, derrière laquelle on reconnaîtra l'American Ballet Theatre de New York. De l'autre côté de l'Atlantique, le Covid-19, la démotivation des danseurs et la désaffection du public menacent le mandat de Geneviève (Charlotte Gainsbourg) à la tête du Ballet national, double fictionnel du Ballet de l'Opéra de Paris.

Mais Geneviève, qui eut par le passé une aventure avec Jack, a une idée à lui souffler: pourquoi ne pas échanger des stars entre les deux compagnies, pour injecter du sang neuf et titiller la curiosité du public? Crispin Shambles (Simon Callow), le gênant mécène du Metropolitan Ballet Theatre, applaudit des deux mains, qui voit l'occasion de mettre la main sur Cheyenne Toussaint (Lou de

Laâge), danseuse vedette mais caractérielle du Ballet national.

Il fallait bien les créateurs de *Gilmores Girls* et *La Fabuleuse Mme Maisel* pour donner du corps à ce pitch improbable qui pourrait être celui d'un épisode d'*Emily in Paris*. En commandant deux saisons d'emblée, Prime a donné au couple Amy Sherman-Palladino et Daniel Palladino les moyens de faire oublier l'échec de *Bunheads*, autre série sur la danse créée par Amy Sherman-Palladino au début des années 2010, annulée au bout d'une saison. Leur maîtrise des codes de la comédie et une infinitésimale dose de kitsch font le reste. A rebours des représentations froides et infusées de sérieux du milieu, *Etoile* est une série foisonnante et flamboyante, qui témoigne d'une fine connaissance du sujet de la part de ses créateurs, et d'une grande tendresse envers les danseurs et l'artisanat du spectacle.

La série manie l'humour transculturel avec ce qu'il faut de clichés et d'autodérision



Geneviève (Charlotte Gainsbourg, au centre), dans « Etoile », d'Amy Sherman-Palladino et Daniel Palladino. PHILIPPE ANTONELLO/PRIME VIDEO

Un pied de chaque côté de l'Atlantique, la série manie l'humour transculturel avec ce qu'il faut de clichés et d'autodérision. Ce ton, qui s'accorde étonnamment bien des deux langues, permet à Charlotte Gainsbourg de s'éloigner de son registre habituel, pour interpréter avec un certain naturel la patronne maladroite, mais tenace, du Ballet national. Autour d'elle et de Jack tournoient des personnages hauts en couleur, et souvent brillamment incarnés.

Harpie en tutu
A ce jeu les Américains prennent souvent l'avantage, même si certains francophones – Gabin (Ivan du Pontavice), le danseur à gros ego, Raphaël (Yanic Truesdale, qui reprend presque trait pour trait son personnage de Michel dans *Gilmores Girls*) l'assistant ou Bruna

(Marie Berto) la matrone – tirent les séquences parisiennes vers le haut. Lou de Laâge travaille son personnage à l'usure et finit par convaincre dans son rôle de harpie en tutu, de loin le moins facile.

Les scènes dansées sont particulièrement soignées, au point de tirer parfois la série vers la comédie musicale. Ecartant la question de la création au profit de celle de la modernité, et de la façon de faire aimer un art vivant quand l'attention est cannibalisée par les écrans, *Etoile* appelle à lever les yeux, y compris vers les écrans, à condition que ce soit ensemble. Le

message a beau ne pas être nouveau, il ne manque pas de vitalité, et fait oublier la longueur des épisodes et un trop-plein d'arches narratives pas toutes réussies.

Mais, si *Etoile* passe à deux doigts du miracle, c'est surtout en raison de ses choix linguistiques étranges. Pour une série à cheval sur deux continents, mélanger l'anglais et le français entre comédiens français n'a pas de sens – si ce n'est celui, cynique, de rendre la série plus facilement exportable. Cela donne quelques scènes absurdes, comme celles qui voient Geneviève et sa sœur osciller

AUDREY FOURNIER
Etoile, série créée par Amy Sherman-Palladino et Daniel Palladino. Avec Charlotte Gainsbourg, Lou de Laâge, Luke Kirby, Gideon Glick (EU, 2025, 8 x 60 min). A la demande, sur Prime Video, à partir du 24 avril.

Un projet de fresque pour dénoncer les violences sexuelles au sein de l'Eglise

Sœur Samuelle, victime du prêtre et mosaïste Marko Rupnik, a lancé, lundi 21 avril, la réalisation d'une mosaïque collective

Drôle de coïncidence. Lundi 21 avril, quelques heures après la mort du pape François, sœur Samuelle, une religieuse ermite vivant dans l'Aube, et le cinéaste Quentin Delcourt annonçaient le lancement d'un projet artistique baptisé *Renaissance*: une mosaïque géante de 50 mètres carrés qui sera créée collectivement par une dizaine de religieuses et religieux victimes d'abus spirituels et sexuels au sein de l'Eglise catholique, avec le concours de journalistes, d'avocats et d'amis. L'œuvre sera par la suite décomposée en 200 morceaux, avec l'espoir de les déposer de manière permanente dans autant de lieux saints décorés par Marko Rupnik, prêtre jésuite et mosaïste star, accusé de violence psychologique et d'agressions sexuelles par une quarantaine de femmes.

Quentin Delcourt n'avait pas choisi le jour de Pâques au hasard pour lancer officiellement ce projet: «C'était l'idée d'une résurrection avec ses plaies», affirme-t-il. La mort, le même jour, du souverain pontife a finalement donné une résonance inattendue à ce projet. D'autant que le pape jeûne, qui n'a pas manqué d'ambiguïté sur ces sujets, est soupçonné par la presse italienne d'avoir longtemps couvert Rupnik. En octobre 2023, le Vatican, dont le mosaïste avait décoré la chapelle Redemptoris Mater, a fini par le

ver le délai de prescription afin de permettre la tenue d'un procès, sans cesser pour autant d'utiliser les mosaïques de Rupnik dans sa communication en ligne. «Le pape François n'a pas du tout compris la gravité de la chose et n'a pas été d'une grande clarté au sujet de Rupnik», regrette sœur Samuelle.

Oeuvre de réparation

Formée de 2010 à 2014 dans le Centre Aletti, l'atelier de mosaïque fondé par Marko Rupnik à Rome, la religieuse a participé à de nombreux chantiers de l'ancien jésuite en Italie, en Espagne ou en Pologne. Avec beaucoup de pudeur, elle parle aujourd'hui d'une «emprise à caractère sexuel». Une emprise d'ordre artistique aussi, dont elle a mis du temps à s'émanciper. «Une fois que j'avais quitté son atelier, je n'arrivais pas à faire autre chose que du Rupnik», raconte-t-elle. Longtemps, sœur Samuelle a tué ses tourments. Jusqu'à ce que, en décembre 2022, une ancienne religieuse italienne, Gloria Branciani, accuse publiquement Rupnik d'abus sexuels. D'autres femmes lui emboîtent le pas. En 2023, sœur Samuelle prend à son tour la parole pour «mettre les faits au jour afin d'obtenir un minimum de réparation».

Fin 2024, le cinéaste Quentin Delcourt, rencontré un an et demi plus tôt, lui enjoint d'imaginer une œuvre de réparation. Sœur

Samuelle, qui avait commencé un travail de reconstruction personnelle, acquiesce. «J'ai accepté, parce que la réparation que j'attendais de la part de l'Eglise ne venait pas, et je me suis dit que peut-être cela ne viendrait jamais.» L'idée s'impose de documenter la réalisation de la fresque dans un film, *La Symphonie des tesselles*, qui donnera aussi la parole à d'autres religieuses abusées, ainsi qu'une composition musicale, orchestrée par Baptiste Capitanio.

Une opération de financement participatif vient d'être lancée sur la plateforme Proart afin de lever les 300 000 euros nécessaires au projet, que le duo aimerait exposer dans un centre d'art en France, en même temps que les œuvres de sœur Elia, une religieuse et artiste victime d'abus sexuels de la part du père Marie-Dominique Philippe, fauchée par un cancer foudroyant, en février, à l'âge de 51 ans. En attendant que d'autres viennent lui prêter main-forte, sœur Samuelle a déjà réalisé le dessin de la fresque: à gauche, des chemins de terre asséchée, auxquels succèdent des lignes plus ondulantes, symboles d'une vie qui reprend ses droits. «Pendant des années, Rupnik m'a dit que je ne pouvais rien faire sans lui, indique-t-elle. Avec ce projet, je me dis: "Je peux être sans toi, je peux faire sans toi."» ■

ROXANA AZIMI

À partir du 24 avril 2025
Théâtre du Lido

Les plus grandes chansons de Céline Dion dans un spectacle hilarant



LIVRET
MARLA MINDELLE - CONSTANTINE ROUSOULI - TYE BLUE

ORCHESTRATIONS ET ARRANGEMENTS
NICHOLAS JAMES CONNELL

MISE EN SCÈNE TYE BLUE

CHO RÉGÉGRAPHIE ELLENORE SCOTT

Présenté en accord avec Music Theatre International www.mtishows.eu



Réservez : lido2paris.com

LE FIGARO le Monde WS

Les obsessions du collectionneur Jean Chatelus

A Paris, le Centre Pompidou expose plusieurs centaines d'œuvres souvent sulfureuses

ARTS

Dès les premières pages du monumental catalogue (544 pages, plus les annexes) consacré à la collection de Jean Chatelus (1939-2021), dont a hérité la Fondation Antoine de Galbert qui l'a, après inventaire et restauration, donnée au Centre Pompidou, à Paris, une photographie résume assez bien l'esprit de ces gestes successifs: Antoine de Galbert, qu'on ne surprend pas facilement, a l'air interloqué et semble ne plus savoir où donner de la tête. Chatelus le regarde, il est hilare.

Les deux hommes sont au domicile parisien du collectionneur, deux étages d'appartements, plus un petit hangar et la loge abandonnée de l'ancien concierge, acquis au fil des ans pour abriter environ 573 œuvres d'art contemporain – surtout des installations –, mais aussi d'art premier et d'art populaire. Un bazar incroyable au milieu duquel vivait Chatelus, et que l'artiste belge Wim Delvoye, lui non plus pas aisément à étonner, qualifie dans le petit film présenté à l'entrée des salles de l'exposition proposée au Centre Pompidou à Paris, d'«énormément bizarre». Ce qui donne son titre à l'exposition. «Vous êtes célibataire, j'imagine?», demande Delvoye à Chatelus, qui lui répond: «Ah, oui, comment le savez-vous?» «Un type qui vit comme ça doit être célibataire, personne ne peut vivre avec lui», conclut l'artiste belge.

Qui visitera l'exposition, que l'on déconseille aux âmes sensibles, comprendra aisément pourquoi. Et encore, seules deux de ses pièces de vie ont été reconstituées à peu près à l'identique, le reste des œuvres étant accrochées de manière plus muséale. Car Chatelus avait horreur du vide. Il disait qu'il ne collectionnait pas, mais qu'il amassait. Le moindre pan de mur et même les plafonds accueillaient des œuvres, parfois fort fragiles.

Syndrome de Diogène? Pas vraiment, puisqu'il lui arrivait de revendre: sa collection fut d'abord constituée avec son salaire d'enseignant à l'université. Agrégé d'histoire, il avait soutenu une thèse d'Etat intitulée *Peindre à Paris au XVIII^e siècle* (elle fut partiellement publiée aux éditions Jacques

line Chambon en 1991). Comme il achetait souvent les artistes très tôt dans leur carrière, il pouvait réaliser ainsi de belles plus-values. Ce fut le cas avec une sculpture de Maurizio Cattelan, *Untitled (Gérard)*, figurant un mendiant, acquise chez Emmanuel Perrotin puis revendue chez Christie's pour vingt fois son prix d'achat. Il le regretta un peu par la suite, puisque la cote de Cattelan n'a cessé de grimper, et qu'il aurait pu, s'il avait attendu, en tirer beaucoup plus.

Frénésie d'achats

Mais il lui fallait des liquidités pour en acheter d'autres: «Je préfère la nouveauté à tout», confiait-il à l'historienne d'art Anne Martin-Fugier (*Collectionneurs. Entretiens*, Actes Sud, 2012). C'est d'ailleurs ainsi qu'après avoir, tout jeune homme, commencé sa collection dans les années 1970 avec des artistes surréalistes peu connus, il avait pu passer à une autre échelle: il avait acheté à petit prix, puis revendu au plus haut du marché, juste avant la crise de 1990, une des pires que le monde de l'art ait connues, des œuvres d'un constructiviste russe, Pavel Mansourov (1896-1983). Grâce à ce pécule, et dans un marché devenu atone, il avait pu satisfaire sa frénésie d'achats. En se fixant, comme à son habitude, une limite. A ses débuts, 20 000 francs et vers la fin, 100 000 euros. Anticipant la crise de 2008, il avait de même cédé une œuvre de Thomas Hirschhorn pour procéder de la même manière, regrettant a posteriori que le marasme ait cette fois peu duré...

Chatelus était un homme sinon secret du moins fort discret, et connu des seuls marchands avant qu'une partie de sa collection soit révélée en 1995 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris par l'exposition «Passions privées», où Suzanne Pagé lui avait consacré une salle. C'est là que l'avait découvert Antoine de Galbert, qui lui en consacra une à son tour lors de l'exposition inaugurale («L'Intime. Le collectionneur derrière la porte») de la Maison-Rouge à Paris, en 2004. Ils y avaient reconstruit sa chambre à coucher.

Le Centre Pompidou s'est contenté du seul lit, mais il résume assez bien l'esprit de Chatelus: œuvre de l'Américaine



«Enormément bizarre», exposition de la collection de Jean Chatelus, au Centre Pompidou, à Paris, en avril. AUDREY LAURANS/MNAM

Julia Scher, il fait partie d'une série intitulée «Surveillance Bed». Les quatre montants du lit supportent chacun une caméra de surveillance et autant de moniteurs vidéo qui, pour trois d'entre eux, montrent le dormeur, et pour le quatrième, dans le cas de l'œuvre de Chatelus, diffusent des films pornos plutôt sadomasos. Dans un musée, c'est dérangeant, surtout quand on comprend qu'il dormait réellement dedans: on n'imagine pas François Pinault prendre ses quartiers dans *Roxys*, la reconstitution qu'il possède du bordel militaire conçu par Edward Kienholz (1927-1994)...

Ce que le musée ne montre pas, c'est ce qu'il y avait, au plafond, un assemblage de collants et de slips coquins réalisé par la Néerlandaise Madeleine Berkhemer (1973-2019). A proximité, un Sigmar Polke (1941-2010) réellement cochon, ou encore des œuvres d'Eugen Gabitschevsky (1893-

1979), figure de l'art brut qui fut également un chouchou de Daniel Cordier (1920-2020) et est numériquement l'artiste le mieux représenté dans la collection. Mais, aussi, une châsse-reliquaire abritant une sculpture de cire très réaliste représentant le corps de sainte Philomène, canonisée par erreur au XIX^e siècle avant d'être déclassée par le pape Jean XXIII (on lira là-dessus l'indispensable *Dictionnaire des saints imaginaires et facétieux*, de Jacques Merceron, Seuil, 2002), aujourd'hui hors de prix, mais dont les œuvres «trash» séduisent

fut une des références dévotionnelles du fameux curé d'Ars.

Une parmi d'autres bondieuseries d'un goût très saint-sulpicien qui pouvait être celui de sa mère, une Lyonnaise fort dévote mais bien peu aimante, et qui le destinait au séminaire. Ces objets de piété sont condamnés par la volonté de Chatelus à cohabiter avec des œuvres contemporaines qui, toutes ou presque, sentent le soufre. Manière pour lui de se venger d'une jeunesse peu heureuse? Mais il n'hésitait pas non plus, lorsqu'il avait des convives à table, à installer à la place d'honneur une momie péruvienne (celle d'un enfant), qui, le reste du temps, cohabitait avec le squelette d'un fœtus ou avec une tête réduite par les Jivaros. Cela se mariait fort bien avec l'esthétique caca-boudin des actionnistes viennois, ou du Californien Mike Kelley (1954-2012), aujourd'hui hors de prix, mais dont les œuvres «trash» séduisent

très tôt Chatelus – «On lui réservait les pièces les plus «gore», celles dont personne ne voulait», témoigne une galeriste – bien avant qu'il ne soit à la mode.

De même pour Michel Journiac (1935-1995) ou Joel-Peter Witkin, dont les œuvres permettent de comprendre pourquoi la visite de l'exposition est déconseillée au jeune public par le Centre Pompidou, qui a cependant eu le culot, qu'il faut saluer, d'en accepter le don. Chatelus lui-même avouait: «J'aime ce qui est un peu dégoûtant.» Un marchand, cité dans le catalogue, résume ses préférences: «Il aime le sang, le sexe et la mort.» Le réel, quoi... ■

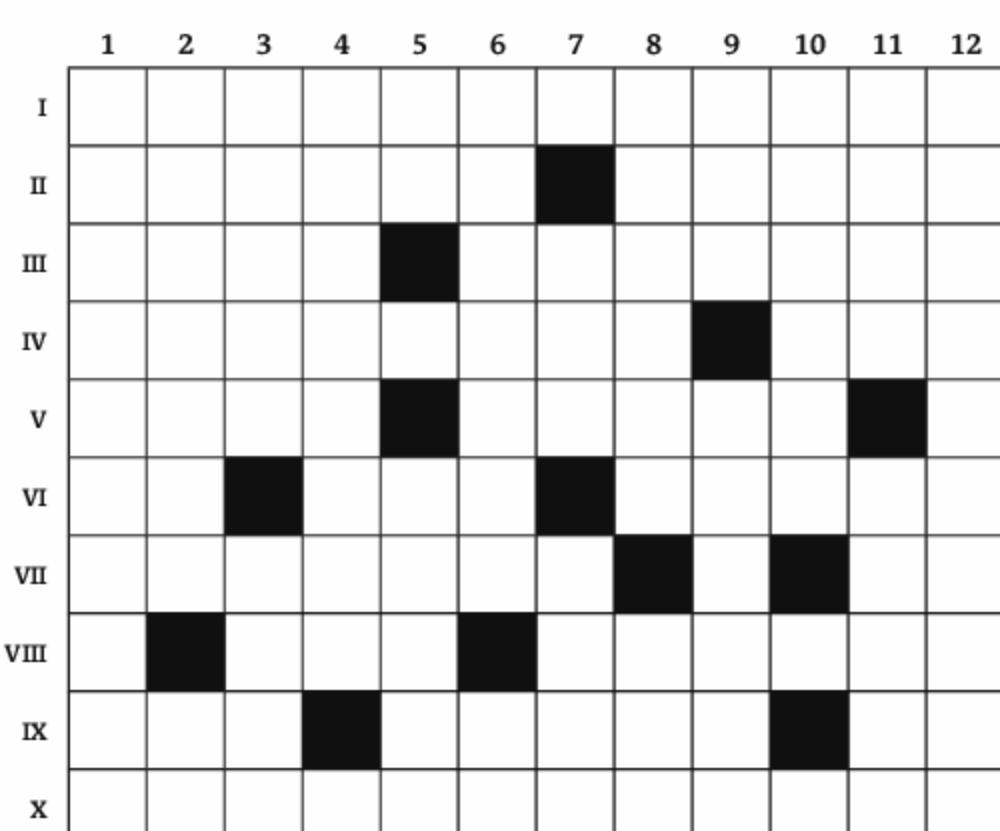
HARRY BELLET

Enormément bizarre.
La collection Jean Chatelus, donation de la Fondation Antoine de Galbert.
Centre Pompidou, Paris 4^e.
Jusqu'au 30 juin.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 097
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 096

HORizontalement **I.** Taille-crayon. **II.** Eclaireur. Nu. **III.** Le. Obélisque. **IV.** Eponymes. Usé. **V.** Ohé. Ei. Suai. **VI.** Laïc. Siégez. **VII.** Ollé. Talc. Né. **VIII.** Gélique. Uns. **IX.** Etes. Effet. **X.** Entas. Osmose.
Verticalement **1.** Télologie. **2.** Acéphale. **3.** Il. **4.** Oillet. **5.** Laon. Ceuta. **6.** Libye. Les. **7.** Ermistes. **8.** Cèle. IA. **9.** Ruiselles. **10.** Ars. UGC. FM. **11.** Quai. Ufo. **12.** Onusiennes. **13.** Nuée. Zeste.

HORIZONTALEMENT

I. Qui manifeste une solide amitié dans le groupe. **II.** Reconnaître les comptes après vérification. Brille dans l'espace. **III.** Blafard et sans éclat. A l'origine de l'Univers. **IV.** Prohibé par la morale et la loi. Baie nippone. **V.** Possessif. Ecrans au foyer. **VI.** Ouvre les comptes. L'idiot se prend assez facilement. Point d'arrêt. **VII.** Grande dame sur les courts. Dans une liasse. **VIII.** Ouvre l'œil. Ramassé au passage à l'entrée. **IX.** Voyageur SDF. Sa lettre se lit au piano. Un peu de bruit. **X.** Débarrassée d'une bonne couche.

VERTICAMENT

1. Lâche et prêt à tout lâcher. **2.** Lai-teuse et irisée. Points en opposition. **3.** Sans le moindre intérêt. Les nôtres sont propres. **4.** Evite de mauvaises rencontres. **5.** Sur la portée. Pas toujours à l'aise, mais au large. **6.** Distribue les points. Sur le balcon. **7.** Le feu aux organes. Se consomme serré au comptoir. **8.** A écrit avec Marx *La Sainte Famille*. A passé la main à l'Arcom. **9.** Un plus toujours apprécié. Dégagés aux sommets. **10.** Perdit son temps au Québec. **11.** Traverse les Alpes pour finir dans le Danube. Enfant de Tantale et de Dioné. **12.** Fabuleux et imaginaire.

SUDOKU

N°25-097

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

7	9	2	3	6	8	5	4	1
5	3	6	2	4	1	9	8	7
8	4	1	9	5	7	6	2	3
6	2	4	1	3	9	8	7	5
1	5	3	8	7	6	2	9	4
9	7	8	4	2	5	1	3	6
4	8	9	6	1	3	7	5	2
3	6	5	7	8	2	4	1	9
2	1	7	5	9	4	3	6	8

Difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

**Chaque jeudi,
le meilleur
de la presse
étrangère**
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX



Le Monde est édité par la Société éditrice du «Monde» SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE
ACPM
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midy-Print, Gallargues le Montueux

Orig

GASTRONOMIE

C'est une grande dame en costume blanc qu'on a fini par aborder avec un peu trop d'égards. L'asperge n'est pas n'importe qui : elle peut se monnayer jusqu'à une vingtaine d'euros le kilo quand arrive la saison, de février à juin. « C'est un légume cher, admet Christophe Paillaugue, producteur et président de l'association Asperges de France, qui fédère des cultivateurs. Aujourd'hui, le client ressemble plus souvent à une ménagère fortunée de plus de 50 ans qu'à un jeune étudiant branché. »

Cet embourgeoisement se ressent jusqu'à dans l'assiette, où on la retrouve posée au centre, en majesté, sans légume concurrent. Au restaurant ou à la maison, elle sert très rarement de garniture. Elle s'impose dans des plats à part, traditionnellement associée à une onctueuse sauce hollandaise (un sabayon à base de jaune d'œuf, de beurre et de citron), dont on enseigne toujours la préparation en CAP cuisine. C'est encore une plante potagère qu'on réserve aux week-ends, aux agapes avec la famille ou des amis.

Oui, mais voilà, pour continuer à justifier son prix et convaincre de nouvelles générations, l'emblème des repas dominicaux doit sortir de sa zone de confort. L'enjeu, pour la filière, est là : bousculer un peu le produit sans lui faire perdre ses lettres de noblesse.

L'une des premières missions du secteur est d'assurer et de promouvoir la qualité de ce mets aussi fin que délicat. C'est ce que tentent de faire les producteurs de l'Anjou, menés par Guillaume Thomas. Ce cultivateur a déjoué les pronostics en réussissant à faire pousser des asperges sur 15 hectares, à Saint-Mathurin-sur-Loire (Maine-et-Loire). « L'asperge s'épanouit généralement sur des terrains sablonneux, et ici il a fallu s'adapter à une terre limoneuse, plus argileuse », explique-t-il en contemplant les dizaines de rangées parallèles de bâches sombres, qui s'étendent sur des centaines de mètres.

Le plastique protège et réchauffe de hauts monticules. En le soulevant, on aperçoit les têtes blanches qui se fraient un chemin hors de la terre. Depuis 2022, Guillaume Thomas met toute sa détermination à obtenir une indication géographique protégée (IGP) pour l'asperge du val de Loire. Elle pourrait recevoir le label en 2027, ce qui lui permettrait de pénétrer dans la cour des grandes : l'IGP vient déjà garantir la qualité des produits du Blayais et des Landes, dans les bassins plus réputés du Sud-Ouest.

D'autres zones de production existent en France, plus petites mais non négligeables : en Sologne, en Alsace ou sur le littoral méditerranéen du Sud-Est, soit 27 000 tonnes ramassées en moyenne au niveau national. Le label permet de rivaliser avec les concurrents, et de vendre plus cher les productions les plus qualitatives. « Nous devons respecter des cahiers des charges très contraignants, explique Christophe Paillaugue. Il faut par exemple que l'asperge soit mise en chambre froide dans les quatre heures qui suivent la récolte pour qu'elle conserve une fraîcheur optimale. Ce qui amène à casser les habitudes des employés les plus anciens, qui



Médaillon de volaille, duo d'asperges vertes et blanches en maki et rôties au parmesan, jus corsé au soja, par Emmanuelle Pasquier, chef du restaurant du château de Rochechotte, à Coteaux-sur-Loire (Indre-et-Loire). BENOIT ARRIDAUX POUR « LE MONDE »

L'asperge, à la pointe du goût

Ce légume onéreux, aux conditions de production et de récolte exigeantes, fait son retour dans les assiettes chaque printemps. Un classique que des chefs revisitent avec inventivité, dans une panure à la japonaise ou en chips sucrées

cassent la croûte à midi ! Mais l'impact sur le chiffre d'affaires est important : il a augmenté d'environ 10 % et 15 % pour les asperges qui ont déjà l'IGP. »

Ce label européen vient sanctionner un travail de récolte déjà très précautionneux, basé sur une main-d'œuvre abondante et endurante – qui justifie la cherté du produit. Car si des machines existent pour ramasser les turgescents légumes, les cultivateurs français s'en détournent pour ne pas abîmer leur production. Ainsi, dans les champs de Saint-Mathurin-sur-Loire, une dizaine de saisonniers, pour la plupart des fidèles, se démènent pour couper les tiges blanches sous un crachin tenace. « L'asperge n'attend pas, explique Guillaume Thomas. Quand c'est l'heure de la récolte, on a trois jours pour s'y mettre, qu'il vente ou qu'il pleuve. Sinon elle fleurit, se tord, mollit, et tout est foutu. »

Cueillie, la belle plante est nettoyée, coupée, conservée au froid, triée en fonction de son gabarit et conditionnée. Elle est prête à rejoindre les étals quelques jours seulement après la récolte. « Elle reste majoritairement vendue en grande surface, et, là encore, il faut l'accompagner, remarque Brahim El Hasnaoui, directeur commercial de la coopérative Fleuron d'Anjou. On note rarement « botte d'asperges » sur la liste de courses. On la met dans son chariot quand il y a une promotion, ou une animation en magasin. »

Au moment d'acheter, une IGP rassure, de même que le Label rouge qui se pose

sur les plus belles tiges. Ils sont garants de la qualité et de l'origine des légumes, mais pas toujours très claire quand on achète en vrac. Des asperges étrangères – souvent hollandaises – peuvent se mêler aux productions tricolores sur les marchés.

Avec un crémeux d'ail des ours

Mais les producteurs font face à un problème plus délicat : le vieillissement de la clientèle. « Il faut rappeler son existence aux plus jeunes, note M. El Hasnaoui. Depuis quelques années, heureusement, on est portés par la mode des asperges vertes chez les influenceurs. » L'asperge verte est de même variété que la blanche, mais s'épanouit au grand air plutôt que sous terre à l'abri d'une bâche. Elle est plus menue, croquante, et présente un goût moins amer. Mais, surtout, il n'est pas nécessaire de l'éplucher, et on peut la manger crue.

Pratique, colorée (il existe également des asperges violettes et pourpres), aussi peu calorique que sa cousine à la robe pâle, elle cartonne sur les réseaux sociaux. On la retrouve, par exemple, chez le tiktoeur Whoogy's, à l'origine de recettes aussi alléchantes qu'expéditives – détaillées en 30 secondes chrono – avec un crémeux d'ail des ours ou dans des risottos. Ailleurs, c'est elle qui vient donner une caution locavore à des poke bowls truffés de saumon, d'avocat et de mangue.

Pour des préparations plus sophistiquées, mais non moins réjouissantes, on prendra exemple sur des chefs inventifs qui créent d'innombrables variations autour du légume. A l'exemple d'Emmanuelle Pasquier, qui pilote les cuisines du château de Rochechotte, à Coteaux-sur-Loire (Indre-et-Loire) et se fournit à la coopérative Fleuron d'Anjou. Sa cuisine semble se gausser des conventions, un peu comme le château, qui se pare de fresques rappelant Fragonard (mais fluo) et de moquettes bleu pétant, imprégnées de nuages.

« Depuis trente-quatre ans que je suis en cuisine, j'ai toujours travaillé l'asperge, que les clients réclament au printemps, souligne la cheffe. Je me rappelle qu'on l'associait à des potages, à de délicieux feuilletés aux morilles. On continue aujourd'hui de la proposer avec une sauce hollandaise, mais qu'on va modifier en



Asperges blanches récoltées à Saint-Mathurin-sur-Loire (Maine-et-Loire). BENOIT ARRIDAUX POUR « LE MONDE »

ajoutant un peu de miel d'acacia, près d'une mousse au sureau, pour créer des surprises aromatiques. »

En plat, la cheffe donne un accent japonais au légume en proposant l'asperge panée au panko (chapelle typique des fritures nipponnes) et en l'enveloppant d'algue nori, créant de drôles de makis potagers. Le légume garde sa fraîcheur (il est composé essentiellement d'eau), son parfum végétal, une légère amertume, et est relevé par un jus de viande corsé.

Chez Mâche, un bistro gastronomique du centre de Paris, le chef Michaël Gamet va encore plus loin en déclinant la belle plante de l'entrée au dessert. En début de repas, des dés d'asperge verte, marinés dans une vinaigrette, viennent donner du pep's et de la texture à une panna cotta d'asperge. Et, à la fin du repas, en guise d'ultime douceur, des chips d'asperge se posent sur une mousse au lait d'amande et des morceaux d'asperge confite. Ce dessert mémorable démontre que celle-ci se prête parfaitement à des variations sucrées. Et que la grande dame n'attend que d'être chahutée pour dévoiler des facettes insoupçonnées de sa personnalité. ■

LÉO PAJON

Comment choisir l'asperge blanche idéale ?

Avant toute chose, les fins limiers observent le « cul », ou talon, de l'asperge. S'il est sec et dur, c'est qu'elle sera déshydratée et plus filandreuse. Pour conserver les légumes, les vendeurs disposent des humidificateurs sur leurs étals, et l'on peut, chez soi, les enrober dans un linge mouillé avant de les mettre au réfrigérateur. Est-ce que la taille compte ? « Il y a vingt-cinq ans, les plus fines étaient moins filandreuses, se souvient le producteur Guillaume Thomas. Mais aujourd'hui, avec les nouvelles variétés, ce n'est plus un critère : je passe mon temps à réhabiliter les grosses ! » Les calibres les plus imposants (à partir de 22 millimètres de diamètre) ont un autre avantage : une fois épluchées, les asperges font encore bonne figure dans l'assiette, et présentent une belle mâche. La longueur peut jouer également. Un produit standard fait 17 centimètres ou plus, mais il existe des formats plus petits à privilier si vous raffolez des pointes. En revanche, il ne faut pas trop se focaliser sur la couleur du produit. A moins de vouloir une assiette d'un blanc monochrome, on négligera la couleur légèrement rosâtre que peut prendre la pointe (la saveur reste la même), et les traces marron appelées « rouille » sur la tige (elles finiront dans les épluchures).

Pratique, colorée, aussi peu calorique que sa cousine à la robe pâle, l'asperge verte cartonne sur les réseaux sociaux



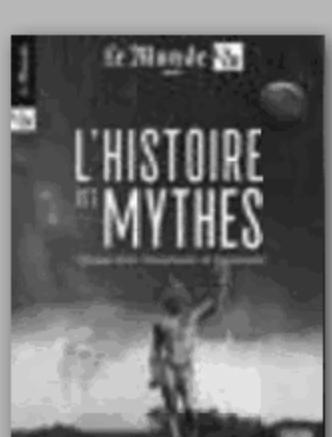
En kiosque



Dès jeudi 24 avril



Hors-série



Hors-série

Le livre
BLAKE ET MORTIMER

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
www.souffrir.org

Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr

(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Dylan et Anna SLAMA ainsi que leur fille Charlotte, ont la joie de faire part de la naissance de

Pauline SLAMA,

le 22 avril 2025.

Mariage

Ils se sont rencontrés à Carnac il y a quatorze ans.

Ils y reviennent cette fois pour se dire oui.

Axelle et Grégoire

se marient à la mairie de Carnac, le 26 avril 2025, entre menhirs et souvenirs de soirées d'été.

Un mariage entre la Bretagne et Paris, et un chapitre de plus dans leur histoire, porté par la présence précieuse de leurs amis, témoins et familles.

Décès

Jacques-Olivier Boudon, Sophie et Didier Le Goff, Anne Boudon et Christophe Salesse, ses enfants,

Aurélien, Clotilde et Amélie Boudon, Arthur, Delphine, Jean-Baptiste et Elise Le Goff, Claire, Théo et Lucie Berthy, ses petits-enfants,

Priam, Zoé et Marin, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marcelle BOUDON, née SAINT-GENEZ,

survenu le 18 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 25 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Pauvres, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

Paris. Clermont-Ferrand. Moulins. Saint-Chamant.

Serge Rubinstein, son compagnon, Geneviève Durel, Jean-Pierre et Odile Bouissou, ses cousins germains, Véronique et Pierre, Anne et Yves, Patrick et Marie-Pierre, Pascale, ses petits-cousins et leurs enfants, Marianne, Nicolas, ses beaux-enfants Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Monique BOUSSOU, anesthésiste retraitée,

survenu à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 25 avril 2025, à 14 h 30, en l'église de Saint-Chamant.

Monique repose en la chambre funéraire Pan-Lopez, à Mauriac.

Hugues et Moïra, Guillaume et Fabienne, Denis et Sophie, Jérôme et Geneviève, ses enfants,

Aulne, Alice, Ondine, Arthur, Valentin, Isaure, Élénore, Aurèle, Marius, Rodrigue et Justine, ses petits-enfants,

Ava et Siobane, ses arrière-petites-filles, Danielle Gousseff, sa sœur,

Les familles Bourgeois et Gousseff,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Frédérique BOURGEOIS, née Frédérique GERMAIN,

survenu le 17 avril 2025, à Bourbon-Lancy, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Clodoald, 1, place de l'Église, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Cloud, avenue du Maréchal Foch.

bourgoshugues53@gmail.com

Janine, son épouse, Evelyne, son amie,

Romain et Agnès, Jean-Marc et Sigrid, Frédérique et Jean-Marie, ses enfants,

Aimée (†), Anne-Isabelle, Josèphe-Marie, ses sœurs,

Xavier, Solène, Benoît, Roxane, Raphaël, Gaëtan, Maxence, Clarence, ses petits-enfants,

ont la très grande peine de faire part du décès de

Dominique BUREAU, géologue, docteur ès sciences,

survenu à Morigny, le lundi 21 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Tous nos remerciements aux équipes du domaine de La Chalouette, pour l'attention et la gentillesse qu'elles lui ont portées durant sa fin de vie.

« Bateau, batelier, Mon bateau s'est renversé »,

Jacques CAMATTE, fondateur en 1968 (et responsable depuis) de la revue *Invariance* (issue de la gauche communiste italienne),

est décédé le samedi 19 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Isabelle et Pascal Silberzan, Thierry Caucheteux (†), Claire (†) et Ian Ogden, ses enfants, David et Olivia, Léna, Emma, Flora, ses petits-enfants,

Raphaël et Alexandre, ses arrière-petits-enfants, Maurice Caucheteux,

ont le chagrin de faire part du décès de

Marjolaine CHAVANNES, officier dans l'ordre des Palmes académiques, chevalier dans l'ordre des Arts et des Lettres, chartiste, ancien conservateur en chef de la bibliothèque de Versailles,

survenu le 14 avril 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu le 30 avril, à 10 heures, au cimetière du Vésinet (Yvelines), 66, allée de la Meute.

isabelle_silberzan@hotmail.com

Christophe Daum, son fils, Marie-Hélène Daum-Tarnawski, sa belle-fille,

Alexei et Eva, Ivan et Manon, Tatiana, ses petits-enfants et leurs épouses, Yves et Chris, Ladis (†) et Michèle Sider de Diesbach, Marie-France, Serge et Anne de Diesbach,

ses frères, sœur et belles-sœurs,

ont la douleur de faire part du décès de

Claire de DIESBACH,

survenu le 23 mars 2025.

Une messe d'action de grâce sera célébrée dans la chapelle de la paroisse Notre-Dame-de-Lorraine, au 8 bis, rue Choron, Paris 9^e, le 26 avril, à 10 h 30.

Les familles Goldryng et Dugowson ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Madeleine DUGOWSON-GOLDRYNG,

survenu le 20 avril 2025, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Madeleine était une artiste, une sculptrice. Rescapée de la rafle du Vel d'Hiv, elle a œuvré pour la transmission de la mémoire de la Shoah. Elle laisse le souvenir d'une femme généreuse et toujours entourée.

L'inhumation aura lieu le vendredi 25 avril, au cimetière parisien de Bagneux. Rendez-vous à l'entrée principale, à 16 heures.

Laetitia et Nathalie Fieschi-Vivet, ses filles, Martin, Adrien et Arnaud, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Paul FIESCHI-VIVET,

survenu le 18 avril 2025, à Nice, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

Paris. Locoal-Mendon.

Nous avons le chagrin d'annoncer le départ de

Florence,

au terme de sa tragique maladie, à Kerbonacueil, entourée de ses enfants et petits-enfants, survenu le lundi 21 avril 2025, à l'âge de soixante-dix ans.

De la part de Guillaume, son époux,

Judith et William, Olivia et Thomas, ses filles et gendres,

Raphaël, Roxane, Alexandre et Ulysse, ses petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 26 avril, à 14 h 30, en l'église de Locoal-Mendon, suivie de l'inhumation au cimetière.

Florence repose au funérarium de Belz.

Arnaud Frémont, son époux,

Axel et Ulrik, ses fils,

Elsie et Victor, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Berit FRÉMONT,

survenu le 19 avril 2025, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Une cérémonie aura lieu le lundi 28 avril, à 11 h 30, en la salle Mauméjean du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Mme Hélène Garnier, née Boutaud de la Combe, ses enfants, Laurent, Isabelle, Nicolas, et leurs conjoints et ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Claude GARNIER,

ancien magistrat à la cour d'appel de Paris,

survenu à Paris, le 12 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Tours. Paris. Liège (Belgique).

C'est avec tristesse que nous vous informons que

June Jacqueline HIRSCH, née VERANI,

fille de Pierre VERANI et Ivy Doreen PYWELL,

nous a quittés selon ses convictions et sans douleurs, le jeudi 17 avril 2025, à Liège, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Merci à l'hôpital de Liège et au docteur Damas.

Constance et Flore Hirsch, sa fille et sa petite-fille.

Labège. Langrolay-sur-Rance.

Mme Marie-Claude Lefevre, son épouse, Patrick, Jocelyne, Florence, Jean-Marc, ses enfants ainsi que leurs conjoints, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Serge LEFEUVRE, professeur émérite à l'INSEEIHT à Toulouse, président de Midival,

le 20 avril 2025, à Labège (Haute-Garonne), dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie aura lieu en l'église de Labège, le samedi 26 avril, à 15 heures et en l'église de Langrolay-sur-Rance (Côtes-d'Armor), le mercredi 7 mai, à 14 h 30.

Roc Eclerc Aucamville, 408, avenue de Fronton, 31140 Aucamville. Tél. 05 61 24 88 88.

Paris.

Marc et Sylvie, Yves Laurent et Brigitte, ses fils et leurs épouses,

Lucas et Farah, Léa, Théodore et Josephine, Clara, Emma et Benjamin, ses petits-enfants et leurs compagnes, Solal, son arrière-petit-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Rosine SAPOVAL, née IWEICKI, le 4 mars 1938,

psychologue et psychanalyste, ancienne membre affiliée de l'Association Psychanalytique de France,

survenu le 22 avril 2025.

Elle était mère, grand-mère, arrière-grand-mère, amie fidèle et force de vie.

L'inhumation aura lieu le 25 avril, à 12 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Nous associons à notre chagrin le souvenir de son mari,

M. Bernard SAPOVAL.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

sapovalfamille@gmail.com

Souvenir

In memoriam

Janine KURI,
23 juillet 1928 - 24 avril 2020.« Les grillons chantent l'éternel été,
Quelque part, la vie vécue
reste entière ».

Stage

Envie d'écrire ?
Participez à un atelier d'écriture pour jouer

Katherine Stewart

« Le nationalisme chrétien américain est une idéologie et une machine politique »

Pour les milieux chrétiens ralliés au mouvement MAGA, point de valeurs bibliques ou d'amour du prochain à défendre, rappelle la journaliste américaine, qui les a côtoyés pour son nouvel ouvrage

ENTRETIEN

La journaliste américaine Katherine Stewart enquête depuis plus de quinze ans dans les milieux nationalistes religieux et antidémocratiques aujourd'hui rassemblés sous la bannière MAGA (Make America Great Again). Son dernier livre, *Money, Lies and God: Inside the Movement to Destroy American Democracy* (« l'argent, les mensonges et Dieu : à l'intérieur du mouvement visant à détruire la démocratie américaine », Bloomsbury, 2025, non traduit), est le fruit de cette immersion dans un mouvement dont elle dit que « peu de gens qui en sont familiers seront tentés de minimiser le danger qu'il représente ».

Pouvez-vous expliquer qui sont ceux qui composent le mouvement nationaliste chrétien ?

Ce mouvement est très étendu, j'ai pu m'en rendre compte en fréquentant divers rassemblements nationalistes chrétiens : à des meetings « Make America Great Again », dans les salons de simples citoyens et sur les bancs des églises radicales. On trouve des gens de profils très différents, des présumés « apôtres » de Jésus, des milliardaires athées, des théologiens catholiques réactionnaires, des intellectuels pseudo-platoniciens, des opposants à la « gynocratie » qui détestent les femmes, des évangéliques à la tête de réseaux puissants, des pronatalistes, des complotistes du Covid-19... Ces groupes électiques peuvent sembler ne pas avoir grand-chose en commun, mais leur objectif est le même : mettre fin à la démocratie aux Etats-Unis telle que nous la connaissons.

Y a-t-il une matrice idéologique commune ?

Le cadre idéologique principal est le nationalisme chrétien. Mais cette étiquette est trompeuse. Le nationalisme chrétien ne relève pas de la spiritualité. Il n'est pas nécessaire d'être chrétien pour être un nationaliste chrétien, et beaucoup de chrétiens patriotes ne veulent rien savoir de ce mouvement. On peut le définir comme un état d'esprit politique, qui repose sur quatre piliers : une vision identitaire de l'Amérique, définie comme une nation fondamentalement chrétienne ; la victimisation, qui consiste à prétendre que la discrimination viserait avant tout les chrétiens conservateurs ; le catastrophisme et

l'autoritarisme. C'est à la fois une idéologie, une machine politique, et un mouvement politique qui permet de mobiliser certains griefs du peuple. Mais une masse de ressentiments ne saurait constituer un programme politique sans un énorme soutien financier et organisationnel.

Vous dites qu'il s'agit d'un mouvement politique qui vient « d'en haut »...

Une grande partie de l'énergie du mouvement provient de la base, de ceux qui perçoivent, plus ou moins justement, qu'ils sont laissés pour compte. Mais l'un des plus grands mythes à propos de ce mouvement est qu'il vient d'en bas. Trop souvent, l'analyse de ce mouvement antidémocratique se conclut par des observations psychologiques et sociologiques sur les électeurs qui le soutiennent. Or, bien plus qu'un simple phénomène social, c'est d'un vaste mouvement façonné par une élite déterminée qu'il s'agit.

Il y a des bailleurs de fonds : des milliardaires, qui ont décidé d'investir leur fortune dans la destruction de la démocratie. Des penseurs fournissent l'armature intellectuelle au mouvement. Il y a aussi ceux que j'appelle des « sergents », déployés sur le terrain, qui font en sorte que l'argent et les messages du mouvement permettent de gagner des votes, en s'adaptant au contexte local.

Comment ?

Ces « sergents » sillonnent le pays, faisant des présentations dans des églises devant des dizaines, voire des centaines, de pasteurs, à qui l'on explique comment amener leurs fidèles à voter « selon les valeurs bibliques » [la loi américaine interdit aux églises de s'engager dans des activités politiques explicitement partisanes]. On leur fournit un QR code ainsi qu'un formulaire en ligne, qui mène à une série d'outils, des guides électoraux, des ressources pour l'inscription sur les listes électorales et des vidéos, qu'ils peuvent utiliser pour mobiliser leurs congrégations.

Il faut du temps, de l'énergie, des réseaux, et de l'argent pour armer les griefs de la base et les diriger contre une démocratie établie – et ce mouvement antidémocratique a tout cela. Son succès dépend de son accès à d'immenses ressources, d'un puissant réseau d'organisations et d'un groupe très intéressé de personnes qui agissent et soutiennent le mouvement. Par exemple, entre 2019 et 2022, la Fondation Lindsey [organisme philanthropique du couple héritier d'une partie de la fortune Pepsi] a versé plus d'1 million de dollars (près de 880 000 euros) à une nouvelle organisation, Faith Wins, destinée à mobiliser les pasteurs des églises conservatrices dans les Etats pivots pour faire gagner le vote républicain pro-Trump.

A bien des égards, cet investissement s'inscrit dans la continuité du mouvement nationaliste chrétien, qui soutient depuis longtemps des projets visant à transformer le réseau de milliers d'églises conservatrices en une puissante machine politique partisane. Mais les « valeurs bibliques » sur lesquelles ils s'appuient ne sont pas celles du christianisme, telles que la plupart des Américains, l'entendent. Il n'est pas question d'attention portée aux plus humbles, de l'amour de son prochain. Il s'agit d'interdire tous les avortements à partir du moment de la conception, de revenir sur le mariage homosexuel et d'autres enjeux sociaux relevant des



CES GROUPES ÉLECTRIQUES PEUVENT SEMBLER NE PAS AVOIR GRAND-CHOSE EN COMMUN, MAIS LEUR OBJECTIF EST LE MÊME : METTRE FIN À LA DÉMOCRATIE TELLE QUE NOUS LA CONNAISONS



guerres culturelles, parce qu'ils savent que si vous pouvez amener les gens à voter sur deux ou trois questions-clés, vous pouvez contrôler leur vote.

Vous expliquez ainsi comment l'interdiction de l'avortement est devenue la ligne du Parti républicain, ce qu'elle n'a pas toujours été...

Le Parti républicain d'aujourd'hui, « profile », est une création moderne. Pour comprendre cela, il faut remonter à la fin des années 1970, à une époque où la plupart des républicains soutenaient le droit à l'avortement et le considéraient comme conforme aux valeurs protestantes de responsabilité personnelle. Mais un mouvement s'est coalisé autour de l'idée que le Parti républicain était devenu trop libéral, trop tendre avec le communisme, que la religion américaine prenait une direction trop modérée. Ils avaient besoin d'un thème autour duquel ils pourraient rallier les gens à leur cause.

Ils ont d'abord envisagé la question de la prière à l'école, puis le féminisme. Lorsqu'ils ont abordé la question de l'avortement, ils se sont dit : « Cette question touche à la sexualité et à l'insécurité des gens concernant l'évolution des mœurs et de la famille, et cela pourrait donner l'impression que nous nous préoccupons des personnes vulnérables [les embryos]. Ils se sont emparés de cette question et ont décidé de faire de l'avortement leur cheval de bataille. Au fil du temps, ils ont éliminé les voix pro-choix du Parti républicain, ce qui n'a pas été facile. Pendant de nombreuses années, le Parti républicain a pensé qu'il pouvait utiliser à des fins électorales la droite chrétienne. Mais c'est l'inverse qui s'est produit : ce mouvement a pris le contrôle du parti.

Quel rôle les intellectuels de ce mouvement jouent-ils ?

Il s'agit de personnes comme Russell Vought [idéologue d'extrême droite membre de l'administration Trump] et Michael Anton [essayiste ultraconservateur désormais directeur de la planification politique], et d'autres qui ne sont pas seulement des acteurs-clés de la nouvelle droite, mais qui ont également pris des positions au sein de l'administration Trump. Un certain nombre a participé au Projet 2025 [programme élaboré pour le mandat de Trump par des experts conservateurs de la fondation Heritage]. Ils reprennent certaines idées-clés de théoriciens politiques anciens, comme Carl Schmitt [1888-1985, théoricien du droit nazi]. L'une des idées que les penseurs de cette droite lui ont empruntée est l'état d'exception : nous serions confrontés à une situation d'urgence absolue à cause du libéralisme, du wokisme, etc. Tous les moyens sont bons pour vaincre cet ennemi intérieur, pour sauver ceux qui seraient les vrais Américains. Nous avons donc besoin d'un homme fort. C'est une

idée centrale. Un autre principe défendu par ces penseurs de droite est celui que le théoricien politique Leo Strauss [1899-1973] a appelé communication « ésotérique » et « exotérique ». Il défend l'idée d'une « écriture ambiguë », qui comporte un message « entre les lignes », que seuls les initiés peuvent comprendre.

Ainsi, on transmet à la base des messages simples – ce qui est dit n'a pas vraiment d'importance, il suffit de les faire adhérer au projet. Et il y a une autre forme de compréhension, réservée à l'élite : « Nous pouvons parler entre nous en toute honnêteté de ce que nous allons faire, mais voici ce que nous devons dire à la base. » Cela explique que la désinformation joue un rôle aussi important. Des enquêtes conduites auprès d'électeurs républicains confirment qu'ils sont largement désinformés. Ils vivent dans un monde imaginaire où Trump a remporté haut la main l'élection de 2020, qui leur a été volée.

Vous parlez, à propos de ce mouvement, de « nihilisme réactionnaire »...

Il est réactionnaire dans le sens où, au lieu de promouvoir le progrès, il s'agit d'un mouvement qui met l'accent sur un retour à une version imaginaire d'un passé prédominamment meilleur ; il est nihiliste parce qu'il se définit mieux en termes de ce qu'il souhaite détruire plutôt que de ce qu'il propose de créer. La peur et les ressentiments, et non l'espoir, sont les éléments moteurs de son histoire. Ses membres ressemblent aux révolutionnaires du passé dans leur volonté de renverser « le régime » – mais beaucoup sont des révolutionnaires sans véritable cause.

Vous attribuez notamment cette réaction antidémocratique à l'explosion des inégalités...

La montée des inégalités aux Etats-Unis a largement contribué à la vague de dérision qui a balayé notre vie politique et notre culture. Elle a fracturé notre foi dans le bien commun. Ce ne sont pas seulement les différences colossales de richesse qui comptent, mais aussi les immenses écarts de statut, de santé et d'opportunités de vie. Cela ne signifie pas que le projet révolutionnaire est porté par des Américains des classes populaires. Au contraire, l'essentiel du danger provient des nantis : les bailleurs de fonds de la réaction antidémocratique, ainsi que leurs penseurs, leurs sergents et les acteurs du pouvoir. Ils ont conclu une alliance autour de certaines questions-clés. Mais un conflit pourrait éclater au sein du mouvement nationaliste chrétien. La base et les bailleurs de fonds ne partagent pas les mêmes opinions. Les grands donateurs se soucient peu des guerres culturelles ou des « valeurs familiales ». Leur priorité reste la préservation d'une politique économique qui va justifier et accroître la concentration massive de la richesse. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR VALENTINE FAURE

Steven Pinker et Tarek Masoud Entre exigence orwellienne et impulsion autoritaire contre Harvard

Les coprésidents du conseil pour la liberté académique de l'université dénoncent la tentative du gouvernement de s'immiscer dans les affaires internes

Le 11 avril, des responsables de trois départements fédéraux ont présenté à l'université Harvard une liste de demandes sur la manière dont celle-ci doit gérer ses affaires internes si elle veut rester éligible au soutien fédéral à la recherche. Les demandes portent notamment sur la gouvernance de l'université, ses dirigeants, les personnes qui doivent y être admises, embauchées et promues, ainsi que sur la gestion de la vie étudiante.

Plus inquiétant encore, la lettre exige que l'université confie la supervision de ces réformes à des fonctionnaires nommés par le gouvernement et à des «auditeurs» externes agréés, ce qui constituerait une ingérence gouvernementale sans précédent dans ses affaires internes.

Nous soutenons donc le président de l'université, Alan M. Garber (promotion 1976), et la Harvard Corporation dans leur décision de résister aux exigences du gouvernement. Si l'université devait accéder aux demandes de l'administration Trump, elle donnerait aux bureaucraties de Washington le pouvoir d'imposer leurs points de vue aux universités pour les générations à venir.

Prenons par exemple l'exigence orwellienne de l'administration selon laquelle l'université devrait «charger un organisme externe – qui doit convaincre le gouvernement fédéral de sa compétence et de sa bonne foi – d'auditer le corps étu-

diant, le corps professoral, le personnel et la direction pour la diversité des points de vue, de sorte que chaque département, domaine ou unité d'enseignement doit être individuellement diversifié en termes de points de vue». Il est difficile de ne pas conclure que le gouvernement cherche à imposer par décret des croyances qui ne peuvent pas triompher par leurs propres mérites sur le marché des idées.

Débat houleux

L'impulsion qui anime la lettre du ministère de l'éducation est profondément autoritaire. L'exigence que l'université n'admette pas d'étudiants «hostiles aux valeurs et aux institutions américaines inscrites dans la Constitution et la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis» en est l'illustration la plus claire.

Bien que cette université ait longtemps cherché à n'admettre que les personnes de la plus haute moralité et de la plus haute qualité intellectuelle, exiger que tous les étudiants admis partagent le même respect pour les documents fondateurs de l'Amérique viole en réalité l'esprit de ces documents. Après tout, notre Constitution est elle-même née d'un débat houleux et a été critiquée par des générations de patriotes.

L'administration actuelle semble croire que ce processus, qui nous a si bien servi pendant deux cent cinquante ans, devrait désormais cesser définitivement.

Nous craignons que l'intention de l'administration ne soit tout aussi autoritaire lorsque celle-ci demande à l'université d'interdire «tout groupe ou club étudiant qui cautionne ou encourage une activité criminelle». Bien que nous soyons tous d'accord sur le fait que les étudiants doivent respecter la loi, la lettre de l'administration ne laisse aucune raison de penser que sa conception de la violation de la loi ne sera pas interprétée de manière suffisamment large pour inclure la dissidence légitime et pacifique. A quelques exceptions près (comme l'in-

citation à une activité illégale immédiate), aucune opinion ne devrait être proscrire dans une université.

Mais, en plus de constituer un exemple patent d'ingérence gouvernementale, la lettre du ministère de l'éducation est un document mal argumenté qui ne saurait servir de modèle pour la gestion de cette université, ni d'autre. La commission sur la diversité des points de vue, approuvée par le gouvernement et que l'administration Trump souhaite mettre en place, exigerait-elle la nomination d'opposants aux vaccins à l'Ecole de santé publique? Imposer des «points de vue» aux universités revient à les forcer à reconnaître la pertinence et la légitimité d'idées qui ont pu être intellectuellement discréditées ou jugées indignes d'un temps et de ressources limitées. Les bureaucraties du gouvernement ne devraient pas prendre ces décisions.

Décrets vagues

L'ultimatum de l'administration Trump est truffé d'autres décrets dangereusement vagues (comme «réduire le pouvoir des professeurs (...) plus engagés dans l'activisme que dans la recherche») ou carrément dictatoriaux (donner plus de pouvoir aux professeurs «engagés dans les changements indiqués dans cette lettre»). Ils appellent à des audits complets du contenu intellectuel, à la divulgation obligatoire d'informations sensibles et à

l'encouragement à la délation auprès du gouvernement, ce qui empoisonnerait la liberté de recherche et d'évaluation indépendante des idées dont dépend la vie intellectuelle.

L'administration semble ignorer que ces exigences, prétendument destinées à promouvoir la diversité scientifique et la recherche ouverte, vont en réalité les étouffer. Le gouvernement a un intérêt légitime à protéger les étudiants contre le harcèlement et la discrimination, mais pas à superviser le fonctionnement interne de l'université, et encore moins l'opinion de ses membres.

Nous félicitons Alan Garber et la Corporation pour avoir résisté à ces demandes illégitimes et pour avoir défendu les valeurs qui ont fait des universités américaines parmi les meilleures du monde. ■

**EXIGER QUE TOUS
LES ÉTUDIANTS
PARTAGENT LE MÊME
RESPECT POUR
LES DOCUMENTS
FONDATEURS
DE L'AMÉRIQUE VIOLE
EN RÉALITÉ L'ESPRIT
DE CES DOCUMENTS**

Tarek Masoud est professeur de démocratie et de gouvernance à l'université Harvard (Etats-Unis). Il est coprésident du conseil pour la liberté académique de Harvard; **Steven Pinker** est professeur de psychologie à l'université Harvard et auteur d'essais à grand succès. Il est coprésident du conseil pour la liberté académique de Harvard

Anne Deysine Face à la déstabilisation des marchés, les magnats de la tech pourraient se retourner contre Trump

Alors que les contre-pouvoirs sont tétanisés devant le président américain, ses alliés de la Silicon Valley ne sauraient rester conciliants sur une politique commerciale qui leur coûte cher, estime la juriste

Donald Trump aime l'argent, les milliardaires et leurs compliments. Les barons de la Silicon Valley, qui étaient au premier rang à la cérémonie d'investiture du 20 janvier, n'ont lésiné ni sur les millions de dollars ni sur la flânerie pour obtenir les baisses d'impôts et la dérégulation promises. Mais, depuis le début, il est perceptible qu'au sein de la coalition hétérogène qui a porté Trump au pouvoir, la base MAGA («Make America Great Again») et les titans de la tech n'ont pas les mêmes priorités.

Outre la lutte contre l'immigration et la baisse de l'inflation, Trump avait, certes, promis de «beaux» droits de douane. Toutefois, ceux du premier mandat n'avaient pas eu de conséquences désastreuses, d'où le désintérêt relatif des magnats sur ces questions. Mais cette fois-ci, Trump a sorti le grand jeu, contre l'avis de tous les économistes de droite comme de gauche et du président de la Réserve fédérale (Fed), et malgré les pressions des industriels et d'Elon Musk. Le vice-président J. D. Vance, quant à lui, affiche un soutien sans faille pour le président, mais il maintient un certain flou sur ses prio-

rités, sauf sur sa détestation de l'Union européenne.

Même si la Maison Blanche, à travers diverses déclarations, mardi 22 avril, a semblé prendre en compte les mauvais sondages et le chaos boursier, en démentant le projet de limoger le président de la Fed, Jerome Powell, et en reconnaissant que les droits de douane sur les produits chinois ne pouvaient rester à ce niveau, le doute s'est installé.

Processus court-circuité

Les violations de la loi et de la Constitution, avant les manifestations du 5 avril, n'avaient guère fait bouger les lignes. Seuls les fonctionnaires licenciés en violation de leurs droits, les syndicats et les groupes de défense des droits et libertés se sont opposés par la voie judiciaire aux expulsions illégales et au démantèlement des agences et des services auxquels les Américains sont attachés (retraite et assurance-maladie, pour n'en citer que deux).

Mais les droits de douane et leurs conséquences sur la Bourse, l'emploi et les plans d'épargne retraite ébranlent des électeurs de Trump et quelques élus républicains modérés. Exaspéré, Elon Musk qualifie sur X de «crétin» Peter Na-

varro, conseiller économique du président et principal architecte de sa politique protectionniste.

Dans le système de contre-pouvoirs prévu par la Constitution, le Congrès et la justice sont censés pouvoir s'opposer à un exécutif dépassant les bornes. En l'absence de réaction au Congrès, ce sont les juridictions de première instance qui, dans un premier temps, ont bloqué certaines initiatives illégales. Ces décisions sont toutefois des ordonnances provisoires prises en procédure d'urgence pour éviter ce qu'on appelle un «préjudice irréparable». La décision sur le fond et l'appel sont encore en attente, et l'administration Trump a, à plusieurs reprises, court-circuité le processus normal en demandant à la Cour suprême de se prononcer en urgence. Celle-ci a accepté et infligé des revers aux adversaires de Trump comme au président lui-même.

**EXASPÉRÉ, ELON
MUSK QUALIFIE
SUR X DE «CRÉTIN»
PETER NAVARRO,
PRINCIPAL
ARCHITECTE
DE LA POLITIQUE
PROTECTIONNISTE**

Sur le fond, dans les affaires les plus importantes – la légalité ou non de recourir à la «loi sur les ennemis étrangers» (Alien Enemies Act) pour expulser des migrants sans passage devant le juge et au moins trois conteneurs de nature constitutionnelle (droit du sol, licenciement des directeurs d'agence, gel des sommes votées par le Congrès) –, on ne sait comment elle va statuer. Sur neuf membres, six sont conservateurs – radicaux pour certains –, hostiles à la régulation et dotés d'un tropisme favorable à un exécutif fort, et l'instance a déjà accordé une immunité quasi totale au président le 1^{er} juillet 2024. Le président de la Cour suprême, John Roberts, conservateur relativement modéré, va-t-il chercher à éviter le conflit frontal avec le président, au risque que l'administration ne se plie pas à la décision rendue? La Cour va-t-elle continuer à renforcer le pouvoir présidentiel?

Au Congrès, les républicains, majoritaires de peu, n'ont rien fait pour protéger les droits et libertés, ni pour défendre leurs prérogatives sur lesquelles le président empiète constamment. Parce que le Congrès jouit du pouvoir «du porte-monnaie», et donc des prérogatives budgétaires, le président ne peut pas, en principe, bloquer les financements approuvés par les parlementaires. Mais les élus républicains ont trop peur des représailles pour oser s'opposer à lui.

Pourtant, face au cataclysme financier, quatre sénateurs républiques ont adopté, avec les dé-

mocrates, une résolution qui mettrait fin aux pouvoirs d'urgence que le président invoque pour imposer les droits de douane. La loi a peu de chance d'être votée mais c'est un signe de la gravité de la situation, de même que l'action en justice contre l'International Emergency Economic Powers Act qu'intente une association libertarienne, financée par le milliardaire Charles Koch, connu pour ses victoires juridictionnelles contre Barack Obama et Joe Biden.

Le 25^e amendement

Les électeurs assistent à la fonte de leurs économies et de leurs plans d'épargne retraite, et voient remonter l'inflation, le tout en contradiction flagrante avec les promesses du candidat Trump. Ils sont toutefois impuissants jusqu'aux élections de mi-mandat de 2026, à moins de faire pression sur leurs élus pour les pousser à agir.

Seuls les milliardaires et les barons de la tech sont en mesure de peser. Face à la déstabilisation des marchés obligataires et boursiers, ils pourraient choisir de se retourner contre Trump. Ils ont clairement exprimé leur opposition à cette politique commerciale, qui leur a déjà coûté plusieurs dizaines de milliards de dollars. Loin des baisses d'impôts et de la déréglementation promises, ils subissent la lutte contre l'immigration et des droits de douane très élevés, susceptibles de déclencher une guerre commerciale mondiale et la récession.

Courront-ils le risque de se débarrasser de «l'idiot utile» qu'ils avaient espéré pouvoir manipuler et qui est devenu incontrôlable? Une disposition de la Constitution pourrait être invoquée à cet égard, même si elle n'a pas été conçue pour cet usage. Le 25^e amendement a été adopté en 1967 pour pallier les lacunes du texte fondateur sur les modalités de remplacement du président ou du vice-président en cas de vacance, ou sur l'incapacité du président à remplir ses fonctions, reconnue par lui-même ou constatée par son cabinet. C'est le scénario du film *Air Force One* (Wolfgang Petersen, 1997): les membres du cabinet font pression sur la vice-présidente (Glenn Close) pour qu'elle assume le pouvoir alors que le président (Harrison Ford) a disparu.

Le vice-président J. D. Vance, qui est à la fois un «conservateur national» et un pur produit du milliardaire Peter Thiel, de PayPal et de la Silicon Valley, peut-il accepter de jouer ce rôle? Et dans cette hypothèse, quelle serait la réaction du Congrès et celle des électeurs? Ce scénario digne de Netflix n'est pas aussi impensable qu'il n'y paraît. ■

Anne Deysine est juriste et américaniste, professeure émérite à l'université Paris-Nanterre et autrice de «Les Etats-Unis et la démocratie» (L'Harmattan, 2019)

Les pressions russo-américaines sur Zelensky avivent sa popularité

ANALYSE

LE CHEF DE L'ÉTAT BÉNÉFICIERAIT D'UN TAUX DE CONFiance DE 67%, SOIT UNE PROGRESSION DE 10 POINTS EN UN MOIS

C'est l'une des obsessions de Vladimir Poutine. La dernière saillie du président russe sur l'ilégitimité supposée de son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, remonte au 28 mars. Ce jour-là, le chef du Kremlin a proposé la création d'une « administration temporaire » en Ukraine, placée sous l'égide des Nations unies, avec pour mission d'« organiser des élections démocratiques et de porter au pouvoir un gouvernement viable, bénéficiant de la confiance du peuple ». Un préalable présenté, à l'époque, comme nécessaire pour signer un accord de paix.

La déclaration n'a pas surpris à Kiev, tant le président russe a l'habitude de mettre en cause la légitimité de Zelensky, dont le mandat, censé s'achever au printemps 2024, a été prolongé en raison de l'état de guerre. Certains y ont vu une manière de gagner du temps face aux pressions exercées par Donald Trump pour trouver une issue au conflit. Ce dernier, qui a fait partie de son agacement face à la demande russe, s'est contenté de rejeter la proposition.

La nouvelle administration américaine semble malgré tout sensible aux arguments du Kremlin. En février, le locataire de la Maison Blanche avait qualifié Zelensky de « dictateur sans élections ». Plusieurs proches de Trump, comme son envoyé spécial en Russie, Steve Witkoff, se sont exprimés sur l'éventualité de prochaines élections en Ukraine.

Alors que la guerre continue sur le terrain, la majorité de la population ukrainienne s'oppose à un tel scrutin – 62 %, selon une enquête Ipsos, réalisée entre le 5 et le 10 mars – estimant qu'un appel aux urnes creuserait les divisions et serait difficile à organiser dans un pays traversé par une ligne de front et où l'on compte des millions de déplacés. Pourtant, ces pressions américaine et russe combinées semblent avoir un impact sur les autorités, alors que, depuis plusieurs mois, les experts politiques ukrainiens relèvent un regain d'activisme de certains partis dans la perspective d'une hypothétique fin de la guerre.

Plusieurs sources officielles anonymes, citées le 30 mars par *The Economist*, affirmaient que des élections pourraient être menées cet été, à la condition qu'un accord de cessez-le-feu total puisse être trouvé dans les prochaines semaines. L'hebdomadaire britannique affirmait que Zelensky lui-même aurait convoqué une réunion gouvernementale pour organiser un scrutin. Le 16 avril, le vote au parlement ukrainien – le quinzième depuis le début de l'invasion – pour une prolongation de la loi martiale, qui proscrit les élections en temps de guerre, semble toutefois indiquer que ce plan pourrait avoir été repoussé. Les députés de Kiev seront de nouveau appelés à se prononcer le 6 août.

Les centres de réflexion politique ukrainiens s'accordent à penser qu'une élection rapide pourrait avantager le président. « Zelensky veut jouer deux scénarios à la fois », relève une source ukrainienne bien informée,

en cas de cessez-le-feu il y va et, autrement, il pourra toujours dire qu'il n'avait rien préparé.

Le chef d'Etat a vu sa cote de popularité bondir depuis que Washington s'est rapproché de Moscou. Selon une enquête publiée par l'Institut international de sociologie de Kiev le 7 mars, le chef de l'Etat bénéficierait d'un taux de confiance de 67 %, soit une progression de 10 points en un mois. Les Ukrainiens « critiquent Zelensky pour ses erreurs en politique intérieure », comme la trop grande concentration des pouvoirs, explique le politiste Volodymyr Fesenko, directeur du centre d'études politiques Penta. « Mais ils apprécient son activité et sa sincérité dans la défense des intérêts du pays en politique étrangère », poursuit-il.

Pas de réelle alternative

Le traitement qui a été réservé à Zelensky à la Maison Blanche, le 28 février, a également joué en sa faveur. « Son humiliation dans le bureau Oval a été perçue par la population comme une tentative d'humilier toute l'Ukraine », analyse le diplomate Oleh Chamchour, ancien ambassadeur d'Ukraine aux Etats-Unis. « La sympathie des Ukrainiens est évidemment allée du côté de Zelensky », résume le sociologue Mykhailo Mischenko, du centre de recherche Razumkov de Kiev. Celui-ci n'hésite pas à comparer la période avec celle du début de l'invasion, « lorsque les Ukrainiens se sont unis et massivement ralliés derrière le président ».

La tenue d'élections à brève échéance pourrait également profiter à Zelensky parce que

« les Ukrainiens ne voient pas de réelle alternative à Zelensky pour le moment », relève encore Mykhailo Mischenko. Si ces figures de l'opposition, comme l'ancien président Petro Porochenko (2014-2019) ou l'ex-première ministre Ioulia Timochenko (2005 puis 2007-2010), peuvent compter sur une base de fidèles, leur popularité est très inférieure à celle de Zelensky, avec respectivement 10 % et 6 % d'intentions de vote, contre 44 % pour l'actuel président, selon un sondage de l'Institut Survation, publié fin février. « Les Ukrainiens ne croient plus dans cette vieille génération de politiciens », explique Mykhailo Mischenko, rappelant que l'ancien producteur et acteur Zelensky avait été élu en 2019 avec 73 % des voix, contre 24 % pour Petro Porochenko, sur « une envie de renouveau de la classe politique ukrainienne ».

« Les Ukrainiens ne sont pas enclins à faire confiance aux professionnels de la politique, mais plutôt à des personnalités associées à la défense du pays et à la résistance à l'agression russe », analyse Volodymyr Fesenko. Ainsi, la seule personnalité donnée au coude-à-coude avec le chef de l'Etat ukrainien en cas d'élection présidentielle est l'ancien commandant en chef des forces armées Valeri Zaloujny – avec 21 % d'intentions de vote selon l'Institut Survation –, remercié début 2024. Aujourd'hui ambassadeur au Royaume-Uni, il reste très populaire en Ukraine, mais il s'est gardé jusque-là d'afficher publiquement toute ambition présidentielle. ■

THOMAS D'ISTRIA (KIEV, CORRESPONDANT)



CHRONIQUE | PAR MARIE DE VERGÈS

L'étrange calcul de Trump au Lesotho

Comment une politique économique façonnée par l'obsession des déficits commerciaux se retrouve-t-elle à sanctionner un partenaire anecdotique comme s'il s'agissait d'un concurrent majeur ? Nul mieux que le Lesotho n'illustre l'irrationalité de l'offensive protectionniste déclarée par Donald Trump au reste du monde.

Ce petit royaume montagneux niché au cœur de l'Afrique du Sud représente moins de 0,03 % du déficit commercial américain. Il risque pourtant d'écopier d'une surtaxe douanière de 50 % sur ses exportations vers les Etats-Unis si le président américain, au terme de la « pause » de quatre-vingt-dix jours annoncée le 9 avril, décide de mettre ses menaces à exécution. Hormis la Chine, aucun autre pays ne serait frappé avec une telle sévérité. Cela au nom de la « reciprocité ». Oui, car selon Washington, le Lesotho imposerait des droits de douane de 99 % aux produits américains importés ! Pour parvenir à ce chiffre mirabolant, l'administration américaine a effectué un étrange calcul, un genre de règle de trois visant à refléter approximativement l'ampleur du déséquilibre commercial bilatéral. En effet, le Lesotho vend beaucoup plus de biens aux Etats-Unis (pour 237 millions de dollars, soit près de 208 millions d'euros, en 2024) qu'il ne lui en achète (moins de 3 millions de dollars).

Mais cette équation purement arithmétique en vient à faire abstraction de l'essentiel. D'abord, si le Lesotho importe peu, c'est tout simplement qu'il n'en a pas les moyens. Plus de la moitié de sa population vit avec moins de 3,65 dollars par jour. Comment, donc, s'offrir les produits haut de gamme, de l'aéronautique aux semi-conducteurs, fabriqués aux Etats-Unis ? Même les jeans Levi's et les polos Ralph Lauren sortant à la chaîne de ses usines textiles demeurent, pour la grande majorité des 2,3 millions d'habitants, un luxe inaccessible. Ces vêtements constituent

une large part des exportations expédiées vers le marché américain. Et c'est une réalité que la formule trumperre semble également ignorer : le dynamisme de cette industrie de l'habillement, le Lesotho le doit précisément à un accord commercial instauré par les Etats-Unis et soutenu depuis un quart de siècle par le Congrès américain.

L'African Growth and Opportunity Act (AGOA, loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique) a été promulgué par Bill Clinton en 2000 avec l'objectif de stimuler la croissance sur le continent en exemptant de droits de douane de nombreux biens made in Africa. Vingt-cinq ans plus tard, le pays d'Afrique australie, l'une des rares success story de ce dispositif, craint donc d'être puni pour avoir tenté de mettre en œuvre la doctrine économique américaine du « Trade, not aid » (« le commerce plutôt que la charité »).

Protectionnisme aveugle
L'autre variable du déficit commercial bilatéral tient à une ressource que le Lesotho possède et non les Etats-Unis : les diamants. Une surtaxe douanière de 50 % ne changera rien à la composition du sous-sol américain. Si elle est appliquée, cette pénalité aura en revanche des effets très concrets pour le marché de l'emploi du royaume. Près de 13 000 personnes travaillent dans des entreprises textiles produisant des vêtements pour des marques américaines – y compris, ironie du sort, des polos de golf commercialisés sous la marque Trump.

Difficile de savoir dans quelle mesure le Lesotho est visé de façon délibérée. Quoi qu'il en soit, il n'est désormais plus ce « pays dont personne n'a jamais entendu parler », comme s'en moquait Donald Trump début mars. Les propos et menaces du président américain lui ont apporté une notoriété dont il se serait bien passé. Et fait de lui le symbole d'un protectionnisme aveugle, prêt à châtier jusqu'aux nations les plus vulnérables – comme avec lui le Laos, le Cambodge ou Madagascar –, sans véritable bénéfice économique pour les Etats-Unis. ■

DANS LE ROYAUME, PRÈS DE 13 000 PERSONNES PRODUISENT DES VÊTEMENTS POUR DES MARQUES AMÉRICAINES

LE NOUVEAU RÉGIME OU L'IMPOSSIBLE PARLEMENTARISME
de Benjamin Morel, Passés/Composés, 144 pages, 16 euros

LA PROMESSE DÉCUDE DE LA V^E RÉPUBLIQUE

LIVRE

Le spectre d'une France ingouvernable se profile.

Pour contourner le problème, le gouvernement a cru bon, par exemple, de s'en remettre à l'article 49.3 pour faire adopter la réforme des retraites au printemps 2023. Ce passage en force illustre les limites de notre Constitution, « pensée pour permettre à un gouvernement de mener une politique, envers et contre tout et surtout contre le Parlement ».

Concentration des pouvoirs

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024, l'absence de majorité a cependant ralenti l'activité du gouvernement, mais le chef de l'Etat parvient à mettre en œuvre un programme législatif, grâce aux pouvoirs qu'il détient et à son habileté politique (nomination du premier ministre, mutualisation des conseillers entre l'Elysée et Matignon, multiplication des conseils de défense...).

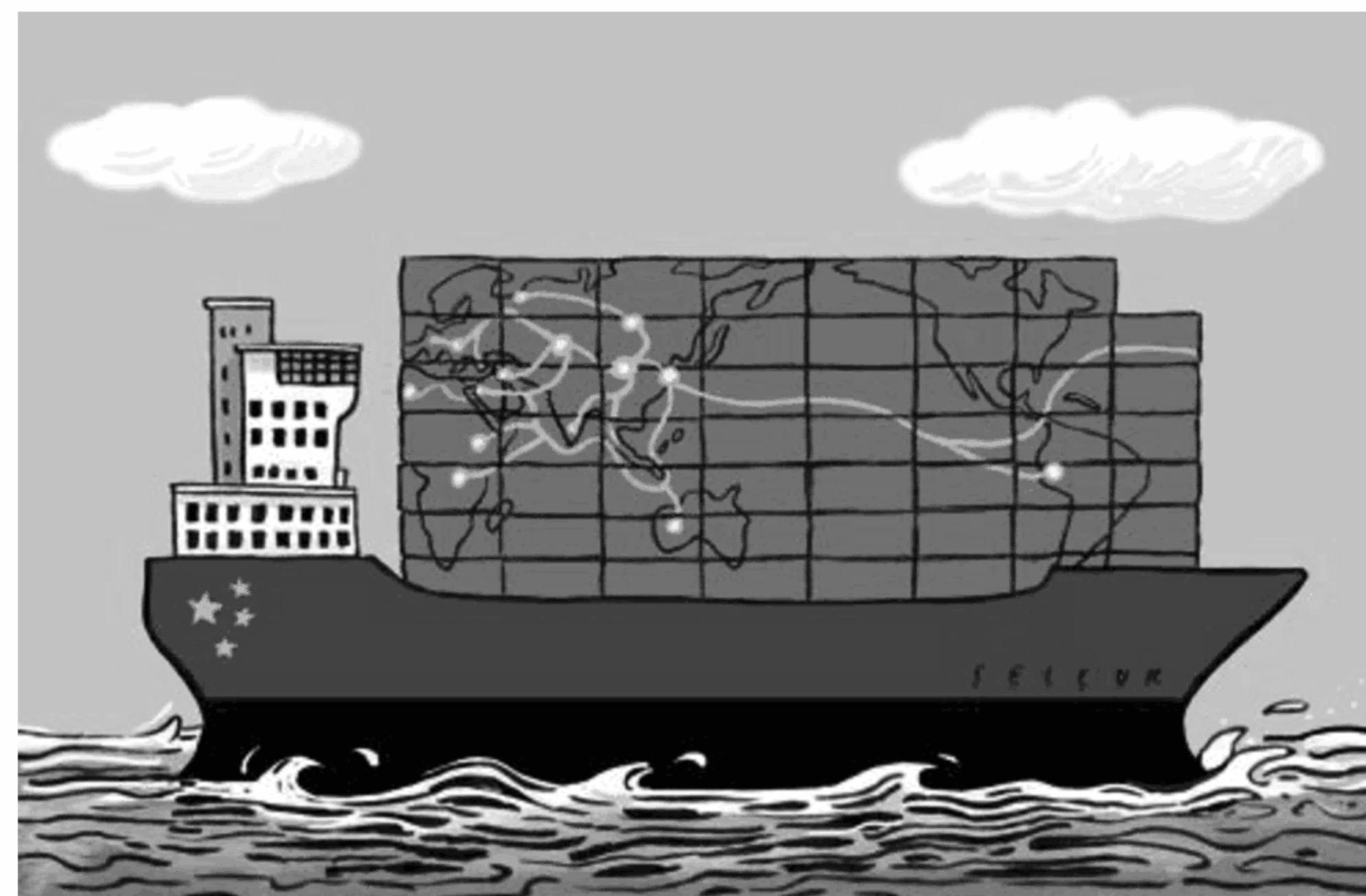
L'affaiblissement des partis permet, en outre, à Emmanuel Macron de concentrer les pouvoirs, dans un mouvement lancé par l'instauration du quinquennat et

par l'inversion du calendrier électoral, au début des années 2000.

Alors que la tripolarisation tend à structurer le système politique, les partis, le Parlement et l'exécutif n'ont pas trouvé le moyen de gouverner de concert dans le respect de leurs prérogatives. Pis, le présidentialisme fait craindre, à terme, une dérive vers l'illibéralisme, tant l'Elysée impose ses décisions sans garde-fous. Il est pourtant possible de sortir de cette crise ; il suffit de s'en remettre à une « repartimentarisation ». Sans en appeler à une VI^e République, Benjamin Morel suggère de faire évoluer les institutions afin de donner plus de poids à l'Assemblée nationale. Il prône notamment l'instauration de la proportionnelle, en suivant le modèle allemand. Le docteur en science politique invite aussi à un changement d'imaginaire politique, et à délaisser la mythologie gaulliste. Cet effort demandera du temps, les citoyens et surtout les acteurs politiques devront s'approprier les vertus du parlementarisme. Nous en sommes encore loin. ■

MARIAMA DARAMÉ

Route de la soie | PAR SELÇUK



Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

Nucléaire iranien,
retour à la négociation

PAR ALAIN FRACHON

Donald Trump se heurte à la complexité du réel. Après avoir vanté son talent de négociateur de génie sur la scène internationale, il est à la peine, pour ne pas dire qu'il accumule les échecs. L'affrontement israélo-palestinien? Washington laisse faire le premier ministre Benjamin Nétanyahou à Gaza et en Cisjordanie. La guerre russe-ukrainienne? Vladimir Poutine impose ses conditions aux Etats-Unis. La méthode du « roi du deal » est originale: elle consiste à donner la main au plus fort des protagonistes! Mais sur le dossier du nucléaire iranien, Donald Trump inaugure un nouveau style. Cette fois, il aimerait recoller les morceaux de ce qu'il a lui-même cassé.

Il s'agit toujours de s'assurer que l'Iran, en violation de ses engagements, ne se dote pas de l'arme nucléaire. Courant mars, Donald Trump a écrit à Ali Khamenei, le chef de la République islamique, qui lui a répondu. On ignore les formules de politesse utilisées: cher Guide, cher président? Des négociations ont repris en avril. Américains et Iraniens ont déjà tenu deux séances de pourparlers, à Oman puis à Rome, pilotés par l'envoyé spécial de la Maison Blanche, le polyvalent Steve Witkoff, et le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi.

La discussion va se poursuivre au niveau d'un groupe d'experts chargé de s'entendre sur les modalités techniques de quelques principes généraux sur lesquels les deux parties se seraient accordées. Schéma approximatif: l'Iran conserverait sa capacité à développer son programme nucléaire civil; les Etats-Unis disposeront des moyens de s'assurer, en permanence, que ledit programme n'a aucune fin militaire; ils leveraient l'embargo étouffant l'économie iranienne.

Misère accrue

Pour Donald Trump, c'est une nouvelle forme de négociation: reconstruire ce qu'il a démolì lors de son premier mandat. Le chef de la tribu MAGA (pour « Make America Great Again ») ne reconnaît jamais une erreur. Mais si telle est bien la direction prise par les échanges entre les deux parties, elle consiste à revenir sur la décision prise par Donald Trump en 2018. En mai de cette année-là, le républicain retire les Etats-Unis du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) – accord dont l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Chine et la Russie sont aussi signataires.

Signé à Vienne le 14 juillet 2015, ce JCPOA, enfant cheri de la diplomatie de Barack Obama, plaçait les installations nucléaires de l'Iran sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'enrichissement de l'uranium par la République islamique était limité. En contrepartie, celle-ci se voyait libérée, progressivement, du carcan de sanctions enserrant son économie. Pour Donald Trump, qui n'avait probablement pas lu le document, c'était « un désastre », une reddition, et, sous le

LE RETRAIT
DES ÉTATS-UNIS
DE L'ACCORD
DE VIENNE, EN
2018, SE SOLDE
PAR UN FIASCO

INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

DONALD TRUMP
RECONSTRUIT
CE QU'IL A DÉMOLÌ
LORS DE SON
PREMIER MANDAT

poids de sanctions renouvelées, il allait forcer Téhéran à renégocier. Avec lui, l'accord serait sans limite dans le temps et porterait aussi sur l'arsenal de missiles du régime de Téhéran et sur sa politique d'expansion régionale.

Il n'en a rien été. Le plan Trump 2018 se solde par un fiasco. La théocratie de Téhéran n'a pas renégocié. Les Iraniens ont « payé » le prix des sanctions – en misère accrue. Plus grave, l'Iran, qui avait respecté les règles décidées en 2015, s'en est affranchi à partir de 2018. Ali Khamenei a défié le chef MAGA : limité à 3,7% selon l'accord de Vienne, le niveau d'enrichissement de l'uranium iranien est passé à 60%, tout près de la teneur nécessaire à la fabrication d'une arme; le stock d'uranium enrichi, fixé à 300 kilogrammes, atteint aujourd'hui 8 200 kilogrammes; le pays s'est équipé de centrifugeuses derniers cri; le temps requis pour militariser le programme s'en trouve raccourci. Le régime pourrait en quelque mois assembler six bombes nucléaires, dit l'AIEA, mais n'a, à ce jour, pas décidé de prendre ce chemin, précise la CIA.

Conjoncture favorable

Donald Trump campe sur une position générale: ce pays ne doit pas avoir l'arme nucléaire. Jamais. En échange et sous haute surveillance internationale, l'Iran pourrait conserver une partie de son dispositif d'enrichissement de l'uranium. Le démantèlement de son arsenal de missiles balistiques et de son réseau de milices arabes dans la région ne serait plus une priorité. « Ironie suprême, ce qui semble avoir été concocté à Rome et à Oman, c'est la résurrection de quelque chose de très ressemblant à ce qui a été signé en 2015 » à Vienne, déclarait Aaron David Miller, ancien diplomate, aujourd'hui chercheur à la Fondation Carnegie, dans le *New York Times*, le 19 avril.

La conjoncture politico-stratégique du moment pourrait aider à la conclusion d'un accord – à Téhéran et à Washington. Le régime de Khamenei est plus faible aujourd'hui qu'en 2018. A l'intérieur, il est plus impopulaire que jamais. A l'extérieur, la réplique israélienne aux attaques des alliés arabes de Téhéran s'est traduite par la déroute de ceux-ci – qu'il s'agisse du Hamas palestinien ou du Hezbollah libanais. A Damas, l'ami Bachar Al-Assad, proche de Téhéran, a été chassé du pouvoir. Un double échange de missiles entre l'Etat hébreu et l'Iran, en 2024, s'est soldé par la destruction d'une partie des défenses antiaériennes de la République islamique – ce qui n'a pas échappé à Nétanyahou.

Le premier ministre israélien aurait, tout récemment, proposé à Donald Trump de lancer une opération aérienne commune, américano-israélienne, contre les installations nucléaires de Téhéran, rapporte le *New York Times*. Soucieux de ne pas entraîner les Etats-Unis dans une nouvelle aventure guerrière au Moyen-Orient, le président s'y serait opposé. Il préfère tenter une solution négociée avec le régime iranien – quitte à redonner vie à ce qu'il a saboté en 2018. ■

FACE AUX GÉANTS
DU NUMÉRIQUE,
L'UE DOIT RESTER
FERME

ÉDITORIAL M

Négociations sur les droits de douane ou pas, la législation européenne sur les géants du numérique continue de s'appliquer. Le message que vient d'adresser la Commission européenne à Donald Trump est clair. L'exécutif bruxellois a annoncé, mercredi 23 avril, des sanctions financières contre Apple et Meta (Facebook, Instagram). Les deux groupes sont accusés d'avoir enfreint le nouveau règlement sur les marchés numériques, le Digital Market Act (DMA), adopté en 2022. Celui-ci vise notamment à faciliter la concurrence des petites entreprises face aux grands groupes de technologie.

La Commission européenne reproche à Apple d'empêcher les développeurs d'applications d'informer les utilisateurs sur

d'acheter des produits numériques en dehors de l'App Store, le magasin d'applications du fabricant de l'iPhone. Meta, lui, est sanctionné pour avoir mis en place un système litigieux de consentement au partage de données personnelles à des fins de profilage publicitaire. La Commission européenne inflige ainsi ses premières amendes dans le cadre du DMA, d'un montant de 500 millions d'euros pour Apple et de 200 millions d'euros pour Meta.

Cette décision prend un relief particulier en pleines négociations sur les droits de douane que les Etats-Unis menacent d'appliquer sur les exportations européennes. Donald Trump les conçoit comme des mesures de rétorsion aux barrières tarifaires européennes, mais aussi à tous les dispositifs qui renchérissent le coût des exportations américaines, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les normes, mais aussi les législations sur le numérique, qualifiées par M. Trump d'« extorsion ».

Le rapport de force transatlantique ne fait que débuter. Il est évidemment hors de question pour l'Union européenne (UE) de se ranger aux arguments de l'administration américaine en se laissant dicter sa législation en fonction des intérêts commerciaux des Etats-Unis. Le DMA et le règlement sur les services numériques (DSA), qui vise à lutter contre les dérives (haine, désinformation, contrefaçons) des contenus en ligne diffusés par les géants de l'In-

ternet, ne sont pas des outils de protectionnisme commercial, mais des instruments de régulation. Ils visent à protéger les droits et les libertés des citoyens européens et à faire respecter la libre concurrence. Celle-ci est constamment bafouée, dans un secteur où une poignée d'acteurs sont en situation de quasi-monopole, et profitent de chaque avancée technologique pour étendre leur pouvoir de marché.

La meilleure preuve qu'il est indispensable de réguler l'activité des géants de l'Internet est qu'ils sont également poursuivis aux Etats-Unis par la justice antitrust. Deux procès sont en cours concernant Meta et Google, accusés d'avoir développé des stratégies anticoncurrentielles. Encadrer les géants de l'Internet n'est donc en rien une lubie des Européens pour protéger un marché qui leur échappe, mais une nécessité afin de limiter une puissance de plus en plus problématique.

L'UE doit rester ferme dans sa volonté en dépit des menaces commerciales brandies par Donald Trump. En infligeant des amendes modérées compte tenu des sanctions encourues, la Commission a choisi une approche proportionnée, tout en montrant qu'elle a les moyens d'imposer ses règles sur un marché dont ces entreprises peuvent difficilement se passer. Face à l'imprévisibilité de Donald Trump et à ses changements de pied intempestifs, la cohérence reste la meilleure réponse. ■



Il y a quatre-vingts ans, la victoire des Alliés met fin à la seconde guerre mondiale. Un nouveau monde voit le jour sous l'impulsion des vainqueurs, qui associent la paix au progrès et à la liberté dans tous les domaines d'activité. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre, que reste-t-il de ce nouveau monde alors que l'ordre international est aujourd'hui soumis à de fortes turbulences géopolitiques? Ce hors-série du *Monde*, qui comprend récits historiques, portraits, enquêtes, infographies et analyses, revient sur « l'héritage de la paix » et décrypte les enjeux d'un monde en plein bouleversement.

1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du «Monde»

100 pages - 12,50 €

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Glisser dans l'irréel avec Yôko Ogawa

Les nouvelles de «Scènes endormies dans la paume de la main» regorgent de visions monstrueuses que l'écrivaine japonaise livre avec une malice et un esprit savoureux

AMAURY DA CUNHA

Dans les livres de la Japonaise Yôko Ogawa, tout est vrai, pour de faux. Entrer dans ses fictions déroutantes et magnétiques suppose de mettre de côté nos repères habituels de lecture et d'accepter d'être désorientés. Car, sous la plume de cette immense écrivaine, née en 1962, autrice de plus d'une trentaine de romans et de recueils de nouvelles, tous publiés en France par Actes Sud (citons *L'Annulaire*, 1999, adapté au cinéma en 2005 par Diane Bertrand; *Cristallisation secrète*, 2009; *Manuscrit zéro*, 2011; *Instantanés d'Ambre*, 2018), le monde est raconté à rebours de lui-même, à la lisière du fantastique. En lisant les récits étranges et poétiques de Yôko Ogawa, on est envahi par une sensation similaire à celle que nous laisse le souvenir d'un rêve dont il ne subsiste que des images et quelques bribes d'histoires.

Son nouvel ouvrage, *Scènes endormies dans la paume de la main*, dont le titre rend hommage au livre du grand écrivain Yasunari Kawabata (1899-1972), *Récits de la paume d'une main* (éd. Albin Michel, 1999), est constitué de huit remarquables nouvelles qui mettent en scène des personnages, surtout féminins, traversant des épreuves invraisemblables.

Il y a cette enfant qui cherche à correspondre avec la «Sylphide» qu'elle a vue jouer sur une scène de théâtre. Une comptable qui a de petites créatures blanches en forme de U dans sa bouche. Un coiffeur qui expose dans sa vitrine le diorama d'un train électrique en mémoire de son fils disparu. Une dame de compagnie embauchée par un riche vieillard pour devenir sa «comédienne décorative» en ne jouant rien d'autre qu'elle-même. Et encore, cette laborantine obsessional, surnommée «Jupe-à-fleurs», qui collectionne des autographies de comédiens, certaine que ces signatures lui permettront de flotter «entre la vie artificielle et la vie réelle».

Ces histoires bizarres et captivantes sont indépendantes les unes des autres. Elles forment pourtant un subtil dispositif narratif qui fait écho aux obsessions que l'écrivaine égrène dans chacun de ses livres: la fragilité essentielle de notre condition, «le vaste monde du passé que chacun porte en soi», comme elle



Yôko Ogawa, à Paris, en 2018. PATRICK COCKPIT/HANS LUCAS

l'écrivait dans son roman *Petites boîtes* (Actes Sud, 2022), et notre besoin incommensurable d'illusions.

L'art, partout présent

Pour Yôko Ogawa, l'art est sans doute la meilleure manière de supporter la vie: il lui permet de la faire entrer dans un cadre. Sous des formes variées, il est partout présent dans ces textes. On le retrouve, par exemple, au fond de tasses de thé («Des ailes avec des empreintes de doigts») où sont reproduites des phrases d'une pièce de Tennessee Williams

— comme si ces mots avaient le pouvoir de donner plus de saveur aux choses que nous ingérons.

Surtout, la plupart de ces histoires se déroulent dans des salles de spectacle. Théâtres, cinémas, opéras... ces lieux retranchés du monde où les personnages d'Ogawa se réfugient, s'égarent, vivent aussi des expériences intérieures. Comme dans la très belle nouvelle «Le Chien sacrificiel», où, lors d'une représentation du *Sacre du printemps*, d'Igor Stravinsky (1913), le narrateur est projeté dans un souvenir d'enfance: à l'écoute d'un solo de basson, il se rappelle tout à coup le son du clairon annonçant l'arrivée d'un libraire ambulant, tiré par un grand saint-bernard, qui transportait des livres rêvés, porteurs de «mondes inconnus».

Il y a du Proust chez Ogawa, mais aussi du Magritte: un mélange savoureux de profondeur spirituelle, d'onirisme, de malice. Et, toujours, ces zones d'ombre qui persistent, plongeant le lecteur dans la perplexité. Pour l'écrivaine, la joie de la création consiste sans doute à présenter des énigmes, sans forcément chercher à vouloir les résoudre. «J'étais convaincue

que c'était une révélation qui m'était destinée. Le sens m'en échappait, mais n'est-ce pas toujours le cas?», interroge un des personnages du livre. La manière d'écrire d'Ogawa est pourtant simple en apparence. Ses phrases sont courtes, sobres, littérales. Mais tout à coup, au détour du récit, surgissent des moments de glissement dans l'irréel, dont les signes annonciateurs sont souvent des images un peu folles qui hanteront la mémoire du lecteur: un oiseau miniature logé dans le creux de l'oreille ou, encore, ces petites bêtes blanches nées à l'intérieur d'une bouche.

Avec une infinie délicatesse, Yôko Ogawa réussit à rendre ces visions monstrueuses presque attachantes. Après avoir terminé ces magnifiques nouvelles qui traversent des ombres, on est tenté d'accueillir nos cauchemars avec un peu plus de tendresse. ■

**SCÈNES ENDORMIES
DANS LA PAUME DE LA MAIN**
(*Tenohira ni nemuru butai*),
de Yôko Ogawa,
traduit du japonais par Sophie Reffle,
Actes Sud, 288 p., 22 €, numérique 17 €.

EXTRAIT

«La blancheur de la créature était particulière. Comme si elle n'avait jamais été exposée à une lumière colorée depuis sa naissance et qu'elle gardait la couleur blanche qui était la seule à subsister après la disparition de toutes les autres. Son blanc était à la limite de la transparence, presque évanescent, d'une intensité partout égale, sans aucune souillure. Même quand la cheffe de service cligna plusieurs fois des yeux avec l'impression qu'elle allait voir l'intérieur par transparence, son œil ne refléta que ce blanc. Mais il faisait aussi sentir le grouillement de la vie.»

«UN AMOUR DE GROUVE», DANS
SCÈNES ENDORMIES DANS LA PAUME DE LA MAIN, PAGES 83-84

2
C'EST
D'ACTUALITÉ
► ÉDITION
Les 80 ans
de la «Série noire»

3
MOTS DE PASSE
► Le rire d'Etgar Keret
contre l'accablement



4|5
LITTÉRATURE
► Simon Liberati,
Nathalie Dentinger,
Mia Couto,
Mohammed Alnaas

6
HISTOIRE
D'UN LIVRE
► «Les Enfants
de Nobodaddy»,
d'Arno Schmidt

7
ESSAIS
► Violet Moller dans les
pas des astronomes
de la Renaissance



8
CHRONIQUES
► LE FEUILLETON
Tiphaine Samoyault
a lu «Un couple
panafricain»,
d'Elara Bertho



9
BIOGRAPHIES
► Heinz Guderian,
Anne d'Autriche,
Léon Gambetta et
Marguerite Durand

10
RENCONTRE
► Ivan Philippov,
l'écrivain
qui tue Poutine



Traduit de...

Un livre sur cinq publié en France est traduit d'une langue étrangère, qui se trouve être l'anglais dans plus d'un cas sur deux. Ainsi peut-on résumer les enseignements du baromètre annuel *Livres Hebdo/Electre* pour 2024. Plus précisément, sur 65 535 livres publiés l'an dernier, 12 774 étaient traduits, soit 19,5 %, contre 19,2 % en 2023. Au palmarès des langues, l'anglais représente 53,5 % (une progression de 0,3 %) et le japonais, 17,8 %. Ils sont suivis par l'italien, l'allemand et l'espagnol (respectivement 4,8 %, 4,5 % et 3,9 %).

« Brisez vos lourdes chaînes »

Le 18 avril, la militante russe Darya Kozyreva, 19 ans, a été condamnée à deux ans et huit mois de détention par un tribunal de Saint-Pétersbourg. Elle est accusée d'avoir « discrédité » l'armée russe, notamment en collant sur une statue du grand poète ukrainien Taras Chevtchenko (1814-1861), le 24 février 2024, des vers extraits de son poème *Mon testament*: « Oh enterrer-moi, puis levez-vous / Et brisez vos lourdes chaînes / Et arrosez avec le sang des tyrans / La liberté que vous avez gagnée. » La jeune femme a plaidé non coupable, et a déclamé devant la cour, en ukrainien, d'autres vers de Chevtchenko.

**“ Ramassez vos bombes, vos fusils
Vos déchets
Et retournez chez vous
Peuples aisés du monde !”**

MAHBOUBA IBRAHIMI

Extrait d'une anthologie de poésie afghane, *L'Amour, l'exil, la liberté. La révolte des poètes d'Afghanistan*, publiée aux éditions Calmann-Lévy (traduit du persan par Belghez Alavi, 300 pages, 21,50 euros, numérique 15 euros).

Lectures synthétiques

La plateforme de streaming suédoise Spotify a décidé d'investir 1 million d'euros pour développer, à l'aide de l'intelligence artificielle, les livres audio en Europe, notamment en France et aux Pays-Bas, où l'offre reste limitée. Pour réduire les coûts, Spotify utilise la narration vocale de synthèse, en partenariat avec ElevenLabs, tout en collaborant avec des comédiens. Les livres audio produits seront diffusés sur plusieurs plateformes. En France, les abonnés à Spotify peuvent bénéficier d'un catalogue de 200 000 livres audio, dont 15 000 en langue française.

La célèbre collection de polars et autres thrillers de Gallimard souffle cette année ses 80 bougies. Regards sur le chemin parcouru et sur celui qui se profile

Tirez sur la « Série noire » !

ÉDITION

ANTOINE ALBERTINI ET ABEL MESTRE

La « Série noire » charrie comme un parfum d'ancien temps. Jacques Prévert suggéra le nom de la collection; Jean Genet la fit découvrir à François Truffaut, qui en adapta cinq titres, soit un cinquième des films qu'il dirigea; Boris Vian y fit office de traducteur (*La Dame du lac* et *Le Grand Sommeil*), de Raymond Chandler, respectivement n° 8 et 13 de la collection); Jean Meckert y connut le succès sous le pseudonyme de Jean Amila; Jean Giono en dévorait presque chaque livraison.

Si la collection, qui fête ses 80 ans cette année, a pu survivre aux trous d'air, c'est d'abord grâce à une identité visuelle très forte : ses historiques couvertures noires avec liseré jaune sont passées dans la culture populaire. Surtout, elle a bénéficié de la stabilité de Gallimard, la maison d'édition. En huit décennies, les responsables de la collection se comptent sur les doigts d'une main : le fondateur, Marcel Duhamel (1900-1977), Robert Soulat (1923-1994), Patrick Raynal, Aurélien Masson et Stéphanie Delesté. Mais une telle permanence ne prémunit pas contre les outrages du temps.

« La collection a pris un coup de vieux et a perdu de son influence », analyse sans détour Stéphanie Delesté, qui préside aux destinées de la « Série noire » depuis 2017. Quand près de 100 titres paraissaient chaque année au milieu des années 1960, 20 sont parus en 2024, et la concurrence est rude : la collection représente aujourd'hui 3,5 % de part du marché du polar. « Les lecteurs lisent désormais des auteurs, et non plus des collections, analyse la directrice. Les plus jeunes lecteurs connaissent Jo Nesbo et Caryll Férey [deux poids lourds de la maison]

mais se foutent éperdument de savoir chez qui ils publient. »

Même DOA (Rétiaire(s), 2023), qui figure parmi les têtes de gondole de la « Série noire », confesse « avoir échappé, en tant que lecteur, à la mystique de la collection, un symbole de la génération de [ses] parents ». L'auteur de *Citoyens clandestins* (2007) et des deux tomes de *Pukhtu* (2015 et 2017) ne découvre « ce que pouvait représenter la « Série noire » et l'histoire de Gallimard » qu'en y publant. « D'un coup, je suis passé de trois articles dans des fanzines à toute la presse. Or je ne suis pas devenu subitement génial », raconte-t-il. DOA publiera cependant son prochain ouvrage dans la « blanche » – en littérature générale. « Parce que les étiquettes, dit-il, empêchent les livres et leurs auteurs d'être considérés comme autre chose que de la littérature de genre. »

Il faut dire que la « Série noire » est d'abord le produit d'une époque, celle de l'immédiat après-guerre et de l'influence culturelle américaine. « C'est dans cette collection que paraissent et sont traduits les principaux auteurs américains qui ont fondé le roman noir, comme Dashiell Hammett ou Raymond Chandler », note ainsi Sybila Guéneau, qui a soutenu une

La collection a surtout su faire changer le regard sur la littérature policière en imposant le roman noir comme genre à part entière

thèse à l'Ecole des hautes études en sciences sociales intitulée « Roman noir et critique sociale. Réel et violence dans le néopolar (après mai 1968) ».

Ce n'est pas un hasard si les livres de la « Série noire » trouvent, dans les années 1950-1960, un écho particulier chez de jeunes cinéastes qui veulent tout bousculer. Les réalisateurs de la Nouvelle

Vague revendiquent ainsi une influence américaine et se ruent sur David Goodis ou William Irish. Pour l'anniversaire de la collection, une exposition organisée à la galerie Gallimard, à Paris (jusqu'au 17 mai), retrace ce compagnonnage entre le 7^e art et la « Série noire », dont au moins 500 titres ont été adaptés sur grand écran.

Littérature de crise, le roman noir se love dans les contours des périodes agitées. « Le roman policier voit le mal dans l'homme, le polar dans la société », résument, à sa manière, Jean-Patrick Manchette (1942-1995), auteur phare de la collection dans les années 1970. A cette époque, Mai 68 est encore dans toutes les têtes. L'envie de révolution passe des groupuscules aux volumes noir et jaune. Ce sous-courant prendra le nom de « néopolar » et renouvelera l'approche du noir en lui conférant une dimension très politique. « La décennie 1970 voit l'hégémonie culturelle passer à gauche. La publication d'auteurs critiques participe de ce mouvement », rappelle Sybila Guéneau.

Cette image se délitera à l'aube des années 2000. Les auteurs du néopolar, souvent issus de l'extrême gauche – sauf A.D.G., pseudonyme d'Alain Fournier (1947-2004), proche de la famille Le Pen –,

feront évoluer leur style et laisseront leurs idéaux dans le passé. De nos jours, si nombre de titres récents continuent d'évoquer corruption, racisme ou rôle des lobbys, peu de lecteurs attachent encore de l'importance à l'image de collection « politique ».

Mais la « Série noire » de Marcel Duhamel a surtout su faire changer le regard sur la littérature policière en imposant le roman noir comme genre à part entière, un sentiment partagé encore aujourd'hui, y compris à l'étranger. « La « Série noire » a une image très prestigieuse en Espagne, reconnaît Dolores Redondo, l'une des principales autrices de la collection. On y trouve le meilleur du roman noir international. »

Comment lui donner un coup de sang neuf? En allant titiller les goûts d'un public plus jeune, « sans pour autant donner dans le cosy crime », plaît Stéphanie Delesté, en référence à un sous-genre sans sexe ni violence, où le crime se résout entre deux gorgées de darjeeling. Depuis 2023, les grands classiques de la collection sont réédités sous une couverture à l'ancienne, mais retraduits pour rétablir la pureté originelle de textes caviardés ou truffés d'un argot daté. Beaucoup explorent des thèmes susceptibles de trouver un écho contemporain : la

défense de l'environnement (*Y'a pas de bon Dieu!*, signé Jean Amila), la corruption – voire les fake news – dans *Un linceul n'a pas de poches*, chef-d'œuvre de Horace McCoy, premier Américain à être publié dans la « Série noire », en 1946 (n° 4).

L'année prochaine, cette entreprise de dépoussiérage mettra à l'honneur les femmes, grandes oubliées d'une collection dont les titres signés par des autrices représentent une portion négligeable des plus de 3000 volumes parus. Une anomalie, compte tenu de la part active qu'elles ont prise dans la vie de la « Série noire » : Germaine Duhamel en dessina la couverture et les traductrices étaient souvent des traductrices, comme Janine Hérisson ou Jane Fillion. Aujourd'hui, Stéphanie Delesté la dirige, et Marie-Caroline Aubert (une femme « magnifique et d'un grand savoir », selon Dolores Redondo) y est éditrice.

Un signe ? La première femme publiée à la « Série noire », Gertrude Walker, figura en majesté dans ces rééditions. Par un « pur hasard », explique Stéphanie Delesté, le deuxième semestre du millésime 2025 sera lui aussi trusté par les femmes, avec un roman de Macha Séry, ancienne journaliste au *Monde*, et le grand retour d'Ingrid Astier (*Haute volige*, 2017). ■



En 1966, le fondateur de la « Série noire », Marcel Duhamel, salue le 1000^e titre de la collection, « 1275 âmes », de Jim Thompson. ANDRÉ BONIN/GALLIMARD

Jean-Patrick Manchette en putschiste littéraire

Un essai passionnant de Nicolas Le Flahec explore en profondeur la vie et l'œuvre du créateur du néopolar, mort il y a trente ans

ÉCLAIRAGE

Comment, en sept cent pages serrées, tirées d'une thèse de littérature soutenue en 2022, peut-on épouser son sujet mais pas son lecteur? Avec *Jean-Patrick Manchette : écrire contre* (Gallimard, 736 pages, 30 euros, numérique 22 euros), Nicolas Le Flahec, professeur à l'université de Bordeaux, règle la question dans un essai passionnant qui ne s'adresse pas qu'aux initiés et révèle, aux autres, l'œuvre foisonnante d'un véritable maître à écrire.

Auteur de romans pour la jeunesse, scénariste (entre autres *La Crème*, 1983 ; *Polar*, 1984) sacrifiant par nécessité aux panouilles alimentaires, traducteur stakhanoviste (de Robert Littell, notamment), Jean-Patrick Manchette (1942-1995) incarne encore, trois décennies après sa disparition, la figure tutélaire du roman noir français, statut acquis en onze livres à peine, de *Laissez bronzer les cadavres!* (avec Jean-Pierre Basit, 1971) à *La Princesse du sang* (posthume, 1996), tous publiés chez Gallimard et tous cultissimes. Curieux paradoxe, pour un écrivain qui proclamait, dans une interview à *Libération* en 1982, que le roman policier, déjà dévi-

talisé à ses yeux, n'incarnait plus désormais qu'une « petite marchandise culturelle parfaitement intégrée à l'ordre des choses ». Des années durant, pourtant, l'étiquette de « néopolar » dont on affubla son œuvre vaudra brevet de conformité – antiracisme de bon aloi, dénonciation convenue de la société de consommation – délivré à une foule de rejetons auxquels il refusera légitimement sa paternité, jubilant selon ses propres termes, rappelle Nicolas Le Flahec, à l'idée de « laisser sur leur cul les polareux littérateurs et les polareux stalino-gaucho-chistes » qui écrivent « n'importe quoi n'importe comment » pourvu qu'ils puissent « manifester leur

haine des riches, des militaires, des politiciens et des prêtres, et leur tendresse pour les travailleurs ».

Accents pasolinien

Théoricien et styliste lesté d'une solide culture classique, Manchette était aussi un pamphlétaire aux accents pasolinien capable de saisir, par la fiction aussi bien que dans ses écrits personnels, les rapports entre la tentation autoritaire travaillant les sociétés modernes et ses prolongements dans l'économie de marché dérégulée. Son œuvre, « qui multiplie les niveaux de lecture et veille à conserver ses zones d'ombre », écrit si justement l'auteur de cette somme, reste

couronnée par le succès d'un putsch d'inspiration situationniste : retourner contre eux-mêmes les codes du roman noir pour mieux faire émerger les puissantes contradictions qui, sourdement, travaillent la littérature aussi bien que son époque.

En explorant les romans de Manchette mais aussi sa correspondance et l'abondante production académique consacrée à son œuvre, Le Flahec révèle cette cohérence organique de pensée et de style, qui ne cessèrent de s'innerer mutuellement. En adversaire résolu « des démonstrations militantes » autant que « des formalismes creux », observe-t-il, Manchette fut trop souvent

réduit au rôle de tête de gondole française du behaviorisme, cette façon d'écrire à l'os en s'interdisant toute incursion dans la psyché des personnages afin de laisser le lecteur s'en faire une idée à travers leurs comportements. Son biographe-exégète montre au contraire que ses textes ne s'interdisaient ni une certaine forme de lyrisme ni les intrusions d'un narrateur extérieur dans le cours du récit. « Mon intention est seulement de distraire », écrivait volontiers Manchette. Le Flahec rouvre cette porte vers un divertissement profond et intelligent, que Manchette a cruellement refermée derrière lui le 3 juin 1995. ■ A. AL.

RAPHAËLLE LEYRIS

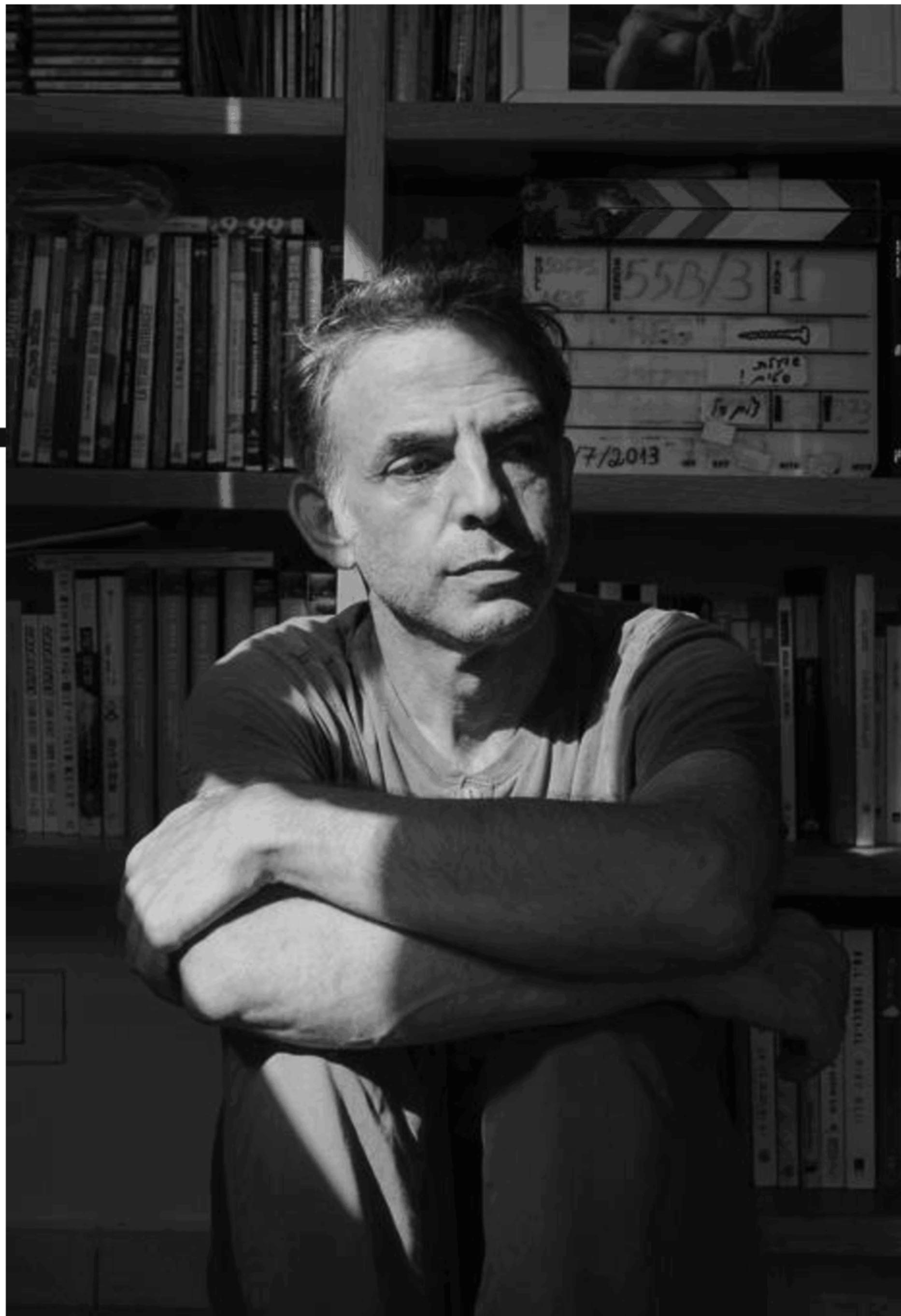
Il se montre aussi disert que ses textes sont concis. Etgar Keret n'est pas avare ni en anecdotes ni en analyses, qu'il délivre dans un anglais agrémenté d'accent levantin. Certaines ont trait à l'effet des réseaux sociaux sur le débat public ou à celui de l'intelligence artificielle sur l'humanité, deux objets d'inquiétude qui travaillent souterrainement son nouveau recueil de nouvelles, *Correction automatique*. D'autres, au statut contemporain de l'écrivain, « qu'on a tendance à prendre pour une sorte de prophète laïque » (voir la très amusante nouvelle « Qui mieux que nous »). Mais presque toutes finissent par ramener la conversation à son pays, Israël, et à la guerre à Gaza. Il lui semble « hallucinant » d'être en France, dans l'atmosphère apparemment insouciante du printemps parisien, alors qu'il vit depuis dix-huit mois comme en apnée, entre les sirènes annonçant la menace d'une roquette et les manifestations pour un accord sur le retour des otages et la fin des hostilités.

En prenant l'avion à Tel-Aviv, où il est né, en 1967, pour l'Europe, c'est comme si l'écrivain était passé d'une dimension à une autre. Ce glissement est habituel dans ses nouvelles, qui abondent en mondes parallèles et en visites d'extra-terrestres. Celles de *Correction automatique*, si elles témoignent du goût inchangé de l'auteur pour une sorte de fantastique dont s'accorde merveilleusement son sens de l'absurde et du décalage, forment un ensemble plus sombre que ses sept livres précédents. Pas seulement en raison du contexte : deux seulement ont été écrites après le 7-Octobre. « Mais les autres l'ont été alors que je venais de perdre ma mère, puis pendant la pandémie de Covid-19, à laquelle ont succédé les manifestations contre la réforme judiciaire que voulait imposer le gouvernement... Ce sont des événements qui invitent à l'humilité, à reconsiderer sa place dans le monde », dit l'écrivain, l'un des plus connus d'Israël, traduit dans une quarantaine de pays, qui prit sa manière d'explorer la solitude et l'échec avec un humour mi-politesse du désespoir, mi-arme de résistance à l'accablement. Pour « Le Monde des livres », il commente quatre constantes de son œuvre.

Brièveté

Il faudra un jour faire le compte de ce que la littérature doit à l'asthme. Si Etgar Keret partage avec Marcel Proust cette maladie chronique, elle a façonné bien différemment son rapport à l'écriture. Il est convaincu que c'est, au moins en partie, cette affliction qui l'a amené à privilier la forme brève – sa bibliographie compte sept recueils de microfictions (dont l'un s'intitule... *Crise d'asthme*, Actes Sud, 2011) et une « novella », *La Côte de Kneller* (Actes Sud, 2001), constituée de très courts chapitres. Selon lui, ses problèmes de respiration l'ont poussé vers la concision et ont aiguillé en lui un « sentiment d'urgence ».

L'admirateur de Franz Kafka, de Raymond Carver et de Bernard Malamud poursuit : cette préférence tient aussi à la « fonction qu'occupe l'écriture » dans sa vie, et qui consiste à essayer d'*« éclairer »* des morceaux de l'existence, ce qui exige de pouvoir commencer par s'en saisir. « Or j'ai l'impression que tout est trop chaotique pour pouvoir, sans bluffer, tenir assez de matière entre mes mains afin d'écrire tout un roman. » Il assure que, depuis le 7-Octobre et la guerre à Gaza, l'*« unité de base »* de son écriture s'est encore restreinte. Au cours des dix-huit derniers mois, il a essentiellement composé des poèmes et des chansons.



Etgar Keret, à Tel-Aviv, en 2022. OFIR BERMAN/NYT-REDUX-REA

Le rire d'Etgar Keret contre l'accablement

Depuis un quart de siècle, l'écrivain israélien pratique la forme brève avec un sens de l'absurde révélateur de la solitude et de l'échec auxquels est vouée, au fond, l'existence. Constantes d'une œuvre alors que paraît « Correction automatique », recueil sombre mais pas moins drôle

Suicide

Le premier livre d'Etgar Keret que l'on ait pu lire en France était *La Côte de Kneller*, où des suicidés se retrouvaient dans un purgatoire tout aussi déprimant que le monde qu'ils avaient voulu quitter. On ne compte plus les défénestrés dont les corps jalonnent son œuvre. Dans « Ne fais pas ça », deuxième nouvelle d'*Incident au fond de la galaxie* (L'Olivier, 2020), un père et son fils, en promenade, voyaient un homme prêt à se jeter du haut d'un immeuble, et tâchaient de l'en dissuader, avant d'échouer et d'aller, comme prévu, manger une glace. « Gravitation », dans *Correction automatique*, met en scène une femme exaspérée par le suicide de sa voisine et incapable de témoigner la moindre compassion. « Il y a toujours une tension entre notre empathie et notre égoïsme, commente l'auteur. Ce qui m'intéresse dans le suicide, en tant que sujet existentiel, c'est notamment la tension entre l'individu et la société. » D'un point de vue biographique, Etgar Keret a été confronté à plusieurs morts volontaires, à commencer par celle de son meilleur ami, à l'époque où ils étaient à l'armée. C'est après ce drame que l'étudiant en sciences a commencé à écrire.

Mensonge

Ayant consacré sa vie à la fiction, Etgar Keret n'est pas particulièrement à cheval sur la question de la vérité. On se souvient du bien nommé recueil *Au pays des mensonges* (Actes Sud, 2011), dont la nouvelle éponyme imaginait un monde où toutes les affabulations devenaient réalité. Ou des effets de certaines inventions, tromperies et secrets sur le protagoniste (joué par Mathieu Amalric) de la mini-série *L'Agent immobilier* (2020), réalisée avec sa femme, Shira Geffen. « Le mensonge est un thème important chez moi, confirme l'auteur. A mes yeux, c'est un peu l'équivalent d'un couteau : il n'est pas mauvais en soi, tout dépend de ce qu'en fait. »

Dans « Gondole », l'une des deux nouvelles de *Correction automatique* écrites après le 7-Octobre, une femme rencontre sur un site un homme marié qui cherche pourtant une relation sérieuse. Elle se rend compte qu'il est célibataire, mais accepte de ne pas le contredire, et de construire tout de même sa vie avec lui. « C'est un texte sur les compromis qu'il faut accepter, sur les points à propos desquels il est parfois nécessaire de transiger. Cela vaut pour la vie personnelle comme pour la vie politique. »

Dieu

Etgar Keret se présente comme un « juif agnostique ». Ne pas croire « vraiment » en Dieu ne l'empêche pas d'en faire un personnage récurrent de ses nouvelles. Ainsi, dès l'une des toutes premières qu'il ait écrites, « Dieu le nain », que l'on trouvait dans *Pipelines* (Actes Sud, 2008) : son divin protagoniste déployait tout un numéro de cirque pour ne pas rester seul. Dans « Un monde sans perches à selfies », de *Correction automatique*, une jeune femme venue d'un monde parallèle doit trouver ce qui différencie le sien de celui du narrateur, et comprend que c'est l'absence de Dieu. « Mais vous noterez qu'elle s'en aperçoit dans une église, pas dans une synagogue, comme me l'a fait remarquer ma femme », souligne en riant Etgar Keret, à l'incroyance prudente.

Dieu est en revanche bien présent dans l'autre texte du recueil écrit après le 7-Octobre. « Intention » met en scène un homme très pieux, qui a consacré sa vie à l'étude et à la prière, sans jamais être exaucé, et se persuade que l'intensité mise dans ses supplications a permis une première libération d'otages. Etgar Keret s'y est attelé à la suite d'un coup de fil avec sa sœur, ultraorthodoxe, dans les jours qui ont suivi l'attaque du Hamas. Il avait l'impression qu'elle était concernée par les événements, bien sûr, mais y restait étrangère, tandis que lui connaissait des personnes prises en otage, avait des étudiants dont les familles étaient touchées, témoignait auprès de journalistes du monde entier... « Après qu'elle m'a dit qu'elle allait prier pour les morts et les otages, j'ai raccroché. Et, comme cela m'arrive quand je suis énervé par quelqu'un, je me suis installé à mon ordinateur pour écrire de son point de vue. »

Ainsi est née l'histoire de cet ultraorthodoxe, dont les dernières lignes sont : « Et Dieu l'écouta avec une patience infinie et des hochements de tête compatissants. Même quand il n'avait pas la moindre idée de ce que lui disait Yihiel-Nahman. » Cela a ramené Etgar Keret à sa propre situation d'auteur : « Quand on écrit, explique-t-il, on a en tête un lecteur idéal auquel on s'adresse en espérant être compris, sans savoir s'il existe. » Après avoir fini « Intention », il a appelé sa sœur, pour lui exposer cette épiphanie : leurs vies, l'une consacrée à l'écriture, l'autre à la prière, n'étaient pas si différentes. « Elle n'était pas d'accord, puisqu'elle ne doute pas de l'existence de Dieu. Mais elle a aimé l'idée qu'on ait quelque chose en commun. » ■

N'abdiquer jamais

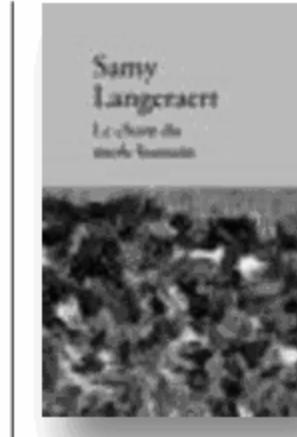
UN RECUEIL DE NOUVELLES d'Etgar Keret ne se conçoit pas sans la participation d'extra-terrestres étonnés par nos coutumes (« Voyage organisé »), de divers animaux (tel le rongeur qui est ou non la réincarnation d'un homme dans « Des écureuils ») ou d'anges dépassés par les événements (« La File d'attente »). Ni sans voyages dans le temps (dans ceux de « Le futur n'est plus ce qu'il était », aller vers le passé fait grossir et vers l'avenir, maigrir) et prises de drogues diverses (« Commandement », « Cigarette santé »).

A partir de ces éléments, qui donnent une cohérence splendide foutraque à son œuvre, Etgar Keret construit trente-trois textes rapides, tendus, d'une fantaisie qui n'empêche pas plus la profondeur que la douloureuse lucidité. Il est beaucoup question, dans *Correction automatique*, d'objets, d'êtres, de caractéristiques humaines abîmées, perdus ou sur le point de l'être. Au pessimisme de cet inventaire répondent les tentatives de réparation qui mobilisent les personnages (« Le Point de non-retour », « Comme neuf », « Correction automatique »), furent-elles dérisoires ou vainques. Elles restent un moyen de ne pas abdiquer – à l'image, peut-être, de l'écriture elle-même. ■ R. L.

CORRECTION AUTOMATIQUE
(*Autocorrect*),
d'Etgar Keret,
traduit de l'hébreu
par Rosie Pinhas-Delpuech,
L'Olivier, 208 p., 22,50 €, numérique 16 €.

L'écrivain délaisse la légende des années 1960 pour le versant intime de celles-ci. Avec « Stanislas », il retrace sa jeunesse, entre bonheur familial et enfer scolaire

Simon Liberati a survécu à « Stan »



A l'écoute de ce qui est

Le drôle de narrateur du délicat troisième roman de Samy Langerer, *Le Chant du merle humain*, n'est pas un vantard. Il admet néanmoins être un « génie de l'écoute ». Pendant des heures, il est capable de tendre l'oreille, de donner à son interlocuteur tous les signes d'approbation nécessaires à la poursuite du récit. Mais c'est surtout dans son petit bureau, entouré d'un cactus – sur lequel il applique régulièrement la pulpe de son index – et d'un coing vieillissant dégagéant un léger parfum sucré, qu'il exerce son talent. Là, il se fait attentif « aux propos qui [lui] viennent d'au-dessous du niveau du sol » et qui montent en lui. Puis il consigne les mots, tranquillement, dans leur ordre d'apparition. « Il n'y a pas (...) plus simple que toutes les phrases que j'ai frappées », dit-il.

Pourtant, de cette suite de méditations se dégage une mélodie très douce aux variations subtiles et fantaisistes. Comme lorsqu'il expose sa manière singulière d'appréhender les êtres et les choses qui l'environnent : non par le savoir, mais par une technique du regard qui, grâce à un faible louche-ment, permet de faire advenir un double de l'objet observé, « plus petit, brillant, [qui] résume les connaissances mais sans faire mal ».

De cette voix sensible s'élèvent de très belles visions poétiques : « Ce qui arrive, c'est que la lumière pleut sur Terre de manière continue (...), alors les choses en sont mouillées et on peut voir leur apparence. » A l'écoute du chant clair et flûté de ce « merle humain », le monde se révèle à nous aussi dans son étincelante simplicité. ■

LANWENN HUON

► *Le Chant du merle humain*, de Samy Langerer, Verdier, « Chaoïd », 96 p., 15 €.



L'ancienne entrée du collège Stanislas, dans le 6^e arrondissement de Paris. THOMAS SAMSON/AFP

RAPHAËLLE LEYRIS

C'est une époque autour de laquelle l'œuvre de Simon Liberati ne cesse de tourner : les années 1960, et singulièrement leur deuxième moitié. *Jayne Mansfield 1967* (Grasset, prix Femina 2011) revenait sur la mort accidentelle de l'actrice et le crépuscule hollywoodien qu'elle annonçait. *California Girls* (Grasset, 2017) restituait l'épopée meurtrière des membres de la « Famille », la secte de Charles Manson, en 1969. Le très décadent *Les Démons* (Stock, 2020) – début d'une trilogie poursuivie par *La Hyène du Capitole* (Stock, 2024) – s'ouvrail en 1967. Quant au héros vieillissant de *Performance* (Grasset, 2022, prix Renaudot), il travaillait sur une série documentaire consacrée aux Rolling Stones, 1967-1969.

Stanislas, le nouveau livre de l'écrivain, fraîche dans les mêmes parages temporels, entre 1965 et 1977. Mais, situé dans un espace-temps qui semble encore si proche de la seconde guerre mondiale, il se tient où ne peut plus loin des légendes, dorées ou noires, qui entourent les années 1960 et 1970. Tout en donnant sans doute, par contraste, la clé de la fascination nourrie par Liberati pour ce temps du « Sex & Drugs & Rock & Roll » (Ian Dury, 1977) – « Toute ma vie, note-t-il, je suis

Le cœur du livre n'est pas tant cette scolarité que la dichotomie entre l'école et la maison, l'une apprenant à l'auteur qui il n'est pas, l'autre qui il est, les deux contribuant à faire de lui un écrivain

surréalistes, et Anne, l'ancienne danseuse des Folies-Bergère, n'étaient ni bourgeois ni confits en dévotion – la conversion du premier viendrait un peu plus tard. Ils habitaient avec leur fils un logement social du 6^e arrondissement. Mais ils craignaient, selon les dires de la seconde, la drogue qui circulait supposément dans le public. L'auteure a mis assez d'énergie, depuis ses débuts en littérature, à brandir en étendard son goût des stupéfiants pour que le lecteur savoure l'ironie de l'histoire. Au reste, parmi les « défauts » quel l'ancien « numéro d'écrivain » attribue à ses douze ans de « bagné », figure la manie d'« accepter toutes les drogues que l'on [lui] offre, même les plus bizarres ».

Mais enfin, quand le récit autobiographique s'ouvre, il n'est pas question de l'héroïne et de l'*« angel dust »* qui apparaîtront dans les dernières pages et auront la peau d'un ami peu après la fin de leur scolarité, effectuée dans un autre établissement que Stanislas – dont aura été renvoyé l'auteur à

l'issue de la classe de première, par crainte qu'il n'échoue au bac et ne vienne ternir les résultats du lycée.

Avec l'entrée à « Stan » – soit « la déchéance » – commence ce que l'auteur appelle une enfance « manichéenne » : « D'un côté le bonheur paisible à la maison, de l'autre l'enfer à l'école. » D'un côté l'enfant unique et « précieux » (il est né après la mort d'un premier fils) que ses parents très aimants appellent Simon ou « mon chéri ». De l'autre, l'élève Liberati, rebaptisé « Liboche » par ses « camarades » – notion qu'il abhorre –, dont certains deviendront ses « tourmenteurs », en un temps et un lieu peu sensibles à la question du harcèlement scolaire.

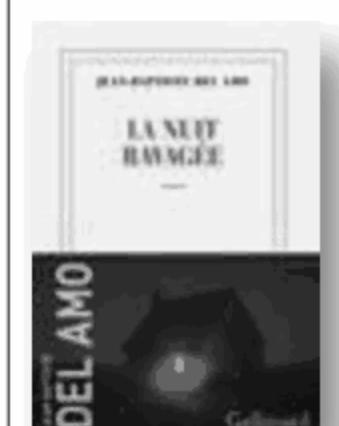
Le cœur de *Stanislas* n'est pas tant cette scolarité aux allures, parfois, de « détentive » que la dichotomie entre l'école et la maison, l'une apprenant à l'auteur qui il n'est pas, l'autre qui il est, les deux contribuant à faire de lui un écrivain. Et plus précisément cet écrivain, avec son sens de la satire,

son penchant marqué pour la provocation pourvu qu'elle se drape dans du style, son obsession pour ce qui abime ou corrompt l'enfance, sa « haine de la modernité » et son amour de la littérature. Celui-ci est né autant de la recherche d'un « refuge » hors du monde

STANISLAS,
de Simon Liberati,
Grasset, 224 p., 20 €,
numérique 15 €.

réel et de la « médiocrité » incarnés par « Stan » que de la fréquentation en famille de grands textes (Dickens puis Tolstoï lui furent lus à voix haute) et de figures hautes en couleur.

Simon Liberati remonte le fil de ses souvenirs avec une simplicité, une netteté d'écriture, gorgées de sensibilité, de cruauté et d'humour nonchalant qui font le prix de ce texte évidemment nourri de Proust. Des documents d'archives viennent parfois nuancer ou contredire les certitudes de la mémoire, contribuant ainsi à la vivacité du livre, l'un des plus convaincants et sincères de l'auteur. Deux autres volumes autobiographiques devraient suivre *Stanislas*. ■



La maison de l'effroi

Depuis 2008, date de la parution de son premier ouvrage, *Une éducation libertine*, Jean-Baptiste Del Amo n'a cessé d'explorer de nouveaux territoires et genres : roman d'initiation pour son premier livre, récit chaotique à la Malcolm Lowry (*Pornographia*, 2013), fresque familiale (*Règne animal*, 2016)... Ces mondes, il les unit par un style, souvent virtuose, qui voit les phrases s'entrelacer et déployer une franche sensualité. *La Nuit ravagée*, son sixième roman, s'inscrit dans un genre violent, celui du maître Stephen King, des films de Wes Craven, de John Carpenter ou de John Boorman.

Le décor est banal, une banlieue fictive des environs de Toulouse, « répandue en un enchevêtrement de zones résidentielles, commerciales et industrielles, de salles polyvalentes et de terrains de foot, entrecoupé de terres où subsistaient encore quelques cultures intensives de blé, de maïs et de colza ». C'est là que vit un groupe d'adolescents travaillés, comme tous leurs congénères, par le sexe, le mal-être. Ils sont fascinés par une maison abandonnée de leur quartier et, à la suite de la mort de l'un d'eux, décident de s'y rendre, « écrasés par la sensation d'avoir été rattrapés par une vieille, très vieille et familière menace ». La situation tournera mal. Dans une touchante postface, Jean-Baptiste Del Amo précise : « Ecrire un roman d'horreur demande une foi absolue en la fiction. » Il y a quelque chose de réjouissant à cette célébration de l'imaginaire. ■ CLÉMENT GHYS

► *La Nuit ravagée*, de Jean-Baptiste Del Amo, Gallimard, 464 p., 23 €, numérique 15 €.

Le grand méchant Pierrot et la petite fée Clochette

A la façon d'un conte, le premier roman de Nathalie Dentinger expose l'horreur d'une liaison pédocriminelle

VIRGINIE FRANÇOIS

PREMIER roman de Nathalie Dentinger, *Féerie* prend l'exact contre-pied du réalisme et de l'écriture sobre et documentaire des récits d'abus sexuels sur mineurs pour traiter le sujet sous la forme d'un conte urbain nourri de fantasmagories. Adapté des propres carnets de jeunesse de l'autrice, ce texte singulier emprunte au lexique de l'imagination enfantin, peuplé de fées, de princesses, de monstres et de grands méchants loups.

Son titre antinomique renvoie ainsi à cette faculté des enfants abusés de travestir la violence en histoires fantastiques sous l'effet de la sidération autant que du talent des prédateurs pour persuader leurs victimes

qu'elles vivent une relation unique et merveilleuse.

En une série de courts tableaux aussi poétiques que terrifiants, Nathalie Dentinger relate, dans une prose éblouissante qui évoque l'opulence onirique des contes de Grimm ou des œuvres de Lewis Carroll, la relation entre Pierrot, mauvais garçon de 22 ans, drogué et alcoolique, et une fille de 12 ans, jamais nommée autrement que par les sobriquets dégradants – « le cochon » –, absurdes – « Fracavrac » – ou fétichisants – « la poupee » – que lui donne son agresseur.

Bijoux de pacotille et bonbons

Les faits se déroulent dans les années 1980, époque de l'apologie de la pédophilie par un milieu bohème post-soixante-huitard également peu regardant sur le cadre et les limites éducatives. La gamine de *Féerie* est livrée à elle-même par des parents absents. Tout juste est-elle surveillée par un frère sourd et aveugle – il souffre d'une otite et

perd ses lunettes au cours du récit – à ce qui lui arrive.

La préadolescente, qui se vit déjà comme une femme, se maquille, s'apprête et sort dans les bars et les fêtes d'adultes où elle joue les fées Clochette : « Danse de bras en bras jusqu'à l'aube. S'étourdir. Féerie ! » Pierrot l'attire avec les pièges habituels, bijoux de pacotille, bonbons et jouets de fête foraine.

« Elle était toute neuve. Une peau de porcelaine, des yeux taillés dans une eau de roche nocturne, des lèvres vernies », s'émerveille-t-il. Le piège se referme, scellé par l'emprise et la manipulation mais aussi par la perversion et l'ambivalence des sentiments entre le prédateur et sa proie.

La petite, submergée par sa peur de l'abandon et une infinie demande d'amour, ne cesse ainsi de rechercher la

compagnie et la validation de son agresseur, qui l'aime autant qu'il la hait, la rendant responsable de ses pulsions, tel un Humbert Humbert des faubourgs face à une nymphette supposément aguicheuse : « D'accord, j'avais attrapé un diable, mais qui l'énervait ? Le cochon ! Et qui m'avait préparé des philtres suspects ? Le cochon ! Qui me collait ? Le cochon ! Le cochon ! Le cochon ! »

Des rues du 12^e arrondissement de Paris aux Tuilleries, en passant par les Champs-Elysées, l'autrice promène sa jeune martyre dans une capitale transformée en pays des merveilles par la magie noire de son bourreau. Mais l'obsession de Pierrot pour sa précieuse poupee cède bientôt la place à lassitude. Déjà enfant-objet, elle se mue en enfant-déchet, « la chinoiserie, la babiole, la breloque, tout ce qui brillote et ne sert à rien ». Devenue « trop grande », elle tombe en « disgrâce ». Pour la victime, c'est l'heure de la mort psychique ; pour le prédateur, celle de trouver une autre proie. ■

La guerre et l'enfance sont au cœur du premier roman, dans une nouvelle traduction, et d'un recueil de poésie du grand écrivain mozambicain Mia Couto

Invitations au « voyage voyagé »

GLADYS MARIVAT

D epuis trente ans, Mia Couto compose une œuvre traversée par la mémoire et l'oubli, indissociable du Mozambique, où il est né à Beira, en 1955, et de ses guerres (d'indépendance, 1964-1975 ; civile, 1977-1992). Des *Baleines de Quisico* (éd. Albin Michel, 1996) au *Cartographe des absences* (Métailié, 2022), en passant par *L'Accordeur des silences* (Métailié, 2011), l'auteur, distingué en 2013 par le prestigieux prix Camões, est salué pour sa langue «en métamorphose constante», comme la qualifie sa traductrice, Elisabeth Monteiro Rodrigues. Elle livre aujourd'hui le deuxième recueil de poésie de Mia Couto (le premier en français), *Traducteur de pluies*, ainsi qu'une nouvelle traduction de son premier roman, *Terre somnambule* (éd. Albin Michel, 1994).

«Dans ce pays, la guerre avait mort la route. Sur les chemins, seules les hyènes erraient, fouissant au milieu des cendres et de la poussière. Le paysage s'était métissé de tristesses jamais vues, sous des couleurs qui poissaient à la bouche.» Ainsi commence ce magnifique roman désespéré. Culte dès sa parution, *Terre somnambule* était devenu introuvable en France. D'où le souhait de le retraduire, au plus près de cette langue à la syntaxe réinventée, tissée de mots-valises, de proverbes détournés et d'emprunts aux langues africaines, explique Elisabeth Monteiro Rodrigues dans sa préface. La traductrice a puise dans la vaste étendue, temporelle et spatiale, de la langue française, allant chercher du côté des écrivains antillais et africains – Patrick Chamoiseau, Ahmadou Kourouma (1927-2003), Sony Labou Tansi (1947-1995). Pour Mia Couto, la langue doit être un «voyage voyagé», elle doit perdre sa grammaire et se laisser métisser par d'autres voix, afin de saisir la perméabilité entre les vivants et les morts, l'organique et l'inorganique, propre au Mozambique. *Terre somnambule* pourrait bien être le récit de ce voyage.

Il commence dans un autobus calciné, abandonné sur une terre ravagée par une guerre sans nom. Après une longue errance, un vieux, Tuahir, et un jeune, Muidinga, y trouvent refuge. Quand Tuahir a recueilli Muidinga, l'enfant ne savait plus



A Maputo, au Mozambique, en 1984, pendant la guerre civile. JEAN GAUMY/MAGNUM PHOTOS

parler ni marcher. L'intrigue aurait pu être âpre et désolée, si Muidinga n'avait découvert dans la carcasse du bus une valise contenant des cahiers : les carnets de Kindzu. Muidinga a tout oublié, sauf comment lire. Le voilà emporté par le destin de ce garçon, ayant fui une malédiction familiale avec l'ambition de devenir un *naparama*, un guerrier traditionnel bénit par les ancêtres afin de lutter contre l'actuelle «guerre-fantôme». Kindzu a traversé le pays jusqu'à la mer, où il a été rattrapé par ce conflit prompt à détruire jusqu'aux rêves des humains. Or «le rêve est l'œil de la vie», écrit Mia Couto.

Fusion avec le vivant et l'invisible

Entrelaçant les histoires de Muidinga et de Kindzu, l'auteur interroge la survie et le pouvoir des croyances dans des temps troubles. Kindzu croise l'amante d'un brigadier portugais; des bandits et des foules agonisantes; un cargo échoué sur lequel une femme pleure son fils disparu. Immobile en apparence, Muidinga,

quant à lui, trace sa route à travers la lecture des carnets de Kindzu. Chaque nuit, il en achève un. Chaque matin, la terre s'est déplacée, le paysage autour du bus est transformé, obligeant Muidinga à déchiffrer de nouveaux signes et récits. Son voyage immobile s'apparente à une fusion avec le vivant et l'invisible, une compréhension entière de son pays. La prose de Mia Couto reflète cette aspiration, jusqu'à la dernière scène, montrant les carnets de Kindzu se répandre sur la route : «Alors, les lettres, une par une, se vont convertissant en grains de sable et, peu à peu, tous mes écrits se vont transformant en pages de terre.»

«Pages de terre» serait un beau sous-titre pour *Traducteur de pluies*. Tombé précocement en état poétique, Couto décrit la poésie comme «cette langue qui a préexisté à toutes les langues». Ce qu'atteste ce recueil mélancolique d'une grande douceur. Logés dans ce territoire qu'est l'enfance, «si éternelle», le souvenir d'une maison, l'amour d'un père poète, le berçement de la mer veillent.

Luttes de pouvoir dans un petit enfer libyen

Sous Kadhafi, une querelle de village tourne au tragique. Mohammed Alnaas touche juste

RICHARD JACQUEMOND

R ien ne va plus dans le village de Géhenne. Les habitants ont élu Jamal Barbe-de-Bouc secrétaire du Comité populaire, au grand dam de son rival, le colonel Boudabbara. Ce dernier et ses partisans n'acceptant pas d'être représentés par un vendeur d'alcool, ivrogne de surcroît, le village s'embarque dans une querelle sanglante. Nous sommes dans la Libye des années 1990, quand le pays est sous embargo international à la suite des attentats de Lockerbie (1988) et du vol UTA 772 (1989). Tous les biens importés, y compris le thé, dont les Libyens sont de grands consommateurs, sont rationnés, et leur distribution par les coopératives locales donne lieu à toutes sortes de trafics, enjeu véritable de la lutte pour le pouvoir qui oppose ces deux coqs locaux et qui va

faire de Géhenne l'enfer annoncé par son nom.

A côté d'eux, l'auteur campe une galerie de personnages aussi cocasses que pitoyables, depuis les anciens qui, moins par altruisme que pour subvenir à leurs besoins, tentent de jouer les médiateurs, jusqu'aux plus jeunes, mi-brutes, mi-pleutres, qui passent leur temps à colporter les ragots sous le flamboyant du village, sans oublier l'inévitable cocotte locale. La succession d'événements qui, de bagarres en représailles, plonge le village dans le chaos est racontée par un narrateur truculent multipliant les apartés et les clins d'œil au lecteur, ramenant régulièrement à la satire un récit qui vire très vite à la farce tragique.

Mohammed Alnaas, jeune écrivain libyen (né en 1991) dont c'est le deuxième roman traduit en français après le remarqué *Le pain sur la table de l'oncle Milad* (Le Bruit du monde, 2024, qui paraît en poche, 10/18, 400 pages, 9,50 euros), poursuit ici la critique du virilisme traditionnel de la société libyenne, qui était le

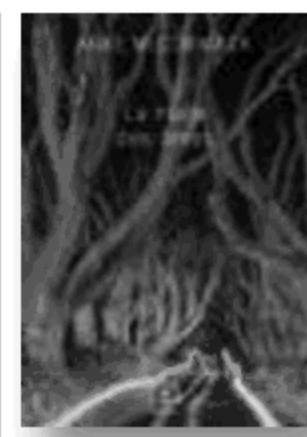
thème principal de son premier roman – quoique sur un mode très différent, au point que l'on peine à imaginer que ces deux livres sont de la plume du même auteur. Mais, derrière la satire sociale et politique de la Libye de Kadhafi, *Un goût de thé amer* se lit comme une allégorie de la Libye actuelle, aussi arbitrairement et absurdement divisée en deux camps rivaux que le village de Géhenne. On est bien en enfer, qui en arabe a deux noms, *al-nar* («le feu») et *Jahannam* («Géhenne»), le nom de notre village, que Sarah Rolfo, dans cette excellente traduction, n'a eu qu'à transposer en français.

Sodas locaux

Au-delà des noms, tout est symbolique dans ce roman. La principale production nationale n'y est pas le pétrole, mais les sodas locaux qui ont remplacé les Coca, Pepsi et autres Mirinda, et dont les villageois utilisent les bouteilles pour fabriquer des cocktails Molotov, provoquant toutes sortes d'incendies : les symboles du «refjet de la dépendance et de

l'impérialisme» (notre narrateur se gausse régulièrement de la phraséologie du régime de Kadhafi) se retournent contre les habitants du pays et provoquent leur ruine. De même, l'animosité entre le colonel Boudabbara et son rival remonte à la guerre tchado-libyenne, quand, encerclés par les Tchadiens, le colonel abandonna Barbe-de-Bouc pour fuir dans un avion de l'armée française : allusion à peine voilée à la biographie du maréchal Hafтар, l'homme fort de l'Est libyen. Mais il n'est pas nécessaire d'être au fait de l'histoire libyenne contemporaine pour apprécier cette fable à la portée universelle, en ces temps où, un peu partout, les coqs qui nous gouvernent ou aspirent à le faire semblent prêts à tout pour assouvir leur soif de pouvoir. ■

UN GOÛT DE THÉ AMER
(*Al-irakfi jahannam*),
de Mohammed Alnaas,
traduit de l'arabe (Libye)
par Sarah Rolfo,
Le Bruit du monde, 176 p., 21 €,
numérique 15 €.



Une lumière intérieure

Atmosphérique, *La Nuée des âmes*, le deuxième roman traduit en France de Mike McCormack est une boîte à énigmes tout en résonances, qui ne dévoile son noyau que petit à petit, à une échelle atomique, diffusant une lumière intérieure pour remplir le vide qui sourd de Nealon. Rentrant, après des mois de prison, dans sa maison au milieu des collines, dans l'ouest de l'Irlande, celui-ci traverse un «monde chatoyant de douleur». Nous voici plongés dans un trouble étincelant. La narration moelleuse, métaphysique, explore le limon de l'âme, les positions acrobatiques de Nealon vis-à-vis de lui-même et de sa femme, Olwyn, que dès leur rencontre il a enlevée pour l'empêcher de se droguer, se battant avec elle. Elle remplissait l'espace «au centre de son être». Nealon, lui, s'est retrouvé «au-dessus de lui-même».

Ce livre sur écoute est une lente palpation à travers la voix d'un étrange correspondant omniscient, qui téléphone à Nealon, s'insinuant en lui, chez lui. Quand ils se rencontrent, c'est à travers la «voix désincarnée» de l'inconnu, un ancien policier (un directeur de conscience?), que se déroulent les hypothèses existentielles de Nealon. Comme lui, le roman avance par devinettes, par procréation, sans que le héros infirme ou confirme jamais : a-t-il, oui ou non, piraté des polices d'assurance pour financer des projets humanitaires dans le monde entier ? Est-ce lui, cet Arsène Lupin à grande échelle, ce «Jésus tordu» ? On a bien une petite idée, mais un grand ordonnateur ne révèle jamais secrets ni sources... ■

JULIETTE EINHORN

► *La Nuée des âmes* (*This Plague of Souls*), de Mike McCormack, traduit de l'anglais (Irlande) par Nicolas Richard, Grasset, «En lettres d'ancre», 224 p., 20,90 €, numérique 15 €.

Le Monde | Ateliers

Littérature

JEAN BIRNBAUM

COURS DU SOIR

La nuance mode d'emploi. SAISON 2

Quand l'époque devient irrespirable, quand le débat cède la place au combat, quand la mauvaise foi envahit les réseaux sociaux comme les discussions entre amis, retrouver le sens de la nuance devient une urgence.

A travers ce nouveau cycle de conférences, Jean Birnbaum, responsable du «Monde des livres» vous propose une libre excursion en compagnie de cinq grands auteurs du XX^e siècle pour retrouver un peu d'air et faire face à la montée des périls.



Arno Schmidt, une réception tardive

Les romans iconoclastes de l'auteur allemand ont mis longtemps à s'imposer pour ce qu'ils sont : de grands livres. « Les Enfants de Nobodaddy » en témoigne

PIERRE DESHUSSES

Dans *Les Enfants de Nobodaddy*, un triptyque écrit entre 1951 et 1953, et composé de *Scènes de la vie d'un faune*, de *Brand's Haide* et de *Miroirs noirs*, le romancier allemand Arno Schmidt (1914-1979) nous offre une image iconoclaste de l'Allemagne dans une période cruciale de son histoire. L'ouvrage se déploie de la seconde guerre mondiale à l'après-guerre, une époque censée être celle du miracle économique, mais que Schmidt dépeint, dans le dernier volet de sa trilogie, comme un paysage d'apocalypse postnucleaire.

Ecrire à rebours – du temps, des modes, des attentes – semble aller de soi pour celui que l'on surnomme « l'ermite de la lande ». Orageux et provocateur, l'homme est allé jusqu'à entourer son jardin de barbelés. « On ne peut s'étonner qu'[e]l'œuvre de Schmidt] ait mis du temps à s'imposer. L'auteur solitaire, sarcastique, exprimant des opinions imprévisibles, ignorant ou ridiculisant les critiques, n'a rien fait pour hâter sa "reconnaissance" », écrit, en 1990, dans la revue *Persée*, Claude Mouchard, l'un des premiers universitaires à avoir perçu la valeur et la singularité de cet auteur.

Chacun des trois romans met en scène un personnage bougon, rebelle, souvent misanthrope, en butte à une société brutale et stupide, dans *Scènes de la vie d'un faune*, conformiste et fade, dans *Brand's Haide*, anéanti à force de bêtise, dans *Miroirs noirs*. Chaque fois pourtant se dessine un destin individuel qui semble prendre la tangente en s'engagant dans des amours interlopes, lesquelles finissent cependant toujours mal. Difficile de ne pas reconnaître l'écrivain lui-même derrière ces personnages à la fois attachants et insupportables. D'ailleurs, dans *Brand's Haide* surgit cette phrase brève qui pourrait servir d'exergue à toute la trilogie : « L'homme est bizarre, Schmidt inclus... »

La grande histoire, celle qui, selon Schmidt, « ne vaut rien : froide, impersonnelle, peu convaincante », cède ici la place à la petite histoire, si tant est que l'on puisse parler de petite histoire pour un ouvrage qui s'en prend à la respectabilité naissante d'un pays où, au dire de l'auteur, « 95 % des Allemands sont – encore aujourd'hui – d'authentiques nazis ». L'insuccès que connaissent les livres de Schmidt à leur parution n'est sans doute pas sans lien avec ce sens aigu de la provocation. A l'époque, *Brand's Haide* a été répertorié par



Arno Schmidt,
en 1955.
AKG-IMAGES

L'insuccès que connaissent les livres de l'écrivain à leur parution n'est sans doute pas sans lien avec son sens aigu de la provocation

le plus lu d'Arno Schmidt», expliquent Sylvie Martigny et Jean-Hubert Gailliot, les deux fondateurs passionnés des éditions Tristram. Ces derniers ont repris le flambeau de Maurice Nadeau et

de Christian Bourgois, qui avaient eu l'audace, à partir des années 1960, de faire connaître Schmidt en France dans des traductions de Jean-Claude Hémery et Martine Vallette. C'est à la fin des années 1990 que les responsables de Tristram décident, avec le traducteur Claude Riehl, d'engager un programme de publication des œuvres d'Arno Schmidt en français.

Lorsqu'ils lancent ce projet, *Les Enfants de Nobodaddy* figure, parmi les quatorze volumes planifiés, comme l'un des chantiers centraux. « Claude Riehl avait déjà traduit deux parties de la trilogie, *Brand's Haide* et *Miroirs noirs* [éd. Christian Bourgois, 1992 et 1994], et cela impliquait qu'il retraduisse aussi *Scènes de la vie d'un faune*, précisent les éditeurs. Il admirait beaucoup la première traduction, par Jean-Claude Hémery. Il la

s'identifie à l'un de ces « enfants » d'un père absent, voire moqué. Dans le deuxième volet, *Brand's Haide*, Arno Schmidt décrit explicitement l'époque moderne comme « un terrain vague livré aux enfants de Nobodaddy », autrement dit à ceux qui savent que le Ciel est vide mais doivent malgré tout vivre, écrire, penser. ■ P. DS

LES ENFANTS DE NOBODADDY
(Nobodaddy's Kinder),
d'Arno Schmidt,
traduit de l'allemand
par Nicole Taubes et Claude Riehl,
édité par Nicole Taubes, Hubertus
Biermann et Stéphane Zékian,
préface de Marie Darrieussecq,
Tristram, 512 p., 25 €.

Après la mort de Dieu



EN ALLEMAGNE, les années 1950 marquent le début du miracle économique, une sorte d'euphorie inattendue après les désastres de la guerre. Sauf qu'au pays d'Adenauer, premier chancelier de cette nouvelle Allemagne, il y a encore des empêcheurs de tourner en rond.

Parmi eux, on trouve un certain Arno Schmidt que personne encore ne connaît ou presque. Il n'a écrit qu'un seul ouvrage : *Léviathan* (1949), un ensemble de trois nouvelles où il attaque la « Teutonia » moderne. Mais ce premier livre porte

déjà en lui cette incroyable capacité à mêler une érudition hors du commun à un style rageur et ravageur, à une malice capable de faire du saute-mouton par-dessus tous les registres de langage.

Il récidive avec *Les Enfants de Nobodaddy*, trilogie écrite entre 1951 et 1953. « Nobodaddy » fait référence à William Blake qui, avec ce nom, tourne en dérision le dieu de l'Ancien Testament, autoritaire, jaloux et distant. Chez Schmidt, Nobodaddy devient l'incarnation ironique du dieu mort, de la figure paternelle disparue, ou de l'autorité vidée de sens après la guerre et l'effondrement moral de l'Europe.

Schmidt voit l'homme comme un orphelin de la raison et de Dieu, et

La source Akhmatova

Aux nombreuses traductions d'Anna Akhmatova (1889-1966) s'ajoute désormais une nouvelle, due à Sophie Benech, familière de sa poésie (*L'Hôte venu du futur, Interférences*, 2020). *Dernier toast et autres poèmes* cherche à condenser le parcours d'Akhmatova pour mettre en relief son évolution : de la poésie lyrique intimiste vers une autre, qu'on a envie de qualifier d'épique. Les épreuves du stalinisme et de la guerre, la perte des amis, des proches, ont transformé la jeune femme amoureuse en la muse de tout un peuple. Ainsi, à la question : faut-il ajouter une nouvelle traduction à celles qui existent déjà ?, la réponse ne fait pas de doute : oui ! Les poètes de cette envergure sont une source inépuisable d'émotion, de sens et de musique. On y découvre toujours de nouvelles facettes, de nouvelles sonorités – les traductions de Sophie Benech le prouvent. ■

ELENA BALZAMO

► *Dernier toast et autres poèmes*, d'Anna Akhmatova, traduit du russe et préfacé par Sophie Benech, édition bilingue inédite, Rivages poche, « Petite bibliothèque », 208 p., 9,50 €.

EXTRAIT

« Poète : si le peuple t'applaudit, interroge-toi : qu'ai-je mal fait ? ! S'il t'applaudit aussi pour ton second livre, jette ta plume aux orties : jamais tu ne seras un grand. Car le peuple ne connaît de l'art que l'art floral et culinaire (pas de malentendu ; ces artistes-là sont peut-être des hommes de bien, mais des mauvais musiciens !) – L'art pour le peuple ? ! : le peuple jappe et se pâme de plaisir quand il entend le Chant de la Volga dans Le Tsarévitch, et reste de glace, s'ennuie à mourir devant l'Orphée du chevalier Gluck. L'art pour le peuple ? ! : laisseons ce slogan aux nazis et communistes ; c'est svp au peuple (à chacun !) d'aller à l'art et non le contraire ! – D'autres amabilités de ce genre me fox-trottaient joyeusement dans la cervelle, mais je m'mis le manteau, pour dormir. »

« BRAND'S HAIDE »,
DANS LES ENFANTS
DE NOBODADDY,
PAGES 217-218

qualifiait même d'héroïque. Mais, en presque quarante ans, un immense travail d'exégèse avait été accompli, et une nouvelle traduction devait profiter de cet apport. Claude Riehl est mort en 2006, sans avoir pu entreprendre cette traduction. Nous l'avons donc confiée à Nicole Taubes [Tristram, 2011]. »

Tout en modestie, cette dernière déclare ne pas avoir voulu se mettre dans le sillage de Claude Riehl, traducteur hors norme. « J'avais jusque-là surtout traduit des classiques, notamment Heine. Je me suis investie dans cette aventure comme je m'investis dans tout projet de traduction. On ne peut se référer à quiconque quand on traduit, sauf à l'auteur – se mettre en résonance avec lui. » Le résultat est éblouissant dans cette trilogie qui paraît pour la première fois en France dans sa version intégrale.

De part et d'autre du Rhin, les ouvrages d'Arno Schmidt semblent encore réservés à un public de happy few qui prise leur radicalité formelle, proche de celle de Joyce, dont Schmidt admirait le travail. La Fondation Arno Schmidt, créée du vivant de l'auteur, joue un rôle central dans la conservation, l'édition critique et la diffusion de son œuvre. Des litiges entre cette fondation et l'éditeur allemand ont parfois bloqué certaines traductions. La France est le pays qui a le plus traduit Arno Schmidt, mais il n'existe pas encore de traduction en chinois ou en arabe. Sans doute ces lacunes sont-elles liées à ces conflits juridiques, mais peut-être ont-elles aussi à voir avec le contenu subversif de l'œuvre et ses sonorités si singulières, « avec des notes blanches et noires, des silences : le tempo », comme l'écrit Marie Darrieussecq dans sa belle et aventureuse préface. Une tonalité qui aurait fait dire à Jean-Patrick Manchette : « Arno Schmidt est le plus grand écrivain allemand depuis Jean-Sébastien Bach. » Mais ça, c'est une autre histoire. ■

Une étoile du Chili

En 1973, au début de la dictature du général Pinochet, 26 prisonniers politiques chiliens furent assassinés par l'armée dans le désert d'Atacama. Leurs corps ne seront jamais retrouvés. Invitée à rebaptiser une étoile du nom de l'une de ces victimes, dans le cadre d'un projet mémorial mené sur place, l'écrivaine Nona Fernandez interroge dans *Mémoire céleste* dont les événements du passé continuent d'imprégner nos vies. L'originalité de ce livre hybride et fragmentaire réside dans son art de mêler les disciplines (astronomie, histoire, neurosciences, récit familial...) pour creuser la notion de mémoire, tant individuelle que collective. Dressant des parallèles entre la façon dont la lumière des étoiles nous parvient et celle dont les défunt éclairent les vivants, ce drôle d'objet autobiographique est aussi une habile réflexion politique sur les risques pesant sur les démocraties lorsqu'elles effacent trop vite les taches de leur histoire. ■

ARIANE SINGER

► *Mémoire céleste*,
(Voyager), de Nona Fernandez, traduit de l'espagnol (Chili) par Anne Plantagenet, Globe, 166 p., 20 €, numérique 15 €.

Faisons comme si

Pour permettre à Alice d'entrer dans la « Maison du Miroir », cet autre côté du monde où tout se trouve inversé, où l'ordre des choses et des événements est à ce point bouleversé qu'il faut sans cesse le prendre à rebrousse-pieds, Lewis Carroll lui donne une sorte de séisme. C'est « Let's pretend », « Faisons comme si », « faissons semblant ». Alors, le déconcertant, quel qu'il soit, peut envahir la réalité dans un crépuscule magique. Ce moment où l'on ne distingue plus le fil blanc du fil noir. Lire Caroline Hoctan, c'est accepter d'entrer en étrange pays. Son troisième roman est la poursuite d'une histoire où s'enchevêtrent la reconnaissance, l'identité, l'absence, le mensonge. Ou comment un livre se fait, est en train de se faire, s'est fait déjà, d'ailleurs. Un colin-maillard dans une tentaculaire affaire d'espionnage où se fractassent les genres, les références, les manières d'y croire ou pas. Et les écrivains. Perdus, perdus, au grand couvert d'une forêt de signes. Traversons. ■

XAVIER HOUSSIN

► *La Fabrication du réel*, de Caroline Hoctan, préface de Serge Lehman, Tinbad, 266 p., 23 €.

Au XVI^e siècle, l'étude du ciel, se détachant de l'astrologie, devient une science. Captivant « Dans le palais des étoiles », de Violet Moller

Renaissance de l'astronomie

FRANÇOIS OTCHAKOVSKY-LAURENS

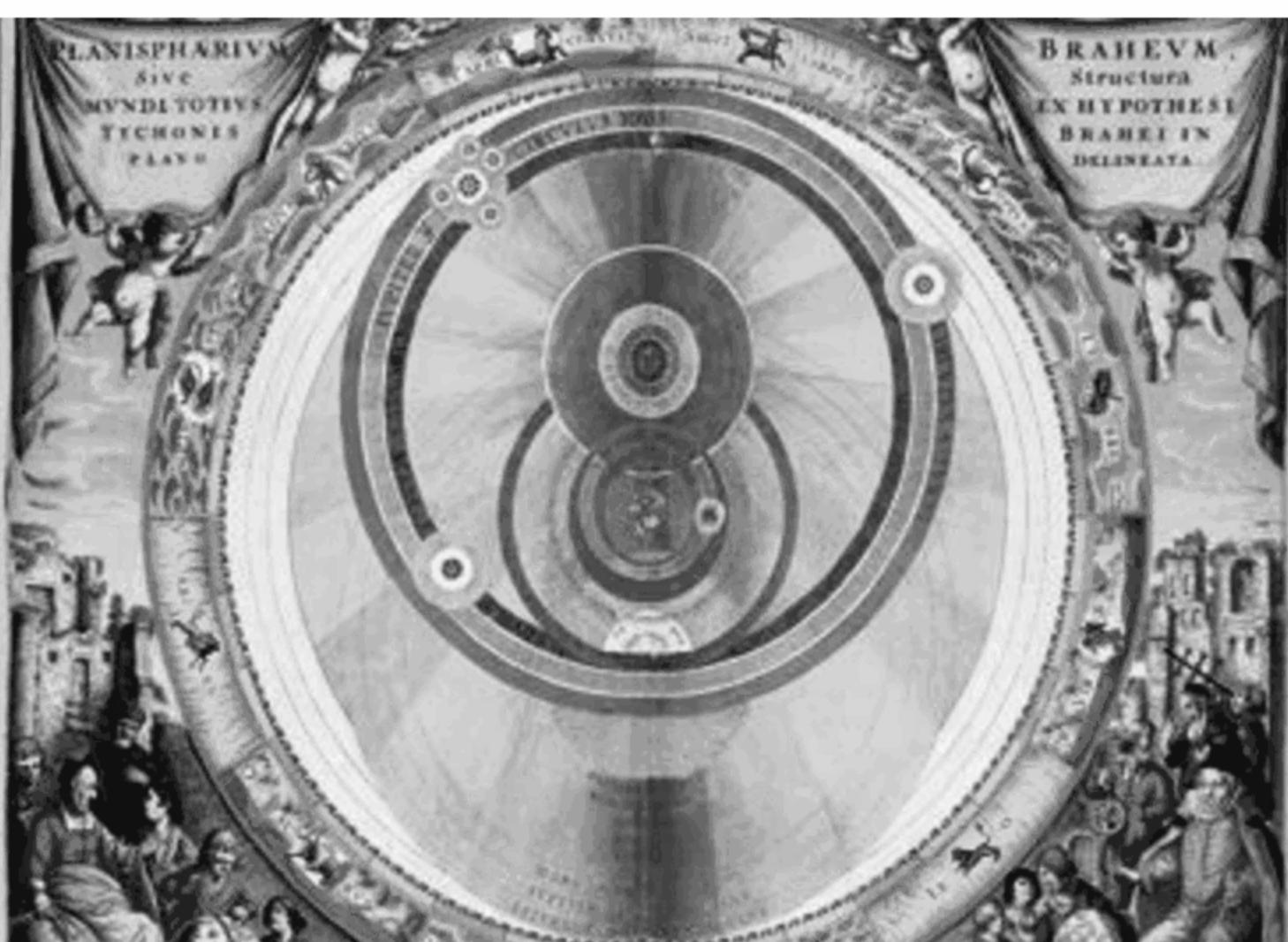
Les universitaires français s'autorisent peu à sortir d'un certain ton académique orné d'une foule de notes de bas de page. C'est moins le cas des historiens de langue anglaise, parmi lesquels fleut le genre dit de la « non-fiction narrative », proche, à l'origine, de l'enquête journalistique. Avec *Dans le palais des étoiles*, l'historienne britannique Violet Moller, autrice des *Sept Cités du savoir* (Payot, 2020), s'inscrit dans cette tendance pour retracer la gestation, au XVI^e siècle et au seuil du XVII^e, de l'observation scientifique des astres.

L'histoire commence autour du savant britannique John Dee (1527-1609), arpenteant son immense bibliothèque personnelle. Sans le sou, il rédige une lettre à la reine Elisabeth I^e, implorant son soutien financier après qu'il a été ruiné par sa recherche de la pierre philosophale. Mathématicien et cartographe de premier ordre, Dee était également versé dans la magie. Comme les autres savants de son temps, il sillonnait l'Europe à la rencontre de ses mécènes comme de ses confrères astrologues, mathématiciens, géographes, alchimistes.

L'autrice dépeint cette société des érudits, qui fréquentait des lieux tenant à la fois de l'atelier d'orfèvre, de l'observatoire astronomique, du cabinet de curiosités, envahis de mappemondes et d'astrolabes, de creusets, de livres écrits dans d'innombrables langues. Jusqu'à la moitié du XVII^e siècle, ces savants, à la limite entre l'artisanat et l'érudition, entre l'humanisme et l'occultisme, préféraient pratiquer leur art aux confins des universités auxquelles ils appartenaienr pourtant – par le souci de l'indépendance de leurs recherches.

Instruments de mesure

La période choisie par Violet Moller prend pour point de départ l'Europe renaissante, un siècle avant l'avènement de la méthode scientifique de Descartes ou de Newton. Dès la fin du XV^e siècle, l'élaboration d'instruments de mesure joua un rôle moteur dans le progrès des connaissances. Génération après génération, les humanistes mirent au point des outils d'observation de plus en plus fiables, établissant un corpus de faits



Représentation du système dit « géohéliocentrique » de Tycho Brahe. Gravure de 1660. LA COLLECTION

DANS LE PALAIS DES ÉTOILES. COMMENT LES HOMMES DE LA RENAISSANCE ONT CONQUIS LE CIEL (Inside the Stargazer's Palace), de Violet Moller, traduit de l'anglais par Odile Demange, Payot, 304 p., 23,50 €, numérique 18 €.

communément admis. Malgré la puissance fascinante longtemps exercée sur eux par l'occultisme, l'astronomie se détacha alors de l'astrologie.

D'astrolabes en lunettes télescopiques, l'écriture limpide de Moller restitue la complexité et la richesse de l'environnement culturel et politique d'une Europe déchirée par la question religieuse. Alors que la papauté condamnait Giordano Bruno (1600) et Galilée (1610), les terres protestantes d'Angleterre, de Scandinavie ou des princes allemands se montraient plus tolérantes. Au nom du progrès de l'industrie, les savants y furent accueillis et l'innovation s'y épanouit.

Documentation à l'appui, l'autrice ne renonce en rien à l'exigence de rigueur historique. Au contraire, la vitalité foisonnante de sa démonstration rompt avec le mythe d'une science qui serait tributaire du génie de quelques grandes figures. Bien sûr, on est amené à en rencontrer certaines, tel l'extravagant Tycho Brahe (1546-1601), protégé du roi danois Frédéric II, qui lui offrit la seigneurie d'une petite île, population comprise. L'astronome y fit des obser-

vations majeures, comme la « nouvelle étoile » de 1572, une supernova, et la grande comète de 1577.

Mais, dès la mort du savant, les paysans de l'île, qu'il avait asservis d'une main de fer, détruisirent pierre à pierre le palais consacré à l'observation astronomique qu'il avait construit à grands frais. Seuls subsistèrent les techniques, en particulier l'invention du quadrant mural. Cette imposante structure de bois en quart de cercle permit plus tard à l'assistant de Tycho Brahe, Johannes Kepler (1571-1630), de découvrir la course en ellipse des planètes.

Conditions sociales, culturelles, économiques et politiques, fait religieux, univers matériel et technique : le livre de Violet Moller offre tout ce que l'on est en droit d'attendre d'un ouvrage d'histoire. Rien de tout cela n'était inconnu, mais son récit restitue la finesse des processus et la cohérence organique de la république universelle des sciences qui naissait alors. Avec un enthousiasme communicatif, l'autrice fait percevoir la façon dont une époque peut engendrer une méthodologie collective, vérifiable et amendable. La science, écrit Moller, n'est pas tombée du ciel. Subsisté toutefois une part de magie : cette écriture capable de faire revivre les très riches heures de l'histoire. ■

Dans la bibliothèque des lectrices du XIX^e siècle

Isabelle Matamoros livre une étude très neuve des pratiques de lecture des femmes

PIERRE KARILA-COHEN

Que n'a-t-on pas dit et écrit au XIX^e siècle à propos de l'influence délétère de la lecture sur les femmes ? Trop émotions, emportées par leur imagination, incapables de raison, elles courraient le danger, en s'adonnant à cette activité, d'être affectées par des troubles divers, du dérèglement du cycle menstruel à l'hystérie, en passant par la « monomanie érotique » : tous les grands noms de la médecine et de la psychiatrie naissante l'affirmaient comme une vérité scientifique qui ne laissait de place à aucun doute.

Encore ne s'agissait-il là que de conséquences mineures au regard de la pente criminelle sur laquelle glissaient certaines, suicidaires, coupables d'infanticides, d'assassinats. En 1840, les lectu-

res de Marie Lafarge, condamnée à mort pour l'empoisonnement de son mari, furent ainsi passées au peigne fin par le critique littéraire Alfred Nettement, qui voyait dans les fausses promesses du roman-feuilleton la cause d'une incapacité à vivre une vie rangée auprès de son époux, maître des forges en Corrèze : de là auraient découlé la frustration, la pré-méditation puis le passage à l'acte.

Si le rappel édifiant de ces représentations nourrit l'un des chapitres du *Pouvoir des lectrices*, l'historienne Isabelle Matamoros est loin de se contenter de l'analyse de ce discours. Elle se livre à une étude serrée, parfois austère mais tout à fait informée et très neuve, des pratiques réelles de lecture des Françaises du premier XIX^e siècle. Comment apprenaient-elles à lire ? Que lisait-elles ? Quelles étaient leurs pratiques de lecture, seules ou en groupe ? Pour le savoir, l'autrice a rassemblé un corpus d'écrits de soixante-quatre femmes qui ont raconté leur rapport à la lecture dans leurs Mémoires ou dans des

correspondances. Certaines sont très connues, comme George Sand, beaucoup ne le sont pas.

Moments d'apprentissage

Isabelle Matamoros explore un monde où les lectrices sont essentiellement des aristocrates et des bourgeoises, dont beaucoup ont appris à lire dans l'espace familial. Elle fait revivre des moments d'apprentissage, parfois surprenants. François Guizot (1787-1874), qui s'est attaché en tant que ministre à développer l'instruction primaire des garçons, mais pas celle des filles, veille ainsi à cultiver l'esprit de ses propres filles en leur donnant un programme de lecture très ambitieux : « Je ne puis souffrir les tailles comprimées, les fleurs étoffées », écrit-il joliment.

Ce pouvoir d'émancipation de la lecture, les femmes étudiées dans cet ouvrage s'en saisissent elles-mêmes, d'où le titre de l'étude. A rebours des injonctions qui leur sont faites – se contenter des livres de piété –, les lectrices des années 1820-1850 lisent de

tout : Walter Scott, comme tout le monde en ces temps romantiques, de la poésie et du théâtre, mais aussi les philosophes du XVIII^e siècle, les historiens et les publicistes de leur temps, parfois la presse politique. L'un des apports du livre consiste, précisément, à établir la composition de la bibliothèque collective de ces lectrices.

En réalité, « l'histoire de la lecture des femmes n'est pas seulement l'histoire d'une pratique dominée et (...) il n'y a pas de lecture spécifiquement féminine ». On songe à Emma Bovary, dont les lectures s'apparentent très peu à celles des lectrices réelles, mais qui, comme elles, cultive une recherche de sens qui était loin d'effleurer une bonne partie de la société bourgeoise et masculine de ce temps. ■

LE POUVOIR DES LECTRICES.
UNE HISTOIRE DE LA LECTURE
AU XIX^e SIÈCLE,
d'Isabelle Matamoros,
CNRS Editions, 348 p., 25 €,
numérique 18 €.

L'IA, entre utilité et dangerosité

Chercheuse en informatique et professeure à Sorbonne Université, Laurence Devillers est spécialiste de l'intelligence artificielle (IA), et plus particulièrement de la relation que nous entretenons avec les « agents IA ». Mais ces programmes « intelligents » qui interagissent avec nous ne sont que la partie émergée d'un système technologique qui, montre-t-elle dans *L'IA, ange ou démon ?*, met en jeu profondément notre rapport au langage, à la culture, à l'éducation, aux relations affectives et sociales, à l'éthique et à la politique. Foisonnant d'informations, son livre est également riche d'enseignements et d'alertes, même si l'on peine à prendre du recul dans ce flux clignotant dont le tempo paraît dicté par une industrie technologique qui nous laisse dans l'alternative binaire de la fascination et de la terreur. Il devrait cependant être possible de sortir du piège émotionnel et intellectuel de l'actualité, qui tend à réduire notre « agentivité » critique, en nous appuyant sur certaines idées de l'experte. Comme sa proposition de distinguer entre une IA envisagée comme outil précieux d'exploration des « signaux faibles » inexistantes par les humains (par exemple en médecine, où l'IA peut améliorer un diagnostic sur la base de milliards de données invisibles) et une IA produisant dans notre quotidien l'illusion d'une entité douée d'intentions et de conscience. ■

DAVID ZERBIB

► *L'IA, ange ou démon ? Le nouveau monde de l'invisible*, de Laurence Devillers, Cerf, 284 p., 18 €, numérique 16 €.

Il faut compter avec les Mayas

Repartis sur plusieurs pays – principalement le Mexique, le Guatemala, le Honduras et les Etats-Unis –, les Mayas et leur culture sont toujours bien vivants. Les langues dites « mayas », par exemple, comptent aujourd'hui plus de 6 millions de locuteurs. Et pourtant, l'imaginaire collectif auquel ces peuples sont associés repose essentiellement sur les notions de *collapse*, de mystère et de « disparition ». Il est vrai que des crises politiques les ont amenés à délaisser peu à peu leurs cités entre les VII^e et IX^e siècles, mais c'était pour en fonder de nouvelles ensuite, explique l'archéologue Chloé Andrieu, chercheuse au CNRS, qui dirige depuis 2016 la fouille d'une cité maya au Guatemala. Alors, pourquoi le mythe d'une civilisation évaporée persiste-t-il ? Au fil des siècles, les explorations, par les Occidentaux, de ces cités « perdues » se sont succédé. Bien souvent, ceux-ci n'ont vu que le miroir de leurs propres angoisses et fantasmes, s'autorisant à remodeler le patrimoine maya selon des idéaux coloniaux, à l'ériger en emblème national ou en argument touristique. L'ouvrage apporte une lumière bienvenue sur ces instrumentalisations, dont les Mayas continuent de faire l'objet. ■

► *Les Mayas n'ont pas disparu*, de Chloé Andrieu, Allary, 240 p., 21,90 €, numérique 14 €.

Philosophie américaine de l'acceptation

Il y a bien des manières de rapprocher les philosophes Ralph Waldo Emerson (1803-1882), Henry David Thoreau (1817-1862) et William James (1842-1910), qui ont contribué à forger une pensée propre aux Etats-Unis naissants, entre sens de la nature, goût de l'observation et pragmatisme. Dans son dernier livre, Robert D. Richardson (1934-2020), qui consacre des biographies à chacun, a choisi de mettre au jour leur rapport commun à la douleur, à la perte et, au bout du combat, au bonheur reconquis. Où ont-ils trouvé la force de renaitre de leurs deuils ? Par quel étrange courage Thoreau a-t-il pu écrire, après la disparition de son frère tant aimé : « La nature ne montrera pas la moindre peine pour sa mort, et on entendra bientôt le chant de l'alouette dans les prés » ? Chercher des

consolations chez les philosophes est courant, et rarement efficace. Richardson, dans ce livre lumineux, va plus loin, là où l'amour de la vie se fait acceptation, et où l'on redevient capable de célébrer, face au désastre, la beauté inchangée du monde. ■

FLORENT GEORGESCO

► *Trois philosophes en deuil. Comment Emerson, Thoreau et William James ont surmonté leur chagrin (Three Roads Back)*, de Robert D. Richardson, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Frédéric Joly, Premier Parallèle, 174 p., 17 €, numérique 13 €.

Sagesse de Jacques Schlanger

A bientôt 95 ans, le philosophe Jacques Schlanger grave, avec ce livre, son autoportrait. Plutôt qu'à un récit de sa trajectoire il s'attache à la description de sa manière de vivre et de penser. Dans un style à la fois limpide et subtil, l'auteur de *Solitude du penseur de fond* (Criterion, 1990) et d'*Impossible sagesse* (Métaillé, 2007) reprend les thèmes principaux de son œuvre, forte d'une trentaine de livres, en précisant sa relation à l'existence, au travail de la pensée et de l'écriture, aux croyances et à la conduite de soi-même.

« Artisan d'idées » dans le sillage de Montaigne, il dessine « en fin de parcours », avec modestie et ténacité, des sentiers de sagesse à visage humain. Il médite avec sobriété, sachant que la fin inéluctablement approche, sur la vie et la mort, le corps et le temps. L'ensemble du texte frappe par sa clarté et sa vitalité, et par la présence constante et forte de l'auteur à chaque page. A l'opposé des penseurs désincarnés, un écrivain met ici en mots sa présence au monde et aux autres, avec une netteté inimitable. ■

ROGER-POL DROIT

► *En fin de parcours. Autoportrait d'un philosophe de chambre*, de Jacques Schlanger, Hermann, 184 p., 22 €, numérique 15 €.



LE FEUILLETON
TIPHAINÉ SAMOYAU

Se décoloniser à Conakry



SYLVIE SERPRIX

ROT-BO-KRIK est une petite maison d'édition indépendante créée à Sète (Hérault) en 2021 pour mettre en circulation des textes produits aux quatre coins du Sud et portés par l'utopie. Elle publie quatre titres par an et ses livres sont reconnaissables à leur petit format et à leur joli design emprunté aux célèbres papiers peints de l'artiste et écrivain britannique du XIX^e siècle William Morris. Par la traduction, elle fait connaître des textes de la Grenade, d'Afrique du Sud, du Bangladesh ou du Ghana; elle publie aussi des essais inédits introuvables en français, comme ceux de Paulette Nardal (1896-1985), essayiste martiniquaise, cofondatrice de *La Revue du monde noir* (*Ecrire le monde noir, lire « Le Monde des livres »* du 10 mai 2024). Le nom de la maison lui vient de l'ancien nom du quartier de la Crique à Cayenne, en Guyane, quartier situé hors de la ville

coloniale. À la fin des années 1970, ce fut aussi le nom d'une revue anticolonialiste, fondée par Shaka Karebu pour se faire l'écho de l'internationalisme noir et des luttes tricontinentales.

Ces luttes pour l'égalité et les droits, les deux protagonistes d'*'Un couple panafricain'*, d'Elara Bertho, les ont menées toute leur vie, l'une avec ses chansons, l'autre avec ses discours. La trajectoire de

Miriam Makeba (1932-2008) la conduit de l'Afrique du Sud, où elle est née, aux États-Unis, où elle triomphera dans les années 1960. Le chanteur Harry Belafonte (1927-2023) l'a prise sous son aile et lui a fait enregistrer des disques afro-jazz au succès tonitruant – on se souvient de sa chanson la plus célèbre, *Pata pata*. Très engagée contre l'apartheid, elle fait plusieurs discours à l'ONU pour témoigner de la situation en Afrique du Sud et appeler à la fin de l'expropriation des terres.

Elara Bertho produit une histoire plurielle et non surplombante du militantisme panafricain

Né à Trinidad sous domination britannique, Stokely Carmichael (1941-1998) grandit à New York et fait ses études à Howard, la célèbre université noire de Washington. A partir de 1961, il milite au SNCC (Student Nonviolent Coordinating Committee – « comité non violent de coordination des étudiants ») et prend part aux grandes marches aux côtés de Martin Luther King. En 1966, il popularise dans un discours l'expression « Black power », qui sera à l'origine de la

Elles sont sélectionnées, sorties de leur contexte.

Pour la première fois, voici traduite l'intégralité de ces « brouillons », manuscrit océanique où l'écrivain-philosophe note librement, à la façon d'un Montaigne des Lumières, tout ce qui lui passe par la tête. Avec cette édition, due au courage et à la ténacité d'Etienne Barilier, le paysage change complètement. Quantité d'analyses, de développements, de points de vue inédits s'offrent au regard. Ces quelque 3 700 pages réservent donc des surprises à qui voudra s'y aventurer pour rencontrer un esprit tour à tour enjoué au point d'être espiègle, ou dépressif au point d'être suicidaire.

Si l'on songe aussitôt à Montaigne, bien que le style diffère, et l'époque aussi, c'est à cause de la présence charnelle et continue de l'auteur dans le flux des pages. On a l'impression de le rencontrer, affable, discret, piquant, parfois fatigant à force de subtilité. Rien d'humain ne lui est étranger – ni les multiples petites misères du corps ni les sommets de la spéculation philosophique. Il passe sans transition d'une remarque scientifique à un affreux

fondation du Black Panther Party, dont il devient le porte-parole et l'un des théoriciens. Ses écrits reposent sur trois fondements : la description du racisme institutionnel, l'anticapitalisme et la réappropriation de l'héritage africain dans la lignée du « New Negro » de la Harlem Renaissance (mouvement culturel afro-américain qui se développe dans l'entre-deux-guerres).

Là où l'histoire devient extraordinaire, c'est qu'au moment où ils se rencontrent et se marient, en 1968, Miriam Makeba et Stokely Carmichael – tous les deux très célèbres – sont inquiétés aux États-Unis par les opérations du FBI contre les militants des droits civiques. Ils décident alors de s'installer en Guinée, à Conakry, qui est, depuis l'indépendance spectaculaire de 1958 – le fameux « non » de Sékou Touré (1922-1984) à de Gaulle et à sa nouvelle Communauté française en Afrique –, un véritable laboratoire du panafricanisme : un centre artistique, intellectuel, politique en pleine effervescence et qui devient vite un refuge pour toutes celles et ceux qui aspirent à se décoloniser.

L'écrivaine, universitaire et journaliste guadeloupéenne Maryse Condé (1934-2024) saisit cet espoir au vol, mais son expérience est moins enchantée que celle du couple : dans son roman autobiographique *La Vie sans fards* (JC Lattès, 2012), elle fait de Conakry le lieu d'une expérience de l'exil et de la rupture des liens plus que de la sororité et de la redécouverte de ses racines. L'aventure de Makeba et Carmichael est bien différente, marquée par la ferveur, le militarisme, l'amitié sans faille avec Sékou Touré et sa femme, Andrée. Jusqu'à l'aveuglement. Ils ne disent rien de la répression autoritaire sanglante qui caractérise le régime à partir de 1970, dont le camp Boiro, la plus grande prison politique du pays, conserve la trace. Tout en indiquant leur ignorance de la violence d'Etat, Elara Bertho, dans son souci de ne pas juger, n'analyse sans doute pas assez ces errements. Si Miriam Makeba finit par se réinstaller en Afrique du Sud, Stokely Carmichael, devenu Kwame Ture en hommage à ses deux idoles panafricaines, le Ghanéen Kwame Nkrumah et le président guinéen, réside à Conakry jusqu'à sa mort, continuant à militer aux États-Unis et dans toute l'Afrique.

Le grand intérêt d'*'Un couple panafricain'* repose sur des archives inédites qui lui donnent son point de vue particulier. Elara Bertho, chercheuse au CNRS, spécialiste de littérature africaine franco-phone et de l'histoire culturelle de la Guinée, s'appuie sur un immense travail de terrain, d'enquêtes, de rassemblement d'archives privées (notamment celles du fils de Kwame Ture) et publiques (presse et radio) pour produire une histoire plurielle et non surplombante du militantisme panafricain à partir de deux figures contrastées mais qui ont formé un moment un couple célèbre. Elle restitue l'ambiance de la capitale guinéenne et l'espoir suscité par l'indépendance du pays bien au-delà de ses frontières. Elle empêche que soient recouvertes de silence et d'oubli ces vedettes animées par la passion, le talent et l'engagement. ■

calembour, enchaîne sur une vacherie, et termine provisoirement, ici ou là, sur une remarque d'une poésie déconcertante de simple délicatesse.

« Comment puis-je, de cette chose ou de cet instant qui passe, faire le meilleur usage ? » Telle est la règle qu'il se donne. Cette question ne cesse de le guider, si difficile à appliquer qu'elle puisse être. Lectures, rencontres, sensations, sentiments, souvenirs, fantaisies... tout lui est bon. Chaque instant est matière à éprouver, à penser, à écrire. « Nos philosophes entendent trop peu la voix de la sensation, écrit ce navigateur sur la mer des instants. (...) Ils nous servent ce qu'ils savent plutôt que ce qu'ils ressentent. Or cela ne vaut rien : cela ne nous rapproche pas d'un pounce de la vraie philosophie. »

L'explorateur de Göttingen n'en finit pas de soliloquer. Il change de voix à chaque moment, tantôt rieur, tantôt grave. Parfois, il se souvient de son époque, de ses moindres travers. Souvent, il l'oublie, et s'oublie, vogue comme dans l'éternité. « Une seule âme, c'est trop peu pour son corps. » Une croisière est recommandée. L'itinéraire est imprévisible. ■



LES YEUX DANS LES POCHE
FRANÇOIS ANGELIER

PARUE EN 1941, recueillie en 1944 dans son recueil *Fictions*, « La Bibliothèque de Babel », de Jorge Luis Borges (1899-1986), est devenue avec le temps moins une nouvelle qu'un genre littéraire, une vision poétique du monde. S'y rattachent, entre bien d'autres, une part importante de l'œuvre d'Umberto Eco (1932-2016), la quasi-totalité de celle d'Alberto Manguel, *L'Ombre du vent*, du romancier Carlos Ruiz Zafón (1964-2020), « L'Etrange bibliothèque », nouvelle du Japonais Haruki Murakami, etc.

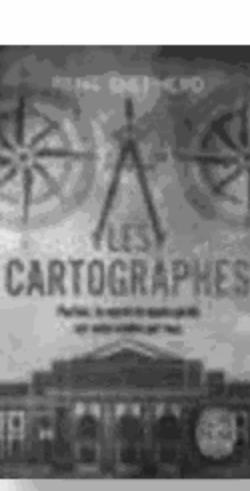
La liste est longue, et cette bibliothèque d'ouvrages consacrés à la bibliothèque, son labyrinthe et ses pièges, se devra de posséder *La Maison aux livres*, œuvre du romancier, essayiste et éditeur turc Enis Batur, au « babélisme » avoué. On y suit en effet les pérégrinations d'un écrivain à qui, de retour de Sarajevo, on propose l'étrange héritage d'un mystérieux « Monsieur », legs constitué d'une singulière « maison aux livres », comme on dit « arbre à pains » ou « colline aux pendus ». Trente mille ouvrages en ordre de bataille, dans une demeure en verre offrant vue sur le Bosphore, bâtie sur la

pente de la colline de Dragos et nantie d'une petite cabane de lecture permettant isolement et méditation. Outre la mise en place d'une intrigue sorcière et retorse qui voit son héros devenir un homme de papier solitaire, sombrant peu à peu dans une folie maniaque, *La Maison aux livres* est un témoignage aigu sur ce qu'est une vie non parmi les livres, avec les livres, mais au gré des livres, celle des « book victims ». Le bibliomane-héros vit des livres comme le pêcheur de la mer, l'opiomanie de sa pipe ou l'acrobate du vide : un milieu consubstantiel, un biotope nourricier. Ivre de livres, celle s'avère la morale de l'histoire.

DE JULES VERNE (1828-1905) à Thomas Narcejac (1908-1998), des abysses océaniques à l'eau du bain ou au fleuve des morts, perdure, semble-t-il, une fascination nantaise pour l'élément liquide sous toutes ses formes. Il était donc normal qu'à l'heure de créer leur collection de poche, les éditions

L'Atalante, sises à Nantes, empruntent son titre à l'univers marin. Fait-on mieux que « Neptune » ? Et surtout fait-on mieux que *Méduse*, troisième titre de la collection, extraordinaire roman de l'écrivaine québécoise Martine Desjardins, dont l'héroïne éponyme endure depuis sa naissance la malédiction d'une paire d'yeux

insoutenables. Une horreur oculaire qui pétrifie net ceux qui la fixent et contraint l'intéressée à marcher voûtée, les pieds en dedans, le paquet d'algues de sa crinière battu sur les yeux comme un fantôme japonais. Subissant en martyre sa vie de famille, elle vit presque comme une libération exil qu'on lui impose au sein du mystérieux Athenaeum. Un pensionnat pour anomalies anatomiques dont la directrice, une harpie osseuse qui gère son domaine chouette à l'épaule et verge au poing, met à l'épreuve son étrange ignorance de la douleur. Son parcours zigzagant et traumatique vers la liberté connaît des épisodes dantesques, dont le port d'un collier de chevilles urticantes et le fait d'être dégomme par un vieillard mi-sénile avec un pistolet à bonbons ne sont pas les moindres. Une merveille d'horreur gothique.



LA CHAMBRE DES CARTES est un peu la bibliothèque de la bibliothèque, le saint des saints du mystère archivistique. Dont acte avec *Les Cartographes*, roman fabuleux de Peng Shepherd qui fait de l'analyse vertigineuse des mystères d'une carte le noeud fantastique d'un drame familial. ■

► *La Maison aux livres* (Kitap Evi), d'Enis Batur, traduit du turc par François-Michel Durazzo, Zulma, « Z/A », 192 p., 9,95 €.

► *Méduse*, de Martine Desjardins, L'Atalante, « Neptune », 220 p., 7,50 €.

► *Les Cartographes* (The Cartographers), de Peng Shepherd, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Anne-Sylvie Homassel, Le Livre de poche, 640 p., 10,90 €.

FIGURES LIBRES

ROGER-POL DROIT

Naviguer sur l'océan Lichtenberg

IL ÉTAIT PROFESSEUR de philosophie à Göttingen au siècle des Lumières. Comme bon nombre d'esprits de son temps, une curiosité insatiable l'anime. Georg Christoph Lichtenberg (1742-1799) s'intéresse aux propriétés de l'électricité aussi bien qu'au vocabulaire de Shakespeare, à la propagation de la lumière comme aux différentes sortes d'insultes. Il interroge avec la même ardeur les embarras intestinaux, les taches de la Lune et la météorologie, correspond avec Kant sur le calcul des probabilités, avec Goethe sur la théorie des couleurs. La plupart de ses travaux sont tombés dans l'oubli, et ses divers écrits satiriques ne sont connus que des spécialistes.

BROUILLONS
(*Sudelbücher*),
de Georg Christoph Lichtenberg,
traduit de l'allemand et présenté par Etienne Barilier,
Noir sur blanc, deux volumes sous coffret, 3760 p., 69 €, numérique 49 €.

Ce que la postérité a retenu ? Ses aphorismes. Etincelants, sarcastiques, inépuisables. Constantement reprises depuis leur première édition allemande en 1902, ces centaines de flèches, tranchantes comme des rasoirs, lui ont forgé une réputation d'auteur caustique et désabusé, ciselant en deux lignes de profondes désillusions. Le problème, c'est qu'il n'a jamais écrit d'aphorismes ! Les phrases qui l'ont rendu célèbre sortent bien de sa plume, mais elles figurent, au milieu de cent autres textes, dans les cahiers qu'il rédigeait chaque jour.

PHOTO BÉNÉDICTE ROSCO/SEUIL, ANNIE CIARDI, BRUNOLEVY



Marguerite Durand, pour les femmes

Pionnière de la presse féministe, actrice, femme politique, Marguerite Durand (1864-1936) est une figure incontournable du féminisme en France. La remarquable biographie que lui consacre Lucie Barette, rédigée à partir de sa correspondance et de ses articles, publiés dans les journaux qu'elle a créés (*La Fronde* et *L'Action*), retrace les grands moments de la vie de cette femme qui n'hésitait pas à poser pour les photographes avec sa lionne, nommée Tigre.

Issue d'un milieu modeste, elle est élevée dans un couvent avant d'entrer au Conservatoire. Pensionnaire à la Comédie-Française de 1881 à 1888, elle quitte la scène après son mariage avec Georges Laguerre, un avocat et député boulanger, et découvre le monde politique et journalistique. Après son divorce, Marguerite Durand rejoint *Le Figaro*, où elle crée la rubrique « Courrier ». Sa carrière prend un tournant décisif en 1896. Envoyée par son journal pour mo-

quer le Congrès féministe international, Marguerite Durand y vit sa « première épihanie féministe ». Elle prend conscience de l'urgence de défendre les revendications et les intérêts des femmes.

En 1897, elle fonde *La Fronde*, premier journal français entièrement conçu et dirigé par des femmes. « Nous lutterons pour la femme écrivain qui veut placer sa copie, pour l'ouvrière qui veut avoir un salaire égal à celui de l'homme », écrit-elle.

Infatigable, Marguerite Durand s'investit aussi dans la vie associative et politique. En 1907, elle organise un congrès du travail féminin et, aux élections législatives de 1910, propose des candidatures de femmes, dont la sienne. Consciente que son combat recouvre aussi un enjeu mémoire, elle fonde à Paris, en 1931, la première bibliothèque consacrée à l'histoire des femmes. Elle porte aujourd'hui son nom. ■

AMAURY DA CUNHA

MARGUERITE DURAND.
LUTTER PAR LA PRESSE,
de Lucie Barette,
Les Pérégrines, « Les audacieuses »,
234 p., 20 €, numérique 14 €.



Le combat de Léon Gambetta

Si son nom figure dans l'espace public, statues et bustes offrant une image forte de cette figure fondatrice de la République, Léon Gambetta (1838-1882) apparaît aujourd'hui comme un illustre méconnu. Sa mémoire s'estompe et son message, pourtant essentiel, sur l'esprit républicain, l'aspiration à l'égalité et à la fraternité, le souci de relever la grandeur de la nation, s'est perdu. Aussi la succincte mais rigoureuse biographie que propose Eric Anceau, en version papier ou sous forme de trois CD audio (Frémeaux & associés, 30 euros), est-elle bienvenue.

Avocat entré « par effraction sur la scène du monde », selon ses propres mots, grâce à son verbe et à son audace polémique d'opposant au Second Empire, il devient à 30 ans l'espoir de la gauche. Ce petit-fils d'immigré sarde, devenu français à sa majorité, force le destin à la chute de Napoléon III, le 4 septembre 1870, pour imposer la République et organiser la défense

nationale contre les Prussiens, en réveillant la mémoire de 1792. Un mois plus tard, son vol en ballon hors de Paris assiégié incarne un espoir qu'il ne laissera plus s'éteindre. Œuvrant sans relâche à la progression de son camp contre les monarchistes, qui dominent la Chambre après les élections de février 1871, il occupe le terrain, jusqu'à former une équipe capable d'assurer la relève, sorte de décalque du *shadow cabinet* britannique.

Malgré un activisme formidable, il est en butte aux réticences de tous. Même les autres républicains prennent ombrage d'une popularité qui va jusqu'au culte de la personnalité. Aussi n'atteindra-t-il la présidence du Conseil que fin 1881 – et pour deux mois seulement. Mais le programme de l'homme d'Etat sera repris par d'autres après sa mort prématurée. Il suffit à justifier que l'on réactive sa mémoire. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

GAMBETTA.
FONDATEUR DE LA RÉPUBLIQUE,
d'Eric Anceau,
PUF, 192 p., 15 €, numérique 11 €.

Un militaire nazi, une journaliste féministe, un homme d'Etat et une reine : quatre livres pour les (re)découvrir

Heinz Guderian, fidèle d'Hitler

Le nom de Heinz Guderian (1888-1954) est indissolublement lié aux chars d'assaut, dont il fut l'infatigable promoteur dans l'armée allemande, et qu'il fit triompher en mai 1940 à Sedan (Ardenne), brisant l'armée française à la stupéfaction du monde entier. Il en tira une exceptionnelle aura, celle d'un général visionnaire, technicien hors pair et apolitique, aussi brillant sur le terrain qu'éloigné de l'idéologie nazie. Une image retouchée depuis, sans être entièrement remise en cause, jusqu'au livre décapant que vient de lui consacrer Jean Lopez.

Il faut dire que Guderian présente un défi pour les biographes. Il avait un don pour l'autopromotion, que reflète le titre agressif du livre qui le fit initialement connaître comme grand gourou de l'arme blindée, *Achtung Panzer !*, en 1937. Il survécut de plus à la guerre et passa, comme tant de chefs militaires allemands, entre les mailles assez lâches des tribunaux alliés de dénazification. Cela lui permit de rédiger des *Souvenirs d'un soldat* (Plon, 1954), où il se donna systématiquement le beau rôle face aux erreurs stratégiques d'Hitler et de ses rivaux, dont la plupart étaient commodément décédés.

En grand expert de la chose militaire, et de l'armée allemande en particulier, Jean Lopez a rouvert tous les dossiers et réévalué systématiquement les choix d'un des protagonistes majeurs de la seconde guerre mondiale. Sans rien retirer à ses mérites intellectuels, il montre que Guderian ne fut pas un prophète isolé de l'arme nouvelle que constituaient les blindés au lendemain de la Grande Guerre, mais plutôt celui qui synthétisa le mieux la meilleure façon de les employer. Il pensa la cohérence des divisions blindées (*Panzerdivisionen*) autonomes, disposant de leurs propres forces d'appui en infanterie et en artillerie, et surtout parfaitement capables de communiquer par radio, à la différence des chars français, bien conçus mais aveugles et sourds, une fois la bataille lancée.

C'est en effet la campagne de France, en 1940, qui semble prouver la valeur des idées militaires de Guderian, dont le 19^e corps d'armée mène d'étonnantes percées, dépassant tous les objectifs initiaux, défiant régulièrement ses supérieurs en accélérant sans cesse. La force du livre consiste à ne pas s'arrêter à cet apparent triomphe, mais à en souligner toutes les failles sous-jacentes, que l'effondrement français tendit à masquer.

Dans l'immensité soviétique

Car les nazis, Hitler et Guderian en tête, voulaient croire que la magie des panzers opérerait tout aussi bien dans l'immensité soviétique, sans routes goudronnées et avec des lignes logistiques démesurément allongées, privant les engins de carburant et de pièces de rechange. En 1941, lors de l'offensive Barbarossa sur l'URSS, les illusions d'une chevauchée victorieuse à l'Est allaient s'enliser dans la boue, la neige et, surtout, dans l'incapacité à transporter fantassins et ravitaillage aussi vite que la pointe avancée des chars.

Un temps disgracié après l'échec de

l'offensive sur Moscou, Guderian ne renia toutefois rien de son soutien au régime nazi. A rebours de l'image construite après la guerre, Jean Lopez montre la fidélité parfaite du général à son Führer, dont il assuma pleinement les politiques criminelles, qui s'alignaient avec sa vision du monde, faite d'antibolchévisme et de supériorité germanique. Un épisode quelque peu dérisoire l'illustre bien. Fin 1943, malgré la déroute prévisible, Guderian et son épouse insistèrent pour se faire attribuer un immense domaine à l'Est, au détriment de châtelains polonais, comme récompense pour bons et loyaux services. Guderian, assez habile pour se distancer à temps du complot qui avait failli tuer Hitler le 20 juillet 1944, fut son dernier chef d'état-major, contribuant aux hécatombes de la défaite. De bout en bout, voici une biographie magistrale. ■ ANDRÉ LOEZ

HEINZ GUDERIAN.
LE MAÎTRE DES PANZERS,
de Jean Lopez,
Perrin, 560 p., 26 €, numérique 18 €.

Vaillante Anne d'Autriche

Pendant plus d'un siècle, représentant quelques-uns des traits dont

certains de ses contemporains l'accablent – telle Madame de La Fayette dénonçant « l'autorité royale, fardeau trop pesant pour un naturel aussi paresseux que le sien » –, la reine de France Anne d'Autriche (1601-1666) n'a guère été épargnée par les historiens, qui raillaient sa piété excessive, son esprit limité, sa dissimulation aussi, défauts

inhérents selon eux à sa nature féminine, sinon à son origine espagnole.

Pourtant, de Claude Dulong (1980) et Simone Bertié (1998) à Raphaël Dartig (2015) et Jean-François Solnon (2022), celle que Voltaire nomma « la régente absolue » bénéficie depuis quelques années d'un retour en grâce. Et la somme de Joël Cornette pourrait bien aujourd'hui solder les comptes, tant est efficace son attention à interroger les sources, même rares, qui révèlent cette femme dont l'éveil tardif à la politique a en réalité sauvé le royaume, grâce à un pragmatisme, une détermination et un courage peu communs.

Une figure politique

Infante aimée, mais vite coupée des siens, épouse concurrencée par une belle-mère, Marie de Médicis, qui ne cède pas la place, reine soupçonnée d'être aux ordres de l'ennemi, Anne, d'affranchis en trahisons, se révèle, à la mort de son époux Louis XIII (1643), le seul rempart capable de sauver le pouvoir de son fils, Louis XIV, devenu roi à 4 ans et demi. Avec un autre étranger, Mazarin, mentor subtil qui ne l'abandonne jamais, elle fait face à la plus terrible épreuve de la monarchie, la Fronde, et son image publique en porte les stigmates.

Mais elle ne cède rien et apparaît au bout du compte comme une figure politique extraordinaire, dont les préjugés sexistes ont longtemps masqué la dimension réelle. On peut l'aimer héroïne d'Alexandre Dumas, ou la rêver dans le regard de Cornette. ■ PH.-J. C.



ANNE D'AUTRICHE.
LA RÉGENTE ABSOLUE,
de Joël Cornette,
Gallimard, 500 p., 25,50 €, numérique 18 €.

Ivan Philippov

L'écrivain qui tue Poutine

L'auteur moscovite, exilé depuis mars 2022, signe «La Souris», un roman de zombies qui voit le maître du Kremlin périr brutalement lors d'une épidémie. Laquelle est une métaphore, pour l'auteur, de la propagande du pouvoir russe et de ses effets

ISABELLE MANDRAUD

Non, Rhinocéros, d'Eugène Ionesco (Gallimard, 1959), n'a pas inspiré *La Souris*, d'Ivan Philippov. «J'ai même honte de le dire, mais je ne l'ai pas lu», soupire ce dernier. Le gros mammifère et le petit rongeur ont pourtant plus d'un trait en commun. Sous la plume du célèbre écrivain franco-roumain (1909-1994), le premier transmet une maladie qui transforme les êtres humains en rhinocéros grégaires et passifs – une métaphore burlesque pour dénoncer les effets du totalitarisme avant et après la seconde guerre mondiale. Echappé d'un laboratoire, le rongeur, lui, est à l'origine de l'effroyable diffusion d'un virus qui transforme les humains en zombies et ravage complètement Moscou – une autre métaphore, cette fois des conséquences de la propagande du Kremlin.

Parti sur les chemins de l'exil le 3 mars 2022, quelques jours après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, Ivan Philippov s'est attelé à son roman fantastique dès l'été suivant, à Tbilissi, où il a d'abord trouvé refuge avec sa famille. Contacté par visio, il réside désormais pour sa plus grande joie à Berlin – «C'est ma ville!», s'exclame-t-il. Né et ayant grandi à Moscou, diplômé de la faculté d'histoire de l'université d'Etat, cet homme de 42 ans, au visage fin orné de lunettes d'intello, reste pourtant profondément attaché à la capitale russe. Dans *La Souris*, il décrit avec passion, cartes à l'appui, les quartiers et les rues qu'il préfère, la place des Trois-Gares, l'avenue des Enthousiastes, le parc de Lefortovo (proche de son ancien domicile et de la prison bien connue des opposants), le quartier Tchistye Proudy ou bien encore le Musée Pouchkine... Avant de tout détruire.

«Ce livre, confie l'écrivain, a été comme une psychothérapie. Voilà ce que la guerre a fait de mes compatriotes. Chacun de nous a l'expérience d'échanges avec des proches, de la famille, au cours

desquels on se rend compte que les arguments n'ont plus de prise : la pensée critique cède la place à une croyance quasi religieuse. La propagande, c'est comme une épidémie mortelle.» La censure n'a pas tardé à se manifester. En août 2024, son roman a été interdit en Russie par décision de justice au motif, selon le procureur général, qu'il «contient de fausses informations sur des actes de terrorisme ou d'autres informations inexacts d'importance publique, ce qui crée une menace pour la vie et/ou la santé des citoyens, les biens, ainsi qu'une menace de troubles massifs à l'ordre public et/ou à la sécurité».

Résultat saisissant

Opposant assumé de Vladimir Poutine, présent à toutes les manifestations contre le pouvoir avant de quitter le pays, Ivan Philippov n'en est pas à son coup d'essai. Dans son premier roman, paru en 2021, *Ten* («l'ombre», non traduit), il faisait se côtoyer des héros historiques avec des personnages contemporains dans une sorte de déambulation moscovite, avec l'idée que la ville a un subconscient. Dans ce livre, déjà, Poutine finissait mal, mort noyé, là où, dans *La Souris*, le chef du Kremlin est dévoré. Et dans son deuxième ouvrage aussi, personnages fictifs et réels cohabitent. Les zombies mangent Kirill, le patriarche de Moscou, fidèle soutien de l'*«opération spéciale militaire»* en Ukraine. Le propagandiste Vladimir Soloviev, qui opère tous les jours à la télévision russe, périt de la même manière après avoir tenté de passer un accord avec les morts-vivants, «comme il a toujours fait toute sa vie». Margarita Simonian, grande prêtresse du réseau RT (ex-Russia Today) et de Spoutnik, finira par succomber, elle aussi.

Bons ou méchants, riches ou pauvres, les anonymes expirent quant à eux par millions. «J'avais besoin que le lecteur comprenne que la destruction concerne toutes les classes de la société», explique Ivan Philippov. Le résultat est saisissant, car si l'histoire, censée se dérouler



Ivan Philippov, cette année. BLUEMAN

Parcours

1982 Ivan Philippov naît à Moscou.

2008 Le journaliste devient scénariste au côté du cinéaste Alexandre Rodnianski.

2021 Parution de son premier roman, *Ten* («l'ombre»), non traduit.

3 MARS 2022 Il prend le chemin de l'exil.

2024 Il est inscrit par le ministère russe de la justice sur la liste des «agents de l'étranger».

en 2020, soit en plein Covid-19, repose sur un virus imaginaire, les scènes se rapportent toutes à des éléments familiers aux Russes. Ainsi, le laboratoire secret chargé de trouver un elixir de vie pour Vladimir Poutine et responsable de l'épidémie aurait une base réelle si l'on en croit une enquête du site d'opposition russe en exil *Meduza*; le biologiste accusé de «haute trahison» et cerné par les zombies dans son fourgon pénitentiaire

renvoie à la situation de scientifiques condamnés dans la vraie vie pour des motifs similaires; et même la souris rose en couverture du livre (très différente de celle qui a contaminé Moscou, mais on n'en dira pas plus) a bien existé dans la pittoresque rue Arbat...

«Moi-même, je meurs trois fois dans le livre», s'amuse Ivan Philippov. Il est ainsi le défunt père des deux adolescents qui luttent pour leur survie (ses deux fils âgés de 13 et 18 ans ont servi de modèle). Il est aussi l'homme porteur d'un tee-shirt Capybara, du nom de ce rongeur exotique à la mode, dans le métro. Enfin, un chien porte son adresse moscovite sur son collier. Des détails empruntés à la réalité, qui humanisent un roman où tous les malades ne sont pas coupables. «La distinction entre les Russes de l'intérieur ou à l'extérieur est artificielle», juge l'écrivain. «J'ai beaucoup d'admiration pour les antiques qui sont restés au pays, c'est pour cela que je ne fais aucune différence.»

«Agent de l'étranger»

Le thème de la propagande n'est pas nouveau pour cet ancien journaliste, devenu par la suite assistant scénariste dans la société du producteur de cinéma Alexandre Rodnianski. Ukrainien d'origine, ce dernier a été condamné par contumace, le 21 octobre 2024, à huit ans et demi de prison en Russie pour avoir émis des critiques sur l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Quelques mois plus tôt, le 12 avril 2024, Ivan Philippov avait, de son côté, été inscrit par la justice russe sur la liste des «agents de l'étranger». Non pour son livre, mais pour la chaîne Telegram «Na Zzzzzapadnom na fronte biez peremen» («à l'Oooost, rien de nouveau», environ 90 000 abonnés), qu'il a créé au début de la guerre afin de suivre et d'analyser les chaînes Z (lettre symbole de l'invasion russe). Animées par des «correspondants de guerre», ces dernières cumulent des dizaines de millions de vues.

«L'étude de ces chaînes est très intéressante, affirme Ivan Philippov, car elles constituent un espace unique où la propagande ne vient pas de l'Etat mais d'en bas», et s'adresse à des gens qui ne regardent plus la télévision.» En ce moment, par exemple, poursuit-il, leurs animateurs «sont très contents de la libération de Soudja [ville russe conquise par l'Ukraine dans la région de Koursk en août 2024], mais ils sont en même temps

EXTRAIT

«Au soir du 31 mai, Moscou avait perdu près de neuf millions d'habitants. La ville encore pleine de vie la veille s'était transformée en quelques heures en un champ de bataille postapocalyptique (...). Alexandre Valérievitch Nikitine, gouverneur de la région de Tambov, se révéla bien mal disposé envers Vladimir Poutine et lui dévora la tête alors qu'il faisait son rapport au Kremlin (...) en quelques bonds, il passa par-dessus la longue table qui le séparait du président permanent de la Fédération de Russie et lui dévora le cou avec délectation. Les agents du FSO, le service de sécurité présidentiel, accoururent aux cris, abattirent bien sûr le gouverneur rebelle, mais il était trop tard. Pour la première fois depuis vingt ans, le pouvoir en Russie avait changé.»

LA SOURIS, PAGES 62-63

très inquiets des pourparlers sur la paix, non parce que les objectifs de la guerre ne seront pas atteints mais parce que les accords territoriaux de la Russie en Ukraine [au nombre de quatre régions] n'auront pas été finalement conquis par les armes mais par l'autorisation de Trump!».

Refusé par huit grands éditeurs russes, paniqués à la lecture de la mort de Poutine, *La Souris*, aujourd'hui traduit en français, en estonien et en tchèque, a été publié en 2023 par Freedom Letters, l'une des maisons d'édition russes en exil qu'on appelle «tamizdat» («publié de là-bas»), un terme qui désignait déjà, à l'époque soviétique, les écrits dissidents parus à l'étranger, par opposition à «samizdat» («publié par soi-même») – les publications clandestines réalisées en URSS. Avant d'être interdit, le récit du crépuscule de Moscou a tout de même eu le temps de connaître un vif succès. Preuve que le virus de la propagande, si dangereux soit-il, n'est pas infaillible. ■

Derrière les masques hideux des zombies

RUSSIE, PRINTEMPS 2020. Un terrible virus s'échappe d'un laboratoire secret. Dans ce dernier, où l'on travaillait dans le passé à tenter d'améliorer les capacités cognitives des vieux caïques de l'URSS, comme Brejnev à la fin de son règne, on concentre désormais tous ses efforts – et un substantiel budget – à trouver la formule miraculeuse qui offrirait la vie éternelle à Vladimir Poutine, le «président permanent».

Raté. En quelques heures, le chaos submerge la capitale russe. Les trains déraillent, les voitures s'encastrent lesunes dans les autres. Très contagieux, le virus tue ses habitants

et en transforme d'autres en zombies en proie à une faim si impérieuse qu'ils chassent en meute et dévorent tous ceux qu'ils croisent.

Pour ceux qui – comme l'autrice de ces lignes – détestent les histoires de morts-vivants, il faut se précipiter sur *La Souris* («souris» qui n'est pas celle du laboratoire mais une autre, au demeurant très sympathique). Certes, ces zombies-là sont sanguinaires, horribles, mais sortis de l'imagination d'Ivan Philippov, ils apparaissent... comme des acteurs d'une autre pièce. Sans doute parce que, derrière leurs masques hideux, se mêlent des méchants et des gentils, des

innocents et des coupables, tous pris dans une même spirale. Et qu'il y a une morale derrière cette histoire qui se lit d'un trait : anonyme ou connu, personne ne s'en sort bien. Les seuls survivants sont à l'image des milliers de Russes qui ont fui leur pays pour échapper à une contamination aussi virale que destructrice, celle de la propagande. ■ I. M.

LA SOURIS.
UNE APOCALYPSE ZOMBIE À MOSCOU (Misch), d'Ivan Philippov, traduit du russe par Philippe Frison, Blueman, 400 p., 20 €, numérique 14 €.